

n°20
2021-2022



Les Cahiers du Comité Asie- Océanie

des

JEUNES IHEDN

L'ARSENAL DU FUTUR

Thématique



À PROPOS

Les Jeunes IHEDN

L'association des Jeunes IHEDN est la première association française de jeunes sur les questions de défense, de sécurité et d'engagement. Plus que jamais, le monde que nous connaissons change et se transforme. Les équilibres sont bouleversés, tant en matière de politique que de géopolitique ou d'économie, rendant très incertaine et complexe la partie qui se joue sur l'échiquier mondial.

Nous vivons à une époque où 55 % de la population mondiale est âgée de moins de 27 ans. Au sein des Jeunes IHEDN, nous sommes convaincus que la jeunesse est aujourd'hui autant un sujet de société qu'un réservoir de solutions bienveillantes et pertinentes pour notre avenir commun. C'est dans ce contexte que l'association des Jeunes IHEDN, forte de près de 2 000 jeunes citoyens, dynamise une réflexion innovante et impertinente autour des problématiques de défense et de sécurité regroupant les sphères militaires, diplomatiques, économiques, civiles et culturelles.

Le Comité Asie-Océanie

Les Jeunes IHEDN sont composés de plusieurs comités d'étude. Ceux-ci comptent parmi les rouages opérationnels de l'association, organisant événements et projets autour de leurs thématiques respectives. Le comité Asie-Océanie est l'un d'entre eux.

Ce comité a vu le jour en 2011, porté par des membres attachés à la compréhension de certains pays d'Asie. En 2021, le comité s'est élargi à l'Océanie. Ce vaste ensemble géographique couvre environ un tiers du globe terrestre et est le foyer de plus des deux tiers de l'humanité. L'Asie et l'Océanie, imposants continents et théâtre d'événements majeurs contemporains, éveillent chez nos membres une forte curiosité et nourrissent leurs réflexions, qui vous sont, dans ces cahiers, partiellement présentées.

Anaëlle HAMONET | Responsable du
Comité Asie-Océanie 2021-2022

Gabriel GERVAIS | Responsable-adjoint du
Comité Asie-Océanie 2021-2022

L'ARSENAL DU FUTUR

INTRODUCTION

Centre de gravité économique en devenir du monde, berceau des puissances émergentes, témoin du début et de la fin de la guerre froide comme le rappelle Pierre GROSSER, multiple et diverse, l'Asie-Océanie connaît aujourd'hui un renouvellement et une extension sans précédent de son arsenal. En 2021, la Chine allouait 293 milliards de dollars à ses armées soit 4,7 % de plus qu'en 2020, le Japon 54 milliards, l'Inde presque 77 et l'Australie 31,8 (SIPRI, 2021). Ce qu'anticipait Julia WEISS de la transformation de l'Asie-Pacifique comme économie-monde, produisant plus de 50 % du PIB mondial à l'horizon 2040, semble être en voie de se confirmer.

C'est dans cet espace que les enjeux stratégiques, commerciaux, énergétiques et d'influence se mêlent et se confondent. Au travers de la cristallisation de ces derniers dans la région, notamment centrée autour de la « rivalité » sino-américaine, elle devient une zone de tensions probables. Selon Robert JERVIS (2017), puisque les États ne peuvent être certains des intentions d'un autre État, la militarisation de l'un à des fins défensives pourrait être perçue par l'autre comme une action offensive, entraînant ainsi un renforcement d'un arsenal par miroir, et l'adoption d'une posture offensive à un niveau régional. Par itération, l'arsenalisation s'entreferait mécaniquement. Cette arsenalisation grandissante est effectivement observée en Asie-Océanie depuis plusieurs années : on y observe tant une course à l'armement qu'un essor de nouvelles technologies développées nationalement.

C'est dans ce but précis que la 20^e édition des Cahiers du Comité Asie-Océanie (CCA) entend étudier les dynamiques d'arsenalisation dans la région. Car demain se joue aujourd'hui et pour garantir un tour d'horizon d'un sujet aussi complexe que divers, nos CCA n°20 sont divisés en quatre thématiques :

- L'arsenalisation dans le cadre de la dissuasion nucléaire ;
- L'arsenalisation du cyberspace ;
- L'arsenalisation des espaces maritimes ;
- L'arsenalisation de l'aérospatial.

Anaëlle HAMONET

Responsable du Comité Asie-Océanie 2021-2022

Gabriel GERVAIS

Responsable du Comité Asie-Océanie 2022-2023

Responsable-adjoint du Comité Asie-Océanie 2021-2022

De l'ASEAN à l'Indopacifique, du *soft power* aux menaces sécuritaire, depuis onze ans nos membres s'attachent à chercher, à comprendre, à explorer, au travers de ce qui est devenu une particularité bien propre à notre comité : les Cahiers du Comité Asie, devenus aujourd'hui Asie-Océanie.

Cette année nous fêtons donc la vingtième édition de ce recueil autour d'un thème qu'il nous semblait primordial d'aborder : l'arsenal du futur.

Cette publication a été possible grâce au concours de nombreuses personnes – auteurs, relecteurs, éditeurs, motivateurs, penseurs –, et nous souhaitons leur témoigner toute notre gratitude.

Le comité Asie-Océanie souhaiterait tout d'abord adresser toute sa reconnaissance à l'ancienne présidente de notre fantastique association Madame Hélène ROLET, et à notre comité directeur, sans qui un tel format ne serait pas possible. Une mention toute spéciale à Amandine CHOURLIN et Véronica RODRIGO qui, en plus de nous avoir soutenus tout au long de l'année, ont réellement œuvré à la réalisation de ce recueil. Nous remercions également bien sûr l'équipe publications et l'équipe communication pour leur travail acharné et leur compréhension vis-à-vis des *deadlines* parfois courtes que nous avons dû leur imposer.

Le comité Asie-Océanie désire aussi bien évidemment remercier chaleureusement notre pôle Publications interne en la personne de Madame Emma WINNE, sans qui la publication des Cahiers du Comité Asie-Océanie n'aurait jamais pu voir le jour, ainsi que les divers relecteurs ayant précisé et amélioré les articles par leurs conseils.

Comme vous le verrez, cette édition est d'autant plus spéciale qu'elle comprend des préfaces par thématiques, écrites par des profils d'exception. Nous remercions ainsi de leur disponibilité, de leur écoute et de leur contribution : Monsieur Philippe BAPTISTE, le capitaine de frégate Jérôme BAROË et Madame Mélanie ROSSELET.

Le comité voudrait enfin exprimer sa reconnaissance envers tous les contributeurs de la 20^e édition de ses Cahiers, qui ont donné leur temps, leur réflexion et leurs compétences pour produire ce travail de grande qualité. Un grand merci également à William AH CHONG, membre du pôle Publications du comité Cyber, sans qui la collaboration entre nos comités n'aurait pas été aussi fructueuse.

Pour finir, nous tenons à témoigner toute notre gratitude envers nos membres qui nous ont accordé leur confiance et nous ont permis de mener ce projet à bien.

À vous tous et à ceux qui ne sont pas mentionnés mais qui connaissent la gratitude que nous leur devons, merci.

Anaëlle HAMONET

Responsable du Comité Asie-Océanie 2021-2022

Gabriel GERVAIS

Responsable du Comité Asie-Océanie 2022-2023

Responsable-adjoint du Comité Asie-Océanie 2021-2022

SOMMAIRE

03 INTRODUCTION & REMERCIEMENTS

Anaëlle HAMONET et Gabriel GERVAIS

09 LE MOT DE LA PRÉSIDENTE

Hélène ROLET

ARSENALISER ET PROLIFÉRER



12 Une dissuasion chinoise en pleine mutation : un non-emploi en premier en question

Gabriel GERVAIS

18 Développement technologique de l'arsenal militaire nord-coréen : quelles perspectives stratégiques pour la Corée du Sud ?

Cloé FREDRYCK

24 La prolifération des armements au Pakistan du fait du soutien militaire chinois

Jean-Baptiste BERTHELOT

ARSENALISER LE CYBERESPACE



32 L'utilisation du cyber par les États asiatiques comme moyen de pression

Shadée PINTO et Isabelle MOURETTE

38 « Be AI Ready » : le renouveau stratégique crucial pour les armées australiennes

Sterenn BRIAND

ARSENALISER LES ESPACES MARITIMES



- 45** Bateaux bleus et drapeaux rouges : les milices maritimes vietnamiennes ou le cercle vicieux de la militarisation de la mer de Chine
Alexandre LAURENT
- 54** Nouvelle d'anticipation : un balcon sur l'Arctique
Rémy BARAIZE
- 65** Les mers du Sud : militarisation des espaces maritimes océaniques
Anaïs-Maria TOUATI

ARSENALISER L'AÉROSPATIAL



- 71** Comparatif spatial : Inde/Japon
Théodora NOGARET
- 75** La Chine et l'arsenalisation de l'espace
Constantin LAGRAULET
- 81** La course coréenne aux étoiles
Anaïs-Maria TOUATI
- 86** Les « super-armes » de Vladimir POUTINE : l'innovation au cœur de la stratégie militaire russe
Nefissa BELKHODJA

L e m o t d e l a P R É S I D E N C E

Chères lectrices, chers lecteurs,

Les Cahiers du comité Asie-Océanie fêtent leurs 20 ans !

Tel un flambeau transmis de génération en génération, cet ouvrage a vocation à impulser une dynamique d'échanges et de partage des connaissances. Plus précisément, les CCA - comme nous avons pris l'habitude de les appeler au fil des années - s'intéressent à la zone géographique dont ils portent le nom et aux enjeux stratégiques nombreux qui s'y développent.

Pour cette édition si particulière dédiée à l'arsenal du futur, je tiens à exprimer toute ma gratitude envers les experts qui ont accepté de nous partager leurs analyses. Leur générosité et la confiance qu'ils nous accordent sont précieuses.

Ce numéro est le fruit d'un immense travail porté par les membres du comité Asie-Océanie que je remercie chaleureusement. Il reflète la dynamique de nos adhérents et leur capacité à se saisir d'une thématique, en vue de croiser les regards pour mieux comprendre les phénomènes.

Chez les Jeunes IHEDN, nous sommes convaincus qu'un des chemins à emprunter pour dynamiser une réflexion « jeune » et enthousiaste est celui de l'écriture. Les auteurs de cette 20^e édition des Cahiers du comité Asie-Océanie rendent ici hommage à une ambition qui nous est chère : s'engager par la plume !

Très bonne lecture à toutes et tous.



Par

Hélène ROLET

Présidente des Jeunes
IHEDN 2021-2022

*Consultante en communication
et community-manager,
Hélène ROLET a été présidente
des Jeunes IHEDN de juillet
2021 à juin 2022.*

P r e m i e r t h è m e

ARSENALISER ET

P R O L I F E R E R



Préface

« À bien des égards, l'avenir de l'arme nucléaire se trouve en Asie » écrivait Nicolas ROCHE dans son ouvrage *Pourquoi la dissuasion* publié en 2017. En dépit de la guerre d'agression russe contre l'Ukraine, qui invite à réinvestir la réflexion prioritairement sur les enjeux nucléaires en Europe, ce constat reste vrai. L'Asie concentre en effet aujourd'hui une part essentielle des dangers nucléaires mondiaux en termes de prolifération, de développements des arsenaux nucléaires, de risques de conflits interétatiques sous parapluie nucléaire et même de risque de rupture de la tradition de non-emploi de l'arme nucléaire. Plusieurs puissances nucléaires y développent leurs arsenaux, dans un espace limité, sans mécanisme de contrôle des armements, sans véritable architecture régionale de sécurité, et avec des tensions et conflits de frontière non réglés.

Les caractéristiques du « troisième âge de la dissuasion nucléaire », décrit par Pierre VANDIER, y sont pleinement perceptibles, le continent voyant se déployer des dynamiques complexes d'alliances et un « couplage entre le jeu stratégique des grandes puissances et les conflits régionaux qui s'y superposent ». La « multipolarité nucléaire » s'y traduit par une équation de dissuasion plus complexe



Par

Mélanie ROSSELET

Directrice de l'Analyse
Stratégique du
Commissariat à
l'énergie atomique et
aux énergies
alternatives

et plus instable. Des relations à géométrie variable s'instaurent, de manière bilatérale, trilatérale (Pakistan/Inde/Chine) ou plurilatérale.

La crise nucléaire nord-coréenne est un sujet de particulière préoccupation. Pyongyang affirme vouloir développer un arsenal nucléaire opérationnel de portée intercontinentale et a engrangé des progrès constants et substantiels ces dernières années. Ce pays a procédé à dix-huit séries de tirs de missiles balistiques depuis début janvier 2022, en violation des résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies. Seul pays à avoir déclaré s'être retiré du Traité de non-prolifération nucléaire, la Corée du Nord est également le seul pays à avoir fait détonner une arme nucléaire depuis 1998, ayant procédé à six essais nucléaires. La détermination de la communauté internationale à poursuivre l'objectif de dénucléarisation complète, vérifiable et irréversible de la Corée du Nord doit demeurer intacte. Il en va de l'avenir de la norme de non-prolifération.



Une dissuasion chinoise en pleine mutation : un non-emploi en premier en question

Gabriel GERVAIS

Responsable du Comité Asie-Océanie 2022-2023

Responsable-adjoint du Comité Asie-Océanie 2021-2022

Introduction

Avant la 10^e conférence sur l'examen du *Traité de Non-Prolifération* (TNP), la Chine a réaffirmé dans une déclaration conjointe du 3 janvier 2022, avec les quatre autres membres permanents du Conseil de Sécurité, qu'« une guerre nucléaire ne doit jamais être menée. (...) [Les armes nucléaires] tant qu'elles existent, doivent servir à des fins défensives, de dissuasion et de prévention de la guerre »¹. Or, le *Defense Department's 2021 report* du Pentagone dit explicitement que la Chine est en passe d'obtenir une triade nucléaire. Si Pékin

¹ « Avec la Chine, les États-Unis d'Amérique, le Royaume-Uni et la Russie, la France s'engage pour prévenir la guerre nucléaire et éviter les courses aux armements ». *Elysee.fr* [en ligne], 3 janvier 2022, [consulté le 13/03/2020]. Librement disponible sur : <https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2022/01/03/declaration-conjointe-des-chefs-d'Etat-et-de-gouvernement-pour-prevenir-la-guerre-nucleaire-et-eviter-les-courses-aux-armements>.

souhaite mettre en exergue sa crédibilité stratégique dans un contexte de compétition entre grandes puissances nucléarisées, la modernisation de l'arsenal nucléaire chinois questionne sa doctrine de non-emploi en premier.

Du débat doctrinal vers une pérennisation de la crédibilité stratégique chinoise

Si la culture stratégique chinoise est traditionnellement décrite comme une culture d'usage des armes nucléaires ou comme une « culture des armes en premier », la Grande Stratégie² (大战略) chinoise s'est vue revisitée par les ambitions d'affirmation de puissance de XI Jinping. Les débats stratégiques chinois entre quatre écoles³ de pensée stratégique distinctes font que la Chine demeure sur une dissuasion nucléaire limitée. Néanmoins, cette dernière entend gagner en crédibilité, et ce par sa modernisation autour de trois objectifs : s'adapter aux compétitions sino-américaine et sino-indienne, acquérir une triade nucléaire complète et répondre aux nouveaux enjeux de dissuasion (威慑).

Depuis 2013, le président XI Jinping a mis en exergue le narratif de la « Renaissance de la nation chinoise ». L'objectif politique du Parti Communiste Chinois est de « (re)devenir la première puissance mondiale » à l'horizon 2049 pour les 100 ans du régime communiste. Les ambitions chinoises d'un contrôle du Rimland⁴ par la sécurisation des Routes de la Soie, des revendications en mer de Chine et la réunification annoncée avec Taïwan ont contribué à faire de la Chine un « *assertive power* ». La conséquence directe a été une détérioration structurelle de ses relations avec ses voisins immédiats : la constitution de l'AUKUS en 2021, la relance du QUAD depuis le début de guerre commerciale sino-américaine sous Donald TRUMP, la connivence sino-russe et l'émergence du concept stratégique d' « Indopacifique

² DOMBROWSKI, Peter, BALZACQ, Thierry & REICH, Simon. *Comparative Grand Strategy: A Framework and Cases*. Oxford University Press, 2019. 368p.

³ Il s'agit des doctrines d'autodéfense, de la dissuasion minimale, de la coercition contre-nucléaire et de la dissuasion globale ; voir XIA, Liping. *China's Nuclear Doctrine: Debates and Evolution*. *Carnegie Endowment for International Peace*, 30 June 2016, [consulté le 13/03/2020]. Librement disponible (en anglais) sur : <https://carnegieendowment.org/2016/06/30/china-s-nuclear-doctrine-debates-and-evolution-pub-63967>.

⁴ SEMPA, Francis P., & MERCY, A. Kuo. « Nicholas Spykman and the Struggle for the Asiatic Mediterranean ». *The Diplomat* [en ligne], 9 janvier 2015 [consulté le 13/03/2020]. Librement disponible (en anglais) sur : <https://thediplomat.com/2015/01/nicholas-spykman-and-the-struggle-for-the-asiatic-mediterranean/>.

libre et ouvert ». Il en résulte une « *balance of threats* » de la Chine qui met désormais en exergue les menaces de long-terme étatsunienne et indienne. Ainsi, la restructuration de l'APL de 2015⁵ a permis de s'adapter à ce nouveau contexte. En effet, la création de cinq théâtres de commandement remplaçant les sept régions militaires et la centralisation du commandement au sein du *Joint Staff* vise à préparer l'APL à mener des conflits de haute-intensité et anticiper les nouvelles guerres notamment nucléaires. En outre, la Covid-19 a aggravé la menace perçue en Indopacifique vis-à-vis de l'armée chinoise. En miroir, le complexe obsidional chinois a accordé une attention particulière à la livraison américaine de sous-marins à propulsion nucléaire à l'Australie⁶, les tests de missiles hypersoniques nucléarisables de l'Inde en octobre 2021⁷ et le débat au Japon⁸ d'un accueil de missiles nucléaires américains sur son sol dans le cadre d'une dissuasion partagée. La modernisation de l'arsenal nucléaire chinois vise à atteindre au plus vite l'objectif d'une triade nucléaire crédible. La croissance rapide de l'arsenal nucléaire chinois repose sur le développement des missiles balistiques à lancement aérien et capacité nucléaire et sur l'amélioration de ses capacités nucléaires terrestres et maritimes. D'une part, on observe une optimisation continue des vecteurs nucléaires existants. En effet, le bombardier *Xi'an H-6 N* offre une plus grande autonomie aux bombardements nucléaires chinois. Un *H-6K* optimisé permettrait, en plus de transporter des missiles balistiques nucléarisables, de réaliser des frappes de longue portée avec une capacité de ravitaillement en vol. Le Pentagone⁹ estime que depuis la mise en service du *H-6N* en 2020, le *H-6N* sera désormais « très susceptible d'être

⁵ KOKOSHIN, Andrei A., et al. « 2015 Military Reform in the People's Republic of China ». *Belfer Center* [en ligne], octobre 2016, [consulté le 13/03/2020]. Librement disponible (en anglais) sur : <https://www.belfercenter.org/publication/2015-military-reform-peoples-republic-china>.

⁶ BAPTISTA, Eduardo. « Australian Aukus subs: are China's fears of a nuclear arms race in the Indo-Pacific founded? ». *South China Morning Post* [en ligne], 27 septembre 2021, [consulté le 13 mars 2020]. Librement disponible (en anglais) sur : <https://www.scmp.com/news/china/military/article/3150156/australian-aukus-subs-are-chinas-fears-nuclear-arms-race-indo>.

⁷ HONRADA, Gabriel. « India's hypersonics hint at nuclear strike policy shift ». *Asia Times* [en ligne], 24 décembre 2021 [consulté le 13 mars 2020]. Librement disponible (en anglais) sur : <https://asiatimes.com/2021/12/indias-hypersonics-hint-at-nuclear-strike-policy-shift/>.

⁸ McCURRY, Justin. « China rattled by calls for Japan to host US nuclear weapons ». *The Guardian* [en ligne], 1 mars 2022, [consulté le 13/03/2020]. Librement disponible (en anglais) sur : <https://www.theguardian.com/world/2022/mar/01/china-rattled-by-calls-for-japan-to-host-us-nuclear-weapons>.

⁹ « DOD Releases 2021 Report on Military and Security Developments Involving the People's Republic of China ». *Department of Defense*, 3 novembre 2021, [consulté le 13/03/2020]. Librement disponible (en anglais) sur : <https://www.defense.gov/News/Releases/Release/Article/2831819/dod-releases-2021-report-on-military-and-security-developments-involving-the-pe/>.

développé tactiquement pour permettre à la PLAAF¹⁰ de conduire sa mission nucléaire ». D'autre part, la Chine s'emploie à augmenter son nombre de vecteurs balistiques en faveur du *game-changer* hypersonique. La Chine accélère la modernisation de ses capacités balistiques dans son arsenal nucléaire comme le montre le nouveau missile balistique DF-27 (portée de 5 000 à 8 000 kilomètres) et les trois champs de silos à combustible en construction qui contiendront cumulativement des centaines de nouveaux silos d'ICBM selon le Pentagone¹¹. La Chine souhaite également pallier d'urgence son principal talon d'Achille : la guerre anti-sous-marine. À cet effet, la branche navale de la triade nucléaire chinoise poursuit le développement de sous-marins lance-missiles balistiques de classe Type 096. En outre, la Chine mise sur les facteurs hypersonique et spatial. La manœuvrabilité des missiles hypersoniques lui permettrait de rendre les défenses antimissiles américaines inopérantes. Ainsi, le 17 octobre 2021, la Chine a procédé à un test de missile intercontinental hypersonique volant à basse altitude (*Mach 5*).

Les nouveaux enjeux pour la dissuasion chinoise sont triples : (i) l'espace et la question de la protection de ses satellites militaires, impliqués dans la dissuasion nucléaire chinoise, vis-à-vis des tirs de missiles hostiles ou de débris spatiaux¹² ; (ii) la question de l'intégration de l'IA au sein de la dissuasion nucléaire¹³ ; (iii) une cyberattaque contre des infrastructures stratégiques chinoises impliquerait-elle une contre-attaque nucléaire ?¹⁴.

De la crédibilité stratégique vers l'ambiguïté stratégique ?

Si depuis les années 2010 la Chine renforce sa crédibilité stratégique, elle entretient une ambiguïté relative quant à la finalité d'un emploi en premier de son arsenal nucléaire.

¹⁰ *People's Liberation Army Air Force*

¹¹ *Ibid.*

¹² NOUWENS, Meia, & LAGARDA, Helena. « China's pursuit of dual-use technologies ». *The International Institute for Strategic Studies* [en ligne], 18 décembre 2018, [consulté le 13/03/2020]. Librement disponible (en anglais) sur : <https://www.iiss.org/blogs/research-paper/2018/12/emerging-technology-dominance>.

¹³ BEAUCHAMP-MUSTAFA, Nathan, et al. *Deciphering Chinese Deterrence Signalling in the New Era: An Analytic Framework and Seven Case Studies*. RAND Corporation, 2021. 215p. Librement disponible (en anglais) sur : https://www.rand.org/pubs/research_reports/RRA1074-1.html.

¹⁴ FUTTER, Andrew. « The Dangers of Using Cyberattacks to Counter Nuclear Threats ». *Arms Control Association* [en ligne], juillet/août 2016 [consulté le 13/03/2020]. Librement disponible (en anglais) sur : <https://www.armscontrol.org/act/2016-07/features/dangers-using-cyberattacks-counter-nuclear-threat>.

D'une part, si Pékin déroge à sa tradition d'un non-emploi en premier inconditionnel, cet écart à la tradition demeure strictement conditionné par la redéfinition des intérêts vitaux chinois. En effet, son adhésion même conditionnée au principe de non-emploi en premier est rappelée dans le livre blanc de la défense nationale chinoise de 2019¹⁵. Ce conditionnement demeure d'une certaine manière fidèle à ce principe traditionnel de la dissuasion nucléaire chinoise. Par exemple, si une première frappe nucléaire chinoise intervenait à la suite d'une cyberattaque contre ses infrastructures nationales critiques. La cyberattaque est ici comparée en réalité à une frappe de premier emploi par une puissance hostile et la première frappe chinoise est associée à une seconde frappe de riposte.

D'autre part, le double problème de la mer de Chine est une source de grande incertitude quant à l'interprétation future de ce conditionnement. En effet, la mer de Chine comprend la ligne des dix traits (où figure Taiwan) représentant les revendications territoriales chinoises. Selon le narratif du régime chinois, ces territoires ont toujours appartenu à la Chine et leur revendication n'est donc pas soumise à débat. Le premier problème réside dans l'intégration de cette revendication territoriale au sein des intérêts vitaux chinois. En effet, quelles seraient les conséquences d'une escalade militaire de type conventionnel en mer de Chine ? La Chine envisagerait d'employer son arsenal nucléaire pour défendre ses intérêts vitaux mis en péril par une montée aux extrêmes consistant en un accroissement mimétique de la violence vis-à-vis de l'adversaire tel que le théorise Clausewitz ? Le second problème¹⁶ est dans le maintien pour la Chine de la crédibilité stratégique de son arsenal nucléaire. En effet, la Chine est préoccupée par le refus américain de renoncer, contrairement à l'Inde, à l'emploi en premier de son arsenal nucléaire. Or, dans la perspective d'une invasion chinoise de Taiwan, la crédibilité de la dissuasion chinoise face au risque d'une intervention américaine se pose. En outre, la crédibilité d'une triade nucléaire chinoise est également questionnable pour son volet sous-marin. En effet, si à l'horizon 2030, la Chine sera en possession d'une dizaine de SNLE de types 094 et 096 et d'une vingtaine de SNA de

¹⁵ CORDESMAN, Anthony H. « China's New 2019 Defense White Paper ». *CSIS* [en ligne], 24 juillet 2019 [consulté le 13/03/2020]. Librement disponible (en anglais) sur : <https://www.csis.org/analysis/chinas-new-2019-defense-white-paper>.

¹⁶ LOGAN, David. « The Dangerous Myths About China's Nuclear Weapons ». *War on the Rocks* [en ligne], 18 septembre 2020 [consulté le 13/03/2020]. Librement disponible (en anglais) sur : <https://warontherocks.com/2020/09/the-dangerous-myths-about-chinas-nuclear-weapons/>.

types 093 et 095, le plancher océanique à proximité des côtes chinoises ne permet pas aux sous-marins chinois de descendre très rapidement hors d'atteinte des outils de détection. Ainsi, ce qui se joue avec la maîtrise chinoise de la mer de Chine est également la non-détection de ses sous-marins nucléaires.



Conclusion

Depuis les années 2010, le développement rapide de l'arsenal nucléaire chinois amène aujourd'hui à une croisée des chemins stratégiques pour la doctrine de dissuasion chinoise. La Chine demeure sur un non-emploi en premier. Il est toutefois important de noter son conditionnement croissant au regard de facteurs systémiques comme l'intégration de nouveaux champs d'affrontement (*e.g.* le cyberspace), de facteurs structurels comme la compétition sino-américaine et sino-indienne au regard de leur position sur l'emploi en premier, et de facteurs intersubjectifs comme la crédibilité de la dissuasion chinoise en mer de Chine. Le degré de l'ambiguïté stratégique chinoise vis-à-vis du non-emploi en premier dépendra de la capacité de la Chine à surmonter de telles incertitudes. Enfin, afin de réduire les risques d'escalade nucléaire entre les acteurs concernés, il leur sera nécessaire de prendre en compte les « *nuclear signals* » générés par chacun et d'initier un dialogue nucléaire pour limiter les asymétries d'information et les « *misperceptions* ».



Développement technologique de l'arsenal militaire nord-coréen : quelles perspectives stratégiques pour la Corée du Sud ?

Cloé FREDRYCK

Membre de la délégation internationale Corée du Sud et du Comité Asie-Océanie

Début janvier¹⁷, la Corée du Nord a multiplié les tirs de missiles tactiques, inquiétant la Corée du Sud, à moins de deux mois de ses élections présidentielles¹⁸. Bien que le pays soit réputé pour ses lancements à répétition et ses provocations militaires, cette série de tirs est néanmoins assez inhabituelle pour la Corée du Nord car elle présente de nouvelles forces de frappe, notamment des missiles hypersoniques à vol plané atteignant *Mach 5*, difficiles à intercepter¹⁹. Fait surprenant, à la suite de tirs d'ICBM au-dessus de la mer du Japon le 24 mars 2022, la Corée du Sud a procédé à plusieurs tirs de riposte. « [...] Nos armées ont

17 La Corée du Nord a procédé à 4 tirs de missiles au mois de janvier 2022. Depuis le début de l'année, ce sont près de 18 tirs et tentatives qui ont été comptabilisés [en date du 5 juin 2022].

18 Les élections présidentielles en Corée du Sud se sont tenues le 9 mars 2022.

19 Les missiles hypersoniques se déplacent à cinq fois la vitesse du son, soit environ 6 000 km/h. Il existe des missiles hypersoniques de croisière, c'est-à-dire volant dans l'atmosphère, et des planeurs hypersoniques lancés à partir de missiles balistiques, qui effectuent une partie de leur vol hors-atmosphère en suivant une trajectoire balistique.

conjointement tiré des missiles depuis le sol, la mer et les airs », a indiqué, dans un communiqué, l'état-major interarmées de Séoul.

En janvier dernier, Pyongyang avait déjà procédé à une série d'essais de missiles balistiques. Intervenant après une longue période de calme, ces multiples tirs s'inscrivaient logiquement à la suite de l'exhibition, début janvier 2021 à Pyongyang, d'un missile balistique à lancement sous-marin (SLBM) et la présentation d'un missile balistique intercontinental *Hwasong-16* (ICBM)²⁰ fin 2020 à l'occasion du 75^e anniversaire du Parti des travailleurs.

La Corée du Nord semble ainsi poursuivre depuis quelques années une véritable stratégie de modernisation de son arsenal militaire. Le programme d'armement nucléaire²¹ est désormais, au même titre que le développement de missiles hypersoniques, une des priorités nationales définies dans le plan quinquennal du régime, annoncé en 2021. KIM Jong-Un a également encouragé son pays à « accélérer ses efforts pour renforcer progressivement son arsenal stratégique militaire autant en qualité qu'en quantité et à poursuivre la modernisation de son armée », selon l'agence de presse officielle de la Corée du Nord, KCNA (*Korean Central News Agency*). Le pays souhaite montrer à la communauté internationale sa capacité, « malgré des moyens limités, [à] faire presque comme les grands en développant des capacités balistiques modernes », estime Antoine BONDAZ, chercheur à la Fondation pour la recherche stratégique (FRS). Ce dernier considère que les campagnes de tirs nord-coréennes ont pour objectif de démontrer que le régime est à même de « pouvoir pénétrer les défenses anti-aériennes sud-coréennes en allant plus vite grâce à ses missiles hypersoniques, ou encore [d'améliorer] la manœuvrabilité de ses projectiles ».

Les projets de défense annoncés par le dirigeant nord-coréen ne se limitent cependant pas qu'au développement de missiles et d'armes atomiques. En effet, alors que les institutions

²⁰ Le missile balistique intercontinental Hwasong-16 (ICBM) est un des plus gros missiles au monde, mesurant entre 25 et 26 mètres de long et 2,5 à 2,9 mètres de diamètre. Il peut probablement déployer un missile équipé de têtes nucléaires multiples pouvant suivre chacune une trajectoire indépendante lors de leur entrée dans l'atmosphère (MIRV).

²¹ La Corée du Nord possède l'arme nucléaire mais maintient un moratoire auto-imposé sur les essais nucléaires et d'ICBM depuis fin 2017. Cependant après le tir de missile du 30 janvier 2022, KIM Jong-un a déclaré envisager de redémarrer toutes les « activités temporairement suspendues », dont les essais nucléaires. De plus, un récent rapport de l'ONU affirme que Pyongyang « a continué de maintenir et de développer ses programmes nucléaires et de missiles balistiques en violation des résolutions du Conseil de sécurité. »



internationales s'inquiètent du danger que représente le développement des capacités nucléaires de la Corée du Nord, une autre force de frappe du pays pourrait résider dans ses capacités cyber et son armée de hackers du « Bureau 121 », comptant plus de 6 000 membres et capable d'opérer depuis l'étranger²². L'expertise cyber nord-coréenne pourrait constituer une menace immédiate pour certaines infrastructures critiques, en particulier en Corée du Sud et aux États-Unis, notamment « en ce qui concerne l'espionnage, les vols et les attentats » selon le rapport annuel 2021 d'évaluation des menaces de la Direction du Renseignement national des États-Unis²³. Elles permettent en effet de « soutenir les opérations militaires et les objectifs de sécurité nationale en fournissant au régime un moyen d'influencer et d'intimider ses adversaires, et de collecter des informations sur eux ». En 2017, par exemple, la Corée du Nord s'était emparée de plans de guerre et de documents militaires sud-coréens, dont des informations classifiées²⁴. Néanmoins, la singularité de la Corée du Nord dans ce domaine réside dans son abondante utilisation de cette technologie à des fins financières, lui permettant plausiblement de financer ses programmes nucléaires et militaires, contournant ainsi les contrôles et sanctions internationales. De nombreux faits de fraude et de chantage sont en effet attribués à Pyongyang, mais également divers piratages d'institutions financières²⁵ dans le secteur des cryptomonnaies²⁶.

Face à cette menace de plus en plus pressante, la Corée du Sud a accéléré depuis 2020 le développement de nouvelles capacités de défense, en particulier de nouveaux missiles tels que les missiles hypersoniques et les missiles guidés de précision. « L'armée va accélérer le développement technologique de ses systèmes d'armes guidés de haute précision, de missiles à longue portée et hypersoniques, d'ogives de grande puissance et d'un système de navigation par satellite de type coréen », avait annoncé JEONG Kyeong-doo, ministre de la

²² *North Korean Tactics*. Department of the Army, 2020.

²³ *Annual Threat Assessment of the U.S. Intelligence Community*. Office of the Director of National Intelligence, 2021.

²⁴ *North Korea Military Power. A Growing Regional and Global Threat*. Defense Intelligence Agency, 2021.

²⁵ La Corée du Nord est par exemple soupçonnée d'être à l'origine du piratage informatique de la Banque Centrale du Bangladesh en 2016, par le biais d'intermédiaires chinois utilisant le système de transfert international SWIFT, et d'avoir ainsi volé plus de 80 millions de dollars, en parti blanchis dans des casinos aux Philippines.

²⁶ Les cryptomonnaies présentent un attrait important pour la Corée du Nord car elles sont encore peu contrôlées, s'échangent sur des réseaux décentralisés et majoritairement anonymisés, ce qui permet d'échapper facilement au contrôle du système bancaire mondial selon Scott JARKOFF, expert en menaces cyber et stratégiques chez CrowdStrike.

Défense sud-coréen en août 2020 lors du 50^e anniversaire de l'Agence pour le Développement de la Défense. « L'armée continuera à se concentrer sur le renforcement de sa puissance et sur le développement de systèmes d'armes de pointe en menant une réforme basée sur les dernières technologies ». Ainsi, la réforme de Défense, lancée en 2018 par le président MOON Jae-in, vise à moderniser l'armée sud-coréenne par notamment la mise en place d'un « système de défense antimissiles, de capacités de surveillance par satellite et de frappe de précision, [d'] une équipe de réponse aux cybermenaces, [de] l'usage de drones de combat, [d'] un nouveau groupe d'aviation de reconnaissance et l'amélioration des manœuvres stratégiques navales ». Cette modernisation des équipements de défense fait notamment appel aux dernières technologies telles que les systèmes *Big Data*, l'impression 3D, les drones, l'intelligence artificielle (IA) ou encore l'IoT (*Internet-of-Things*)²⁷. En 2021, la Corée du Sud a présenté le premier prototype de son propre avion de chasse supersonique²⁸, « a annoncé avoir testé un missile balistique embarqué sur un sous-marin conventionnel », et « avoir développé un nouveau missile de croisière »²⁹. En plus d'effectuer des exercices militaires conjointement avec les États-Unis, permettant de renforcer son intimidation militaire sur Pyongyang, Séoul a également organisé en fin d'année « le plus grand salon de défense militaire de son histoire ».

On assiste donc à une véritable « accélération de la course aux armements, notamment par l'ampleur des améliorations technologiques apportées aux arsenaux des deux pays » selon Timothy WRIGHT, spécialiste des questions militaires à l'*International Institute for Strategic Studies* de Londres, alors que la Corée du Nord semble plutôt miser « sur les capacités asymétriques telles que la puissance nucléaire, les missiles balistiques ou les cyberattaques », comme l'explique Antoine BONDAZ.

²⁷ JANG, Sungyoung. « How Will 'Defense Reform 2.0' Change South Korea's Defense? A closer look at Moon Jae-in's ambitious defense modernization plan », *The Diplomat* [en ligne], 27 août 2018 [consulté le 05/03/2022]. Librement disponible (en anglais) sur : <https://thediplomat.com/2018/08/how-will-defense-reform-2-0-change-south-koreas-defense/>.

²⁸ Le premier prototype du KF-21, programme annoncé depuis plusieurs années, a été dévoilé en avril 2021 pour une mise en service d'ici 2026.

²⁹ SEIBT, Sebastian. « Corée du Nord contre Corée du Sud, la spirale de la course aux armements », *France 24* [en ligne], 19 octobre 2021 [consulté le 20/04/2022]. Librement disponible sur : <https://www.france24.com/fr/asi-pacifique/20211019-corée-du-nord-contre-corée-du-sud-la-spirale-de-la-course-aux-armements>.

Pour autant, face à l'arsenalisation de Pyongyang, la stratégie sud-coréenne ne se concentre pas uniquement sur le développement de ses capacités militaires et de défense. En effet, elle conduit une stratégie politique et diplomatique, notamment sur le plan régional, avec par exemple l'organisation fin octobre 2021 d'un « sommet tripartite avec les États-Unis et le Japon afin de discuter du renseignement militaire face à la menace nord-coréenne »³⁰. La question nord-coréenne demeure un élément central de la politique étrangère de la Corée du Sud. La volonté affichée du gouvernement de MOON Jae-in d'améliorer les relations intercoréennes et de faire avancer le processus de paix tout en tentant d'entretenir des relations en apparence cordiales avec la Chine, pourtant principal soutien militaire et financier de KIM Jong-Un, explique en partie son refus d'intégrer le QUAD³¹. Enfin, la Corée du Sud croit toujours en la possibilité d'un rapprochement diplomatique avec la Corée du Nord. Des signaux positifs avaient été envoyés en ce sens *via* le rétablissement des canaux de communication entre les deux pays mi-2021, alors que la série de sommets entre dirigeants, organisés depuis 2018, n'avait permis aucune avancée majeure. Cette volonté de « restauration de la confiance » entre les deux pays est toutefois mise à mal par les tensions récurrentes engendrées par les phases de tirs et actes de provocation d'un côté comme de l'autre.

À la veille des élections présidentielles, le nouveau président élu YOON Suk-Yeol, alors candidat, avait présenté sa vision des relations nord-sud dans le magazine *Foreign Affairs*³². Alors que son opposant LEE Jae-Myung était plutôt aligné avec le président sortant MOON Jae-in et sa politique de rapprochement avec la Corée du Nord, à travers la résolution de la

³⁰ *Ibid.*

³¹ Alliance informelle entre les États-Unis, l'Australie, l'Inde et le Japon organisant des rencontres diplomatiques et des exercices de coopération militaire en réaction à la puissance grandissante de la Chine. La Corée du Sud refuse pour l'instant d'intégrer le QUAD ou « QUAD Plus » en raison notamment d'une relative vulnérabilité économique vis-à-vis de la Chine, mais également afin d'éviter la formation d'un bloc régional découplé des organisations et institutions internationales.

³² Traditionnellement, les deux principaux candidats à l'élection présidentielle sud-coréenne détaillent leurs visions des relations intercoréennes à travers des articles en anglais publiés dans la presse étrangère afin notamment de se forger une réputation internationale. Ainsi, on retrouve l'article de LEE Jae-Myung. « A Practical Vision for South Korea. How Seoul Can Lead in Asia and Spur Growth at Home », 23 février 2022, *Foreign Affairs* [en ligne], 23 février 2022 [consulté le 05/03/2022]. Librement disponible (en anglaise) sur : <https://www.foreignaffairs.com/articles/east-asia/2022-02-23/practical-vision-south-korea> ; et celui de son opposant YOON Suk-Yeol. « South Korea Needs to Step Up. Seoul Must Embrace a More Expansive Role in Asia and Beyond », *Foreign Affairs* [en ligne], 8 février 2022 [consulté le 05/03/2022]. Librement disponible (en anglais) sur : <https://www.foreignaffairs.com/articles/south-korea/2022-02-08/south-korea-needs-step>.



question nucléaire et l'établissement d'une paix durable³³ (à l'exception toutefois de son scepticisme au sujet de l'unification – ou la réunification – des deux Corées), le candidat YOON Suk-Yeol, plus conservateur, proposait une ligne assez dure vis-à-vis de la Corée du Nord, allant jusqu'au recours à des frappes préventives en cas de provocations nucléaires de la part du leader nord-coréen. YOON Suk-Yeol témoignait d'ailleurs d'une attitude beaucoup plus tranchée vis-à-vis de la Chine. Il entend toutefois renforcer les communications trilatérales entre la Corée du Sud, la Corée du Nord et les États-Unis, et propose un soutien humanitaire renforcé à la Corée du Nord. Il sera ainsi intéressant au cours de cette année d'observer l'évolution de la politique étrangère de la Corée du Sud relative à la question intercoréenne, qui devrait toutefois plus ou moins poursuivre les efforts entrepris ces dernières années afin de pacifier la péninsule.

³³ LEE Jae-Myung souhaite notamment poursuivre la coopération humanitaire et sanitaire avec la Corée du Nord, promouvoir la coopération Nord-Sud dans la zone industrielle de Kaesong inactive depuis 2016 à cause de sanctions décidées par l'ONU, réorganiser des rencontres familiales et des visites intercoréennes et encourager un projet de coopération ferroviaire.



La prolifération des armements au Pakistan du fait du soutien militaire chinois

Jean-Baptiste BERTHELOT

Responsable du pôle d'intérêt régional consacré à l'Asie du Sud au sein du Comité Asie-Océanie

Introduction

« Notre amitié est plus haute que les montagnes, plus profonde que les océans et plus douce que le miel » : ces mots dithyrambiques, prononcés par le Premier ministre pakistanais Nawaz SHARIF en 2015, au début de la construction du corridor économique sino-pakistanais (CPEC), témoignent du renforcement récent des relations bilatérales. Celui-ci vaut notamment dans le domaine de l'armement, au point que le surnom d' « *iron brothers* », utilisé par les dirigeants des deux États³⁴ pour qualifier leur proximité, semble revêtir un sens littéral.

Alors que l'État du Pakistan, classé au 5^e rang mondial en termes de population (220 millions d'habitants en 2022³⁵) et en 9^e position quant à sa puissance militaire³⁶, n'existe – dans ses frontières actuelles – que depuis 75 ans, il ne manque pas de susciter la crainte de certains membres de la communauté internationale qui doutent de la pérennité de sa structuration administrative³⁷ et de la crédibilité de ses engagements en matière de lutte anti-terroriste³⁸.

Dans un contexte d'expansion des budgets militaires de plusieurs États et d'affirmation croissante de la Chine en Asie, une réflexion s'impose quant à l'évolution des rapports de force dans la région et à la capacité des acteurs à maîtriser les dispositifs d'armement

³⁴ D'abord employée par Imran KHAN, cette expression a été reprise par Xi Jinping.

³⁵ Selon l'ONU : données librement disponibles sur <https://www.worldometers.info/world-population/population-by-country/>.

³⁶ D'après le classement annuel *Global Firepower* (GFP) du 12 janvier 2022.

³⁷ Le processus de fédéralisation entamé le 1^{er} juillet 1970 par Yahya KHAN restaure la division du pays en quatre provinces, ce que certains perçoivent comme les prémices d'une véritable fragmentation.

³⁸ Après le 11 septembre 2001, les États-Unis ont sommé le Pakistan d'adopter une position claire, mais l'hospitalité accordée à nombre d'islamistes a nourri une impression de duplicité des autorités pakistanaises.



existants. Le Pakistan ne s'est certes pas reposé dès le départ sur le soutien exclusif de la Chine pour constituer son arsenal militaire, mais celle-ci joue désormais un rôle central dans le renforcement de l'armée pakistanaise, ce qui n'est pas sans risque.

Le renforcement de l'arsenal militaire pakistanais, un phénomène ancien mais dont la Chine n'a pas toujours été le principal acteur

Le développement des capacités militaires pakistanaises date des premières années suivant l'indépendance du nouvel État en 1947. Conscients de la faiblesse relative de leur armée – les conflits menés contre l'Inde en 1948, 1965, 1971 et 1999 n'ont débouché que sur un maintien du *statu quo* ou sur une victoire indienne –, les dirigeants pakistanais ont étroitement surveillé l'évolution des capacités militaires indiennes pour éviter un déséquilibre des forces. Ainsi, après l'essai nucléaire indien du 18 mai 1974, Ali BHUTTO a décidé de doter son pays d'un outil de dissuasion équivalent, en accord avec sa promesse de 1965 selon laquelle « nous réaliserons la bombe, même si nous devons manger de l'herbe »³⁹. Grâce aux travaux des ingénieurs Abdul Qadeer KHAN et Munir Ahmad KHAN, la maîtrise de l'arme atomique est acquise par le Pakistan dans les années 1980, ce que confirment les essais nucléaires menés les 28 et 30 mai 1998. D'après une estimation de 2017⁴⁰, le Pakistan disposerait actuellement d'environ 130 à 140 ogives nucléaires, soit plus que l'Inde (dont le nombre de têtes est estimé entre 120 et 130). Cette militarisation constitue d'autant plus une dynamique centrale au Pakistan que le pays a été gouverné à plusieurs reprises par des militaires (1958-1969, 1977-1988 et 1999-2008).

La Chine n'était au XX^e siècle qu'un acteur parmi d'autres des projets de coopération militaire menés par le Pakistan. Ce dernier a certes reconnu la légitimité de la RPC dès le 21 mai 1951⁴¹ et il est vrai qu'une aide chinoise a été apportée au Pakistan pour son programme nucléaire⁴². Pour autant, d'autres États, y compris occidentaux, ont contribué à cette dynamique

³⁹ Dans son ouvrage *The Myth of Independence* (publié en 1969), Ali BHUTTO affirme clairement la nécessité que son pays acquiert l'arme nucléaire pour pouvoir faire jeu égal avec les États industrialisés et notamment l'Inde.

⁴⁰ GAIN, Nathan. « Le désarmement nucléaire ralentit », *SIPRI* [en ligne], 3 juillet 2017 [consulté le 24/04/2022]. Librement disponible sur : <http://www.forcesoperations.com/le-desarmement-nucleaire-ralentit/>.

⁴¹ Le 70^e anniversaire de cette reconnaissance a été célébré par Imran KHAN et Li KEQIANG en 2021.

⁴² AGUILAR, Francisco, et al. *An Introduction to Pakistan's Military*. Belfer Center for Science and International Affairs, 2011. 54p.



d'arsenalisation. Ainsi, c'est aux Pays-Bas, dans le cadre d'un stage au sein du groupe *Urenco*, qu'A.Q. KHAN, « père » de la bombe pakistanaise, a appris à enrichir de l'uranium⁴³. Par ailleurs, l'armée pakistanaise a longtemps bénéficié des exportations françaises en matériel aérien (*Mirage III* et *V*) et naval (sous-marins *Daphné* et *Agosta*). Les États-Unis ont également approvisionné l'armée pakistanaise en avions de combat *F-16*, en avions anti-sous-marins *P-3 Orion* et en missiles antinavires *Harpoon*. Ce n'est qu'à partir des années 2000 et 2010 que la Chine a endossé le rôle de pilier central pour les capacités de défense pakistanaises.

Le rôle désormais central de la Chine dans le renforcement de l'armée pakistanaise

L'importance croissante du soutien militaire chinois au Pakistan coïncide avec une tendance longue de méfiance des États occidentaux envers les autorités pakistanaises, qui s'est traduite par un certain désengagement de leurs liens en matière d'industrie de défense.

En mai 2011, la France a suspendu sa coopération nucléaire face au refus pakistanaise de s'en interdire une application militaire. Les manifestations anti-françaises de 2021 à Islamabad témoignent du hiatus idéologique entre les deux États, rendant probable un éloignement de leurs liens stratégiques, au moins à court terme. Les États-Unis semblent également connaître un relâchement des liens avec le Pakistan, d'abord suite aux sanctions économiques (1979, 1990 et 1998) visant à affaiblir leur programme nucléaire, puis en raison de leur rapprochement stratégique avec l'Inde⁴⁴. La réputation des États-Unis au Pakistan s'est d'ailleurs détériorée⁴⁵.

Face à cette érosion du lien de confiance avec l'Occident, les dirigeants pakistanaise ont répondu favorablement aux propositions chinoises visant à intensifier leur partenariat de défense, celles-ci étant perçues comme fiables⁴⁶. Ce soutien se manifeste à la fois quantitativement et qualitativement. La part de la Chine dans l'ensemble des importations

⁴³ BOQUERAT, Gilles. *Le Pakistan en 100 questions*. Tallandier, 2018. 368p.

⁴⁴ Le *Basic Exchange and Cooperation Agreement* initie un partage des satellites militaires entre l'Inde et les États-Unis.

⁴⁵ D'après un sondage de 2013 du *Pew Research Center*, seuls 11% des Pakistanais ont une image positive des États-Unis.

⁴⁶ CHAUDET, Didier. « Chine-Pakistan : un couple qui résiste à l'épreuve du temps ». *Diplomatie*, mars 2021.



d'armement par le Pakistan aurait grimpé à 69 % en moyenne entre 2014 et 2018⁴⁷. Inversement, le Pakistan représente l'un des principaux marchés des ventes d'armes chinoises. Les équipements concernés sont l'aviation de combat (chasseurs *JF-17*) et les matériels navals (sous-marins d'attaque *039A* et livraison en 2022 de la frégate *Tughril 054A/P*). Les chars de combat *Al-Khalid* proviennent également du modèle *MBT-2000* chinois⁴⁸. De nouveaux projets sont en cours, à l'instar d'une production conjointe de 48 drones de combat *Wing Loong II*, à destination de l'armée pakistanaise⁴⁹. De même, le Pakistan aurait négocié, en 2019, l'achat de 236 obusiers *SH-15*, devant être déployés à proximité de l'Inde⁵⁰. Disposer d'un tel arsenal impose de pouvoir le maîtriser. Or, le risque d'une dépendance réelle de l'armée pakistanaise au soutien chinois et les faiblesses politiques au Pakistan rendent délicate cette vigilance.

L'accroissement capacitaire pakistanais, facteur de risques renforcés pour la sécurité locale et régionale ?

La montée en puissance de l'arsenal militaire du Pakistan, qui s'accompagne de trajectoires globalement similaires dans les autres États asiatiques, fait poindre le risque de surgissement d'incidents militaires. La surenchère verbale à laquelle se livrent les dirigeants indiens et pakistanais et la possibilité d'agressions involontaires⁵¹ reflètent la vivacité des tensions entre les deux États. Ce risque est d'autant plus inquiétant que l'Inde et le Pakistan ne sont pas signataires du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) de 1968.

En outre, le retrait des troupes américaines d'Afghanistan et le retour au pouvoir des Talibans en août 2021 semblent avoir redynamisé le *Tehreek-e-Taliban Pakistan* (TTP)⁵². Le Pakistan connaît aussi une instabilité au Baloutchistan, où les investissements chinois sont perçus comme une spoliation par de nombreux habitants. Du fait de l'accession de Shehbaz SHARIF

⁴⁷ SAHU, Ambuj. « Analysing the trends in China-Pakistan arms transfer ». *Observer Research Foundation*, 14 juin 2019.

⁴⁸ BOQUERAT, Gilles. *Op. cit.*

⁴⁹ « Chinese Wing Loong II drones sold to Pakistan ». *Army Recognition*, 11 octobre 2018.

⁵⁰ TICKU, Nitin. « China Arms Pakistan With 'Nuclear-Capable' Howitzers That Can 'Devastate' Indian Cities Close to Its Border? ». *The Eurasian Times*, 28 janvier 2022.

⁵¹ Le 10 mars 2022, dans le cadre d'une maintenance, un missile indien a été accidentellement envoyé au Pakistan.

⁵² GUILLARD, Olivier. « Le Pakistan entre chaos terroriste, agitation politique et intimidations ». *Asialyst*, 11 mars 2022.

au poste de Premier ministre en avril 2022, en remplacement d'Imran KHAN, la poursuite d'un partenariat d'armement aussi étroit qu'avant avec la Chine ne peut être garantie, même si des inflexions stratégiques majeures demeurent improbables.

Enfin, le gouvernement pakistanais est susceptible d'exporter lui-même du matériel militaire – dont une partie est d'origine chinoise – à d'autres États dont les régimes ne sont pas toujours stables, ce qui renforce la dissémination des armements. En septembre 2021, une délégation pakistanaise a ainsi proposé de vendre à la junte militaire birmane des missiles sol-air et des lance-grenades *M-79*⁵³. Le Pakistan est aussi soupçonné de coopérer militairement avec la Corée du Nord, autre puissance nucléaire officieuse. Or, cette arsenalisation ne semble pas freiner la Chine dans ses exportations d'armements⁵⁴.



Conclusion

Si le gouvernement pakistanais est soucieux de sécuriser l'espace territorial de son État et de dissuader les puissances tierces (l'Inde essentiellement) de l'attaquer, il est aussi conscient des menaces d'instabilité interne, comme l'expose la *National Security Policy of Pakistan 2022-2026*⁵⁵. Ce document officiel rappelle certes l'étroitesse des liens de coopération avec la Chine, mais il mentionne aussi l'importance de l'amélioration des relations avec les autres États, ce qui implique des gages de maîtrise de son arsenal national.

⁵³ ZAFFAR, Hanan. « Pakistan to Provide Weapons to Myanmar as Chine Backs Ties ». *The Defense Post*, 24 février 2022.

⁵⁴ GILL, Bates. « Les effets des exportations d'armements chinois sur la violence régionale ». *Cultures & Conflits*, 17 janvier 1991.

⁵⁵ LOGAN, David. « The Dangerous Myths About China's Nuclear Weapons ». *War on the Rocks* [en ligne], 18 septembre 2020 [consulté le 13/032020]. Librement disponible (en anglais) sur : <https://warontherocks.com/2020/09/the-dangerous-myths-about-chinas-nuclear-weapons/>.



Les contributeurs

Gabriel GERVAIS

Gabriel GERVAIS est étudiant en Master 1 Politiques Publiques à l'École d'Affaires Publiques de Sciences Po Paris.

Jean-Baptiste BERTHELOT

Jean-Baptiste BERTHELOT est étudiant en Master 1 Politiques Publiques à l'École d'Affaires Publiques de Sciences Po Paris.

Cloé FREDRYCK

Cloé FREDRYCK est diplômée d'un master en Affaires Internationales de l'Institut d'Études Politiques d'Aix en Provence et du MSc Business Development & Key Accounts Management de NEOMA Business School. Elle effectue actuellement un Volontariat International en entreprise (VIE) à Séoul en Corée du Sud.

Deuxième thème

ARSENALISER LE CYBERESPACE



Préface

Dans la continuité du général BEAUFRE, la doctrine de la guerre hors limite développée par les généraux chinois QIAO Liang et WANG Xiangsui anticipait pour le XXI^e siècle une révolution cybernétique des armements. L'évolution de la conflictualité en Asie-Océanie a amené à une éruption de la projection de puissance avec, entre 2009 et 2018, une augmentation de 440 % des cyberattaques interétatiques dont 30 % proviennent de Chine et de Russie (*Privacy Affairs*, 2022).

La sécurité nationale en Asie-Océanie dépend désormais du cyberspace, et le cyberspace est mondial. La sécurisation du cyberspace nécessitera une coopération internationale ; cependant, les menaces émanant du cyberspace et de la cyberguerre sont encore mal comprises. Sans une compréhension claire de la cyberguerre, il sera impossible d'améliorer la cybersécurité. C'est pourquoi, outre les grandes puissances américaine, russe et chinoise, les acteurs régionaux arsenalisent également le cyberspace. L'ASEAN depuis 2021 promeut une coopération avec l'Inde et l'Union européenne en matière de cyberdéfense. Le Japon depuis son livre blanc de la défense nationale de 2018 développe un arsenal militaire cyber. Et au regard des menaces venant des cyber pirates nord-coréens, la Corée du Sud s'est engagée en 2022 à rejoindre le groupe de cyberdéfense de l'OTAN.

Par

Gabriel GERVAIS

Responsable-adjoint
Comité Asie-Océanie
des Jeunes IHEDN
2021-2022 ;
Responsable du
Comité Asie-Océanie
des Jeunes IHEDN
2022-2023.

Cet *aggiornamento* stratégique s'associe également à une meilleure anticipation des risques cyber en matière de guerre informationnelle et de *sharp power* comme le montre le partenariat AUKUS depuis 2021.

Depuis 2002, les sommets Shangri-La Dialogue permettent également aux acteurs régionaux de partager leur perception des évolutions nécessaires de leur cybersécurité au regard de la multiplication des vulnérabilités cyber. La manœuvrabilité des risques cyber pose deux questions quant aux réponses de long-terme à y apporter : leur diversification et leur qualification. D'une part, l'usage militaire de *malware* et du *hacking* se propage également aux champs maritime, balistique et aérospatial, ne se limitant plus au ciblage d'infrastructures terrestres classées comme critiques ou à du renseignement. D'autre part, le souci de la qualification juridique de cyberattaque en acte reconnu par le droit international de la guerre suit une arsenalisation croissante du cyberspace.

C'est à cette croisée des chemins géostratégiques que l'arsenalisation du cyberspace accompagne depuis l'Asie-Océanie l'accélération du temps stratégique pour les prochaines décennies. Si l'heure est au calibrage des Grandes Stratégies de chacun des acteurs, leur cyberstratégie se nourrit de l'intensification des cybermenaces et structurellement d'une bipolarisation incomplète de l'Asie-Océanie accrue par la guerre en Ukraine.



L'utilisation du cyber par les États asiatiques comme moyen de pression

Shadée PINTO et Isabelle MOURETTE

Membres du comité Cyber

Introduction

Les capacités cyber de la Russie ont été mobilisées à de nombreuses reprises, et ce bien avant leur intervention dans un cadre militaire tel que l'actuel conflit russo-ukrainien. L'utilisation que la Russie a fait du cyber a initié une véritable arsenalisation de ce dernier, qui s'entend comme le processus de transformation par les États d'outils numériques en moyens de lutte et d'action au service de leurs intérêts politiques et stratégiques. On retrouve parmi les moyens de pression cyber privilégiés les attaques informatiques de systèmes gouvernementaux (DDos) ou encore l'usage de virus détruisant les données de ces réseaux (*wiper*)⁵⁶. Les structures étatiques ainsi déstabilisées, l'État attaquant peut plus facilement contraindre l'État fragilisé. En effet, comme l'explique Thomas SCHELLING dans sa définition de « *coercive diplomacy* » ou politique de pression, l'accompagnement de la contrainte par

⁵⁶ BANNELIER-CHRISTAKIS, Karine. « L'invité du 6/9 France Bleu Isère » [Interview]. *France Bleu Isère*, 07 mars 2022 [consulté le 24/04/2022]. Librement disponible sur : <https://www.francebleu.fr/emissions/l-invite-de-france-bleu-isere-matin/isere>.

une demande est ce qui fait de l'action ou de l'attaque (ici de type cyber) un outil coercitif. L'arsenalisation du cyber traduit une volonté d'accroître les capacités coercitives en intégrant aux moyens de pression traditionnels des outils numériques.

L'évolution des moyens de lutte cyber

Les sanctions économiques, ou encore la mise au ban des organisations internationales, font partie des moyens utilisés par les États pour faire pression sur leurs pairs. Certains de ces moyens peuvent évoluer grâce à l'intégration du cyber. La lutte informationnelle, par exemple, n'a rien d'un mode opératoire nouveau, mais les outils numériques permettent d'en améliorer les performances. Auparavant, cette lutte se faisait à distance, principalement au moyen d'émissions de radio⁵⁷, ou sur le terrain, notamment par des affiches. La Russie en particulier employait ces dernières, appelant les peuples soviétiques à s'unir ; aujourd'hui, la pression sur ses anciens territoires se fait par la manipulation d'images et la diffusion de fausses informations. Dès 2014, en appui de sa stratégie militaire dans la zone du Donbass, la Russie n'hésite pas à envoyer aux civils et militaires des villes frontalières des messages menaçants les encourageant à rendre les armes. Les Ukrainiens recevaient ainsi des messages de propagande russe, allant de la diffusion d'informations et consignes contradictoires aux menaces de mort⁵⁸.

Cette complémentarité entre attaques cyber et autres méthodes coercitives a également rapidement été identifiée et mise en œuvre par la Chine, en particulier dans sa politique taïwanaise. En octobre 2021, Taïwan a demandé à rejoindre le *Comprehensive and Progressive Agreement for Trans-Pacific Partnership*. La Chine, également membre, avait exprimé au moment de sa propre adhésion son opposition à l'intégration de l'île dans toute organisation de la région. Pour appuyer ses propos, elle avait alors usé de moyens militaires d'intimidation,

⁵⁷ L'émission de radio « Voice of the Taiwan Strait », diffusée à Taiwan dans les années 1950, était un relai de la propagande chinoise, cherchant à exploiter les tensions sur l'île afin de pousser le gouvernement à accepter le rattachement.

⁵⁸ DURAND, Corentin. « L'armée séparatiste pro-russe bombarde les Ukrainiens de propagande par SMS ». *Numerama* [en ligne], 12 mai 2017 [consulté le 24/04/2022]. Librement disponible sur : <https://www.numerama.com/politique/257663-larmee-separatiste-pro-russe-bombarde-les-ukrainiens-de-propagande-par-sms.html>.

en envoyant près de 500⁵⁹ avions de chasse survoler l'espace aérien taiwanais, auxquels se sont ajoutées des cyberattaques⁶⁰.

Par ailleurs, est à constater une vulnérabilité particulière des pays sud-asiatiques, et notamment des « *Cyber Five*⁶¹. » Cela est dû, entre autres, à une dépendance de leur économie vis-à-vis du numérique. Conscients de ces fragilités, de plus en plus de pays de la région se saisissent du problème, mais ce essentiellement à l'échelle régionale. En effet, une coopération en cybersécurité a été mise en place au sein de l'ASEAN, mais ne s'accompagne pas d'une coordination interne, la stratégie cyber étant encore majoritairement fragmentée entre différents ministères. Face à des acteurs vulnérables, il est envisageable qu'une attaque à l'origine de la paralysie du système économique puisse permettre de contraindre un État, sans nécessairement recourir à d'autres outils.

L'intégration d'acteurs privés et la question de la responsabilité⁶²

L'arme cyber se caractérise entre autres par son accessibilité financière due à un coût peu élevé et aux profits qu'elle peut entraîner, certaines entreprises en ayant fait leur fonds de commerce. Il n'est ainsi pas difficile pour un civil de se procurer un *malware*. Les hackers privés, souvent liés et financés par les États, semblent être en première ligne des attaques cyber. En effet, les avantages pour les États sont nombreux : en termes de coût, les hackers peuvent se rémunérer directement grâce aux cyberattaques ; et en termes de traçabilité, il est plus difficile d'imputer la responsabilité à un État. En effet, l'anonymat protège *a priori* l'identité de l'auteur ; et quand bien même les hackers seraient démasqués, la difficulté à établir un lien évident entre l'auteur et le gouvernement permet à ce dernier de nier toute

⁵⁹ Auteur anonyme. « L'escalade des tensions entre Taïwan et la Chine résumée en cinq actes ». *France Info* [en ligne], 14 octobre 2021 [consulté le 24/04/2022]. Librement disponible sur : <https://www.francetvinfo.fr/monde/chine/l-escalade-des-tensions-entre-taiwan-et-la-chine-resumee-en-cinq-actes-4807095.html>.

⁶⁰ En 2021, les agences gouvernementales de l'île ont été victimes de plus de cinq millions de cyberattaques journalières, pour moitié identifiées comme chinoises. Voir « Taïwan face à des millions de cyberattaques par jour, la Chine met la pression ! ». *Capital* [en ligne], 10 novembre 2021 [consulté le 24/04/2022]. Librement disponible sur : <https://www.capital.fr/economie-politique/taiwan-face-a-des-millions-de-cyberattaques-par-jour-la-chine-met-la-pression-1419632>.

⁶¹ Corée du Sud, Japon, Nouvelle-Zélande, Australie, Singapour.

⁶² SZOKE-PELLET, Vladimir. *Les cyberattaques étatiques et la notion d'agression en droit international* [Mémoire]. 2017. 144p. Librement disponible sur : <https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-02089316/document>.

implication. La Russie et la Chine, en particulier, ont recours à des cyber-agents issus du militaire ou du civil dans leurs stratégies de pression cyber⁶³.

La Russie a, par exemple, financé de nombreuses opérations cyber menées par des hackers, sans les revendiquer. En 2021, ce sont plus de 140 organisations mais aussi des agences américaines qui sont ciblées par des attaques de l'entreprise privée russe *Nobelium*⁶⁴. Le fait que ces attaques soient consécutives à l'adoption de sanctions américaines pointe vers une responsabilité du Kremlin.

La Chine n'est pas en reste puisque des hackers chinois ont perpétré des cyberattaques dans toute la région d'Asie du Sud-Est, prenant pour cible des structures étatiques telles que le bureau du Premier ministre thaïlandais et l'Assemblée nationale vietnamienne, mais aussi des entreprises privées. Les logiciels utilisés ne sont pas disponibles à l'achat et ont été précédemment utilisés par d'autres groupes également soupçonnés de travailler pour Pékin⁶⁵. De plus, un lien peut être établi entre la nature des cibles et les ambitions chinoises concernant le projet des Nouvelles Routes de la Soie. Tout cela constitue un faisceau d'indices d'une éventuelle responsabilité du gouvernement chinois.

Cette évolution des moyens d'ingérence dans les politiques intérieures n'est toutefois pas prise en compte par le droit international. Bien que la résolution 3314 du Conseil de Sécurité⁶⁶ définisse l'agression comme « l'emploi de la force armée par un État contre la souveraineté, l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique d'un autre État » et établisse une liste non-exhaustive des actes pouvant être qualifiés d'agression, le statut de ces agents et leur difficile identification empêchent une qualification d'agression des attaques numériques. La question se pose de savoir s'ils pourraient se voir attribuer le statut de

⁶³ POPESCU, Nicu. « Péchés et tempêtes cyber de la Russie », *Géostratégie* [en ligne], 15 novembre 2018 [consulté le 25/04/2022]. Librement disponible sur : <https://www.geostrategie.fr/peches-et-tempetes-cyber-de-la-russie/>.

⁶⁴ Auteur anonyme. « Les hackers russes mènent une nouvelle offensive », *24 heures* [en ligne], 25 octobre 2021 [consulté le 25/04/2022]. Librement disponible sur : <https://www.24heures.ch/les-hackers-russes-menent-une-nouvelle-offensive-770573287232>.

⁶⁵ RISING, David. « Report: Chinese hackers targeted Southeast Asian nations ». *AP News* [en ligne], 9 décembre 2021 [consulté le 24/04/2022]. Librement disponible (en anglaise) sur : <https://apnews.com/article/technology-business-indonesia-beijing-asia-bca3e5785c03cb4d7a1e3052f545a922>.

⁶⁶ « Résolution 3314 du 14 décembre 1974 ». Organisation des Nations Unies [en ligne]. Librement disponible sur : <https://documents-dds-ny.un.org/doc/RESOLUTION/GEN/NR0/739/16/IMG/NR073916.pdf?OpenElement>.

mercenaires⁶⁷, en transposant à l'espace cyber l'article 47 du *Protocole additionnel aux Conventions de Genève* du 12 août 1949 n°1. Une fois ce statut reconnu, il ne resterait plus qu'à rechercher le contrôle effectif d'une entité étatique en application de la jurisprudence de la Cour Internationale de Justice dans son arrêt *Activités militaires et paramilitaires au Nicaragua* de 1986⁶⁸. Toutefois, cette recherche de contrôle effectif semble d'ores et déjà vaine, au vu des difficultés techniques de traçabilité, mais aussi diplomatique et politique, d'attribuer de manière certaine une attaque ou pression cyber. De plus, cette qualification d'agression est d'autant plus complexe à effectuer lorsqu'elle ne participe pas d'une stratégie militaire mais d'un moyen de coercition des gouvernements. Par conséquent, les multiples attaques et campagnes de désinformation imputées à la Russie ne sauraient être qualifiées d'agression puisqu'elles ne s'apprécient pas comme un emploi de la force armée contre la souveraineté, l'intégrité ou l'indépendance d'un autre État. D'autant plus que ces pressions cyber ne sont jamais revendiquées par les États suspectés d'en être à l'origine.

L'efficacité limitée du cyber comme outil de coercition

Si l'arsenal cyber peut efficacement être utilisé pour infliger des pertes, ses modes opératoires caractéristiques peuvent s'avérer contre-productifs dans le cadre d'une politique de pression. Les attaques n'étant pas revendiquées par les États, ce que ces derniers attendent de l'État victime n'est pas clairement annoncé et reste implicite. Il est bien entendu parfois possible de le deviner au regard des tensions et points de discorde qui ont pu apparaître entre deux pays. Cependant, cela reste un calcul approximatif. Il existe ainsi peu d'exemples d'une utilisation du cyber comme moyen de pression politique. Le choix de reconnaître sa responsabilité, et donc de pouvoir formuler une demande claire, permettrait d'atteindre les objectifs coercitifs visés par ces attaques cyber, mais emporte des risques probablement plus importants : l'État s'expose à de possibles ripostes, tant cyber que conventionnelles. Par ailleurs, le recours aux acteurs privés comprend aussi des risques, tels

⁶⁷ BRÉHAUT, Frédérique. « Guerre en Ukraine. Les risques de cyberattaques sont accrus ». *Ouest France* [en ligne], 03 mars 2022 [consulté le 24/04/2022]. Librement disponible sur : <https://www.ouest-france.fr/monde/guerre-en-ukraine/guerre-en-ukraine-les-risques-de-cyberattaques-sont-accrus-92fed47a-9a0a-11ec-9acb-1f509311c936>.

⁶⁸ « Arrêt *Activités militaires et paramilitaires au Nicaragua et contre celui-ci* (Nicaragua c. États-Unis d'Amérique) ». *Cour Internationale de Justice* [en ligne], 27 juin 1986 [consulté le 24/04/2022]. Librement disponible sur : <https://www.icj-cij.org/fr/affaire/70>.

que la difficulté à les maîtriser, la possibilité pour ces derniers d'agir contre leur propre gouvernement et la possibilité d'endommager ses propres systèmes⁶⁹.



Conclusion

Le cyber est donc de plus en plus intégré, notamment de la part des puissances russe et chinoise, parmi les moyens de lutte et d'action, aux côtés d'autres moyens de pression plus traditionnels, en parallèle ou pour les rendre plus efficaces. Si cet arsenal est bel et bien opérationnel, son efficacité comme moyen de pression autonome sur un État semble limitée si l'attribution de responsabilité reste impossible⁷⁰. L'outil cyber ne s'est pas révélé être plus efficace en matière de coercition. Les tentatives de faire plier un État uniquement grâce à l'intégration du cyber comme élément décisif restent encore marginales.

Par conséquent, si le cyber reste avant tout un mode d'action complémentaire qui peut être intégré aux stratégies de « *coercive diplomacy* », il tend aujourd'hui également à s'analyser comme un outil au service d'une opération militaire comme le montre la cyberguerre en cours dans le cadre du conflit russo-ukrainien.

⁶⁹ MEDDAH, Hassan. « Le cyber, une nouvelle arme dans l'arsenal militaire ». *L'Usine Nouvelle* [en ligne], 22 février 2002 [consulté le 24/04/2022]. Librement disponible sur : <https://www.usinenouvelle.com/article/le-cyber-une-nouvelle-arme-dans-l-arsenal-militaire.N1777127>.

⁷⁰ STEINER, Hrefn. « Coercitive instruments in the digital age : the cases of cyberattacks against Estonia and Iran ». *Swedish National Defence College* [en ligne], 2014 [consulté le 25/04/2022]. Librement disponible sur : <https://www.diva-portal.org/smash/get/diva2:785614/FULLTEXT01.pdf>.



« Be AI Ready » : le renouveau stratégique crucial pour les armées australiennes

Sterenn BRIAND

Responsable du pôle d'intérêt régional consacré à l'Océanie au sein du Comité Asie-Océanie

Introduction

Préférant les sous-marins à propulsion nucléaire américains aux sous-marins à propulsion diesel-électrique français, l'Australie évolue dans un environnement qu'elle qualifie de « détérioré ». L'inquiétante rivalité sino-américaine, l'augmentation de l'intensité des conflits régionaux et la modernisation des armées étrangères sont autant d'éléments qui ont poussé le gouvernement Morrison à revoir en 2020⁷¹ sa stratégie de défense de 2016. Guidée par le triptyque : « façonner, dissuader, répondre », cette stratégie doit, à l'aide des nouvelles technologies (intelligence artificielle, armes autonomes, robot...), combler l'écart accumulé avec les autres puissances de la région et tenter d'y rééquilibrer l'actuelle distribution des

⁷¹ Australian Government Department of Defence. *2020 Defence Strategic Update*. 2020. 68p.

forces. Autrement dit, l'Australie amorce ce qu'elle a nommé « *Be AI Ready* »⁷². L'intelligence artificielle (IA) est qualifiée dans cette stratégie de « collection de technologies interreliées utilisées pour résoudre des problèmes et effectuer des tâches qui nécessitent à l'homme de la réflexion »⁷³. Si l'inquiétude principale de l'Australie est la dégradation de l'équilibre régional, la restructuration stratégique des ADF⁷⁴ repose sur l'investissement massif dans les nouvelles technologies, et particulièrement l'IA. Face à la difficulté d'y parvenir seule, l'Australie mise sur la signature d'accords internationaux, tels que l'AUKUS⁷⁵.

La révision de sa stratégie militaire, une réponse à l'intensification des tensions régionales

Alors que le plan de défense publié en 2016 constituait à l'époque un important bond en avant dans le renforcement et la modernisation des ADF⁷⁶, la version de 2020 s'y attèle davantage en raison de plusieurs changements. Le premier est la détérioration plus rapide qu'anticipée de l'équilibre régional : l'Indopacifique serait au centre du plus important réalignement stratégique depuis la Seconde Guerre mondiale. Cette restructuration est essentiellement due à l'exacerbation du conflit sino-américain et à la multiplication de mouvements militaires hostiles, notamment chinois, dans la région.

Par ailleurs, la modernisation des armées de la région est devenue problématique. Leur force de frappe est devenue plus précise, plus létale et plus autonome. Or, si cette modernisation est opérée depuis des décennies par les États-Unis et la Chine, les ADF ont longtemps fait l'impasse sur ces investissements stratégiques ; il s'agit aujourd'hui de rattraper un retard

⁷² « *Be AI ready* » (être prêt pour l'intelligence artificielle) est le nouveau mot d'ordre des forces armées australiennes présente dans la nouvelle stratégie de défense.

⁷³ Royal Australian Navy. *RAS-AI Startegy 2040*. 2020. 8p.

⁷⁴ ADF pour *Australian Defence Forces*.

⁷⁵ Accord signé entre les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Australie pour fournir entre autres des sous-marins nucléaires.

⁷⁶ Australian Government Department of Defence. *2020 Force Structure Plan*. 2020. 9p.

significatif, par l'augmentation de leur crédibilité et de leur compétitivité. Pour les ADF, cela ne peut se faire qu'en devenant « *AI Ready*⁷⁷. »

Cette nouvelle stratégie est orientée selon trois axes : façonner l'environnement stratégique, dissuader toute action contre l'Australie et répondre avec des forces adaptées quand cela est nécessaire. Elle repose sur le développement, par l'intégration des nouvelles technologies, d'une industrie de défense robuste, durable et sûre, afin de gagner en indépendance dans cet environnement instable. Ses forces sont multiples. Tout d'abord, elle aiderait à atteindre des objectifs plus rapidement et plus intelligemment, en utilisant moins de ressources. Ensuite, ses usages sont divers. Elle permet entre autres la surveillance et l'identification des menaces, l'autonomisation de l'armement, ou la détection des *deepfake*⁷⁸. Elle est ainsi utile en stratégie, logistique et transport — notamment dans le programme *Allied Impact* (AIM) —, mais aussi comme aide dans la prise de décision ou vecteur d'amélioration des méthodes de combat⁷⁹.

Les nouvelles technologies sont devenues le moteur des ADF

Il est, premièrement, question d'intégrer plus de systèmes de contrôle à distance, voire autonomes, au sein des ADF. Les forces aériennes australiennes se sont dotées par exemple d'un plan dit *HACSTRAT* qui a pour objectif le développement d'un arsenal du futur et de capacités spatiales⁸⁰. Parallèlement, le gouvernement investit dans des systèmes autonomes en coopération avec des compagnies privées, telles que BAE System Australia, qui fournissent des véhicules blindés *M113 AS4* principalement contrôlés à distance⁸¹. DefendTex,

⁷⁷ MANNING, Alexander. « Getting ready for artificial intelligence ». *Australian Government Department of Defence*. [en ligne], 23 novembre 2021 [consulté le 15/01/2022]. Librement disponible (en anglais) sur : <https://news.defence.gov.au/technology/getting-ready-artificial-intelligence>.

⁷⁸ Principalement avec la mise en place du *Generative Adversarial Network* (GAN).

⁷⁹ MOY Glennn, SHEKH Slava, OXENHAM Martin, ELLIS-STEINBORNER Simon. « Recent Advances in Artificial Intelligence and their Impact on Defence ». *Australian Government Department of Defence* [en ligne], mai 2020 [consulté le 05/03/2022]. Librement disponible (en anglais) sur : https://www.dst.defence.gov.au/sites/default/files/publications/documents/DST-Group-TR-3716_0.pdf.

⁸⁰ Australian Government Department of Defense. *HAC STRAT, A Strategic Approach for Air and Space Capability*. 2020. Librement disponible (en anglais) sur : https://www.airforce.gov.au/sites/default/files/hacstrat_summary_version_2021.pdf.

⁸¹ ALM, Olaf. « Australia – a leader in the AI race ». *Defence Connect* [en ligne], 25 novembre 2021 [consulté le 15/01/2022]. Librement disponible (en anglais) sur : <https://www.defenceconnect.com.au/intel-cyber/9145-australia-a-leader-in-ai-race>.

une compagnie nationale qui opère dans les nouvelles technologies, fournit aux ADF un ensemble de systèmes autonomes tels que le *Drone-40*, qui est une grenade autopilotée permettant le lancement simultané de plusieurs balles du même lanceur⁸².

Deuxièmement, ces nouvelles technologies doivent améliorer la vitesse et la portabilité des systèmes pour assurer la surveillance et la rapidité des opérations. C'est le cas par exemple du système *JACK*, développé par AOS Pty Limited. *JACK* est une plateforme de production de logiciels intelligents et de prise de décision⁸³, introduite par plusieurs compagnies d'armement telle que Northrop Grumman dans le projet *AIR6500*⁸⁴, et qui permet l'analyse en continu de plus de centaines de cibles et de lieux en quelques instants (contre des heures auparavant). Les ADF poursuivent aussi l'acquisition de frégates *Class Hunter* fournies par BAE System et ASC Shipbuilding⁸⁵. Composés à la fois du radar *CEAFAR Active Phased-Array* et du système de combat américain *Aegis*, ces nouveaux bâtiments marins permettront d'opérer en Indopacifique plus rapidement et plus efficacement. Ils ont la capacité de lancer une variété de missiles tels que des missiles actifs *Nulka* totalement autonomes en vol et permettent aussi le décollage de missions autonomes. Ce type d'investissement vise l'amélioration de la réactivité des ADF.

Enfin, la guerre électronique et les systèmes d'armement intelligents obligent le gouvernement à investir davantage dans les armes à énergie dirigée dans un objectif de dissuasion et de réponse plus efficace. Le Département de la Défense, de la Science et de la Technologie chargé de la recherche et de l'innovation expérimente des armes à énergie dirigée à haute puissance de radiofréquence. Elles ont le potentiel de modifier totalement le déroulement d'un conflit, car elles permettent la riposte face aux armes intelligentes, la désactivation des commandes et des systèmes de contrôle adverses, la neutralisation

⁸² « Drone40 product data sheet ». *DefendTex* [en ligne], 26 octobre 2020 [consulté le 05/03/2022]. Librement disponible (en anglais) sur : https://www.defendtex.com/wp-content/uploads/D40_V10_Product_DataSheet.pdf.

⁸³ « What we do ». *AOS Group* [en ligne], 2020 [consulté le 05/03/2022]. Librement disponible (en anglais) sur : <https://aosgrp.com/>.

⁸⁴ « Northrop Grumman Australia Selected as One of Two Potential Strategic Partners for the Australian Defence Force's Joint Air Battle Management System ». *Northrop Grumman* [en ligne], 05 août 2021 [consulté le 05/03/2022]. Librement disponible (en anglais) sur : <https://news.northropgrumman.com/news/releases/northrop-grumman-australia-selected-as-one-of-two-potential-strategic-partners-for-the-australian-defence-forces-joint-air-battle-management-system>.

⁸⁵ « Hunter Class FFG ». *Royal Australian Navy* [en ligne]. Librement disponible (en anglais) sur : <https://www.navy.gov.au/fleet/ships-boats-craft/future/ffg>.

d'explosifs, mais aussi l'immobilisation de systèmes autonomes⁸⁶. La mise au point de ce type de technologie fournit, entre autres, aux ADF un meilleur arsenal de riposte.

La nouvelle stratégie de défense inclut aussi l'utilisation de l'IA dans la préparation, la professionnalisation du personnel et la prise de décision⁸⁷. Pour ce faire, des partenariats avec des compagnies privées, telles que Deloitte et de nombreuses universités, ont été signés, afin d'initier le plus tôt possible les Australiens aux nouvelles technologies et ainsi former les soldats de demain. Dans son partenariat avec Deloitte, le gouvernement australien a mis en place le plan *Jéricho*⁸⁸. Ce plan crée une liaison directe entre les centres de recherche et les forces armées pour accélérer l'émergence de traitements autonomes, de capteurs modernes, de *clouds* de combat et le développement de l'homme machine⁸⁹. Parallèlement, l'IA est directement utilisée par les ADF dans l'entraînement des troupes⁹⁰.

Une stratégie qui repose sur l'aide et la coopération interalliée

Enfin, devenir « *AI Ready* » comporte aussi un volet international. Le retard technologique accumulé pendant des années pousse l'Australie vers plus de partenariats, d'alliances et de coopération avec des puissances étrangères. Cette manœuvre, notamment avec les États-Unis, est un autre moyen de moderniser et crédibiliser ses forces armées. Aux exercices militaires conjoints tels qu'*Autonomous warrior 2018*⁹¹, s'ajoutent des traités et des partenariats structurels. Le dernier en date, l'AUKUS, prévoit une collaboration plus étroite

⁸⁶ « High-power radio-frequency directed energy weapons ». *Department of Defence Science and Technology*, [en ligne], août 2018 [consulté le 05/03/2022]. Librement disponible (en anglais) sur : <https://www.dst.defence.gov.au/sites/default/files/publications/documents/DSC%202084%20High-power%20radio-frequency%20directed%20energy%20weapons%20fact%20sheet%20PRO.pdf>.

⁸⁷ BURR, Rick. « Army in Motion ». *Royal Australian Army* [en ligne], 2019 [consulté le 17/01/2022]. Librement disponible (en anglais) sur : <https://www.army.gov.au/sites/default/files/2020-05/CommandStatement.pdf>.

⁸⁸ « Jericho implementation model ». *Air Force 100* [en ligne], 2019 [consulté le 05/03/2022]. Librement disponible (en anglais) sur : <https://www.airforce.gov.au/our-mission/plan-jericho/jericho-implementation-model>.

⁸⁹ Le concept de l'homme-machine est un système dans lequel les fonctions d'un opérateur humain et d'une machine sont intégrées.

⁹⁰ *AIMEE cognitive assistance avatar*, développé dans le cadre du plan *Jéricho*, est un avatar utilisant l'IA pour répondre à différentes questions et donner des explications aux soldats.

⁹¹ Exercices qui avaient regroupé à Jervis Bay les États dits « *Five Eyes* » (États-Unis, Grande-Bretagne, Canada, Nouvelle-Zélande et Australie), dans une démonstration et évaluation du potentiel de la robotique et des systèmes autonomes dans le support d'opérations de défense du littoral. Voir : LAIR, Robbin. « Shaping an Australian Navy Approach to Maritime Remotes, Artificial Intelligence and Combat Grids ». *Second Line of Defense information* [en ligne], 2 mars 2020 [consulté le 17/01/2022]. Librement disponible (en anglais) sur : <https://slidinfo.com/2020/02/shaping-an-australian-navy-approach-to-maritime-remotes-artificial-intelligence-and-combat-grids/>.

des trois pays en matière de nouvelles technologies et particulièrement en IA et informatique quantique⁹². Andrew O'NEIL, professeur de sciences politiques australien, le qualifie d'un « pacte donnant accès aux technologies clés renforçant la capacité [de l'Australie] de maintenir une autonomie dans [sa] stratégie de défense nationale »⁹³.



Conclusion

La nouvelle stratégie de défense de 2020 est une restructuration dans la manière de penser et d'opérationnaliser les ADF. Dans un contexte géopolitique régional dégradé en proie à diverses tensions, les nouvelles technologies sont dorénavant une priorité nationale, pour devenir crédibles et dissuasives. Alors que l'armée australienne n'a rien d'équivalent avec l'armée américaine ou chinoise, devenir une armée technologique et moderne est le seul moyen d'assurer la sécurité nationale.

⁹² HANSON Fergus, CAVE Danielle. « The real potential of AUKUS is about far more than submarines ». *Australian Strategic Policy Institute* [en ligne], 20 septembre 2021 [consulté le 15/01/2022]. Librement disponible (en anglais) sur : <https://www.aspistrategist.org.au/the-real-potential-of-aucus-is-about-far-more-than-submarines/>.

⁹³ BONDY, Matthew. « AUKUS is not just about subs: it's about advanced technology ». *Center for International Governance Innovation* [en ligne], 10 décembre 2021 [consulté le 20/01/2022]. Librement disponible (en anglais) sur : <https://www.cigionline.org/articles/aucus-is-not-just-about-subs-its-about-advanced-technology/>.



Les contributeurs

Shadée PINTO

Shadée PINTO est membre des Comités Cyber, Armée du Futur et de l'antenne grenobloise des Jeunes IHEDN. Elle est étudiante en Master 1 de Droit International, parcours Sécurité Internationale, Cybersécurité et Défense au sein de la Faculté de Droit de Grenoble.

Isabelle MOURETTE

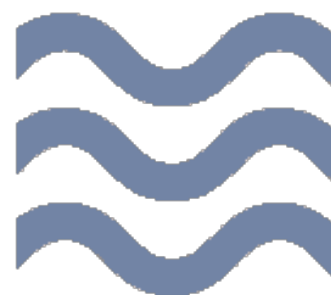
Isabelle MOURETTE est étudiante en master 1 de Droit international et européen, parcours Sécurité internationale, à l'université Grenoble Alpes, et membre du Comité Cyber des Jeunes IHEDN.

Sterenn BRIAND

Sterenn BRIAND est étudiante en Master International Security à l'Institut d'Études Politiques de Paris. Elle est passionnée par l'Asie et particulièrement l'Océanie, pôle dont elle a la responsabilité. Elle s'est intéressée au cours de sa licence à Montréal à l'expansionnisme militaire chinois dans la région de l'Indopacifique et aux tensions grandissantes dans cette région stratégique.

Troisième thème

ARSENALISER LES ESPACES MARITIMES



Préface

Après la fin de la guerre froide, les principales marines militaires ont fortement réduit leur format - les « dividendes de la paix ». Une situation inverse, liée à l'évolution du contexte international, s'est en revanche enclenchée à partir des années 2000 et a conduit à un réarmement naval massif, qui se poursuit.

Les marines se sont ainsi engagées dans une course aux armements navals à la fois quantitative par la fabrication de nouvelles unités et qualitative avec des types d'armements nouveaux dus aux transformations technologiques. L'« arsenalisation » des espaces maritimes concerne aussi de nouveaux domaines de confrontation comme l'espace, les fonds marins et le cyberspace. Ce réarmement a aussi une dimension industrielle puisqu'il nécessite de développer des industries souveraines pour la fabrication des matériels, stimuler l'innovation, et acquérir de nouvelles capacités technologiques.

Le réarmement naval est particulièrement marqué dans la région Asie Pacifique. Portées par la Chine, le Japon et la Corée du Sud et dans une moindre mesure par l'Inde, les dépenses militaires ont augmenté de 140 % ces vingt dernières années (contre 15 %, à titre de comparaison, pour les pays de l'Union européenne).

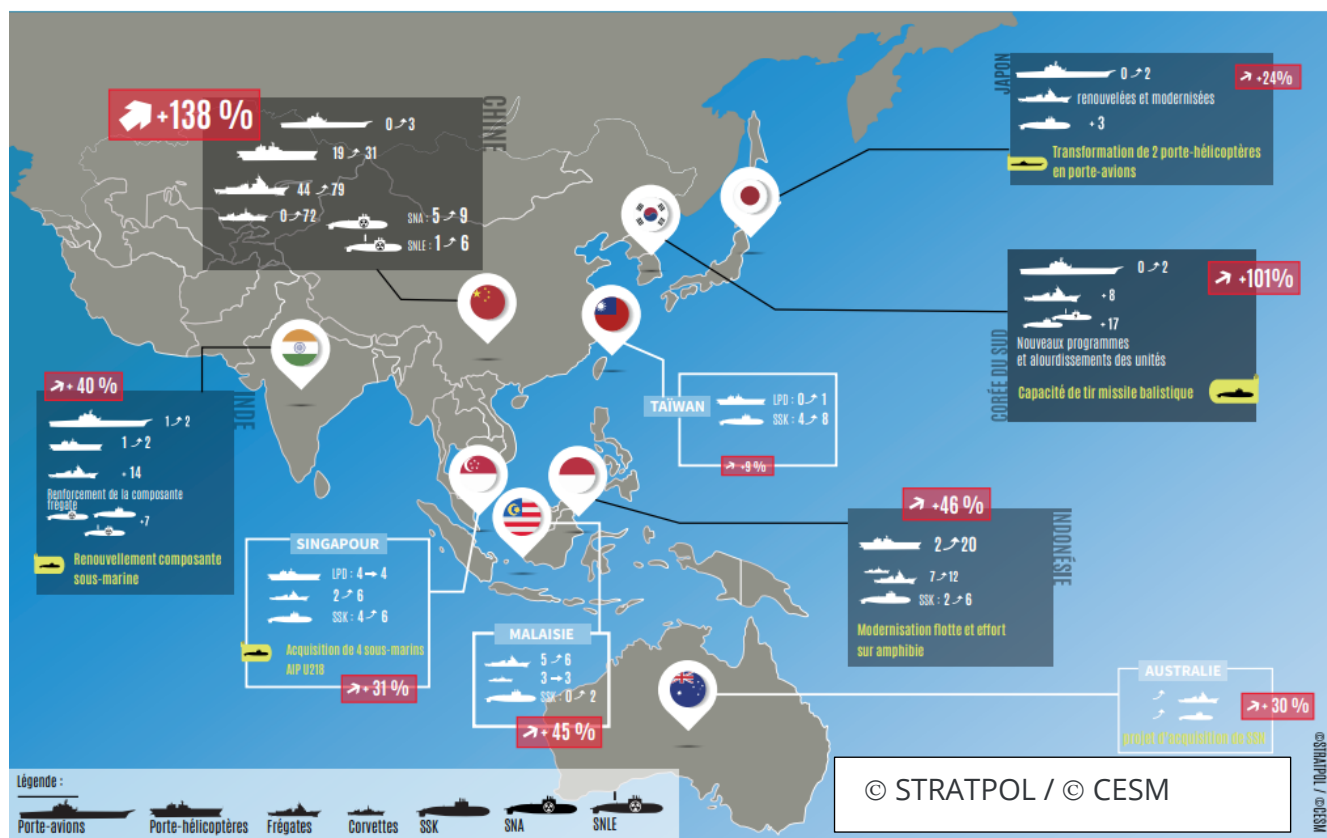


Par le

**capitaine de frégate
Jérôme BAROË**

Directeur des études du
Centre d'études
stratégiques de la marine
(CESM).

Réarmement naval - 2008 > 2030 -(capacité de combat) % Évolution du tonnage des marines entre 2008 et 2030 (estimation) Indopacifique



La région Asie pacifique, qui s'étend du golfe d'Aden à la partie asiatique du Pacifique, conjugue de nombreux foyers de tensions : différends territoriaux multiples, rivalités pour les contrôles d'axes maritimes majeurs et pour l'exploitation des espaces marins, crises de prolifération nucléaire (en Iran et en Corée du Nord), piraterie endémique, pêche illégale, enjeux environnementaux croissants, sans parler des menaces hybrides. Cette conjonction de facteurs explique en grande partie le mouvement de réarmement naval régional.

Il est d'abord quantitatif, tout particulièrement en Asie du Nord-Est autour des foyers de tension des mers de Chine et du Japon. Pour la période 2008-2030, le tonnage de la marine chinoise devrait ainsi augmenter de 138 %, de 101 % pour la marine coréenne, de 46 % pour la marine indonésienne, de 45 % pour la marine malaisienne et en océan Indien de 40 % pour la marine indienne.

Ce réarmement est aussi qualitatif avec l'acquisition d'armements de nouvelles générations, plus lourds, plus polyvalents qui intègrent les innovations les plus récentes. Toutes les composantes des flottes sont concernées : forces de surface, sous-marines, de l'aéronavale, de même que les défenses côtières et les armements proprement dits, les drones et le développement des moyens cyber.

Parallèlement, l'environnement opérationnel régional se durcit. La plupart des flottes de la région développe des programmes ambitieux de sous-marins. Pour la Chine, l'un des enjeux majeurs de Taïwan est la liberté de navigation (et de sortie) de ses sous-marins en haute mer. De même, les programmes de drones sous-marins pour la reconnaissance, le ciblage et la frappe se multiplient. Le développement des capacités militaires sous-marines pour la maîtrise des fonds sous-marins est aussi devenu un élément majeur pour la région. La rivalité concerne d'abord la capacité des marines à évoluer sous la surface pour des objectifs militaires, mais aussi pour la maîtrise des infrastructures de communication et de transport de l'énergie et à l'avenir pour l'exploitation des fonds marins. Ces rivalités, conjuguées avec les innovations technologiques, remettent sérieusement en cause les équilibres régionaux.

Le réarmement naval chinois est impressionnant : la construction de nombreuses unités de fort tonnage lui donne une capacité de projection de plus en plus importante comme en témoigne la mise en service d'un troisième porte-avions en 2022. Elle a déjà dépassé la marine américaine en nombre de navires, et devrait atteindre 450 unités en 2030. Cette montée en puissance concerne également de nombreux programmes innovants dont le segment spatial océanique, des programmes de drones navals et de capteurs ISR (Renseignement, surveillance et reconnaissance). La marine chinoise développe enfin une capacité de déni d'accès par des moyens multiples, terrestres comme aériens et spatiaux.

D'autres pays de la zone développent également à grande vitesse leur marine, tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, au premier rang desquels la Corée du Sud qui se dote d'une flotte de haute mer et s'appuie sur une puissante industrie navale et des industries de pointe. Quant à la marine indienne, en forte croissance aussi, elle a de vastes ambitions dans l'ensemble de l'océan Indien.

L'arsenalisation de la zone Asie-Pacifique est aujourd'hui une réalité qui bouleverse les équilibres stratégiques, non seulement dans cette région mais partout dans le monde.



Bateaux bleus et drapeaux rouges : les milices maritimes vietnamiennes ou le cercle vicieux de la militarisation de la mer de Chine méridionale

Alexandre LAURENT

Membre du Comité Asie-Océanie

La mer de Chine méridionale est vaste de 3,5 millions de km², partagés entre la Malaisie, l'Indonésie et le Brunei au sud, les Philippines à l'est, Taiwan et la Chine au nord ainsi que le Viêt Nam à l'ouest. Elle est un espace de convoitises du fait de l'importance de ses ressources halieutiques et de sa riche concentration en hydrocarbure. Les tensions se concentrent autour des îles Spratleys et Paracels, en raison de l'extension des zones économiques exclusives (ZEE) qu'elles confèrent et de leur emplacement stratégique dans le scénario d'un conflit avec Taïwan.

Les îles Spratleys font l'objet de revendications par les Philippines, la Malaisie, le Viêt Nam et la Chine. Le récif Johnson du Sud est, depuis 1988, sous contrôle chinois⁹⁴. Les îles Paracels le sont également depuis 1974, à l'issue d'un conflit sino-vietnamien.

Si les disputes maritimes entre les deux États ne sont certes pas récentes, elles semblent néanmoins connaître un vif regain ces dernières années⁹⁵. Les relations économiques et politiques privilégiées qu'entretiennent les deux républiques socialistes interdisent cependant le recours à la marine de guerre. C'est dans ce contexte bien particulier que les milices maritimes entrent en scène : des navires de pêche armés dont la Chine a généralisé l'utilisation depuis sa création en 1950, au point d'en faire une véritable flotte à part entière. Le recours à de telles milices permet de pouvoir conduire des actions hostiles sans risquer de plonger la région dans un conflit de haute intensité. Face à ce phénomène, le Viêt Nam a décidé de se doter à son tour de flottes similaires dont elle fait le fer de lance de sa politique de militarisation de la mer de Chine. Cette politique entraîne *de facto* une escalade dans l'arsenalisation de la mer de Chine méridionale dont il convient d'interroger l'éventuelle dangerosité pour la stabilité de la région ainsi que les raisons profondes de son développement, et d'en analyser l'évolution.

L'irrédentisme de la république socialiste vietnamienne sur la mer de Chine méridionale, couplé à son impressionnante façade maritime (près de 3 330 kilomètres), pourrait laisser à penser que cette dernière possède une solide tradition navale ; mais il n'en est rien. Entre les années 1979 et 1990, le Viêt Nam se reposait sur la flotte soviétique pour assurer sa défense⁹⁶. L'effondrement puis le retrait du régime soviétique créa donc une carence, que la politique de modernisation des armées, faisant la part belle à l'armée de terre, ne permit pas de

⁹⁴ LE TRAN, Anh. « Viêt-nam résistant ». *Outre-Terre* [en ligne], 16 novembre 2010 [consulté le 08/01/2022]. Librement disponible sur : <https://www.cairn.info/revue-outre-terre1-2010-2-page-351.htm>.

⁹⁵ MOTTET, Éric. « Vietnam-Chine: rivalités et revendications territoriales en mer de chine méridionale ». *Conseil québécois d'études géopolitiques* [en ligne], 2015 [consulté le 16/01/2022]. Librement disponible sur : <https://cqegheiu.aval.com/vietnam-chine-rivalites-et-revendications-territoriales-en-mer-de-chine-meridionale/>.

⁹⁶ DE TREGLODE, Benoît. « Délimitation maritime et coopération sino-vietnamienne dans le golfe du Tonkin (1994-2016) ». *Perspective chinoise* [en ligne], mars 2016 [consulté le 08/01/2022]. Librement disponible sur : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/7434>.

palier⁹⁷. Ce n'est qu'en 1995 que s'amorce un changement de centre de gravité⁹⁸. L'accent est toutefois mis sur la construction économique, ainsi qu'en atteste le vaste plan de modernisation de la pêche initié en 1997, qui à l'instar de la Chine, prévoit de passer d'une pêche côtière et artisanale pratiquée à l'aide de bateaux traditionnels en bois, à une pêche hauturière et industrielle⁹⁹. Il apparaît aujourd'hui que ce changement a porté ses fruits, l'économie vietnamienne étant très largement dépendante de ses ressources halieutiques¹⁰⁰. Cette maritimisation de l'économie a *de facto* un effet exacerbant sur les rivalités sino-vietnamiennes en mer de Chine méridionale. Les bateaux bleus (navires de pêches vietnamiens) s'exposent aux milices chinoises à mesure qu'ils s'éloignent des côtes pour devenir un pilier de l'économie. En d'autres termes, la vétusté et la vulnérabilité des bateaux bleus sont le talon d'Achille de cette politique de maritimisation de l'économie. C'est dans ce contexte qu'une loi relative à l'instauration d'une milice maritime et de forces d'autodéfense est votée en 2009, qui permet aux municipalités côtières d'armer leurs bateaux de pêche. Cette milice, prenant le nom de *Dân quân*, est constituée de pêcheurs locaux répartis en sections (d'une trentaine de miliciens chacune), subdivisées en escouades d'une dizaine de membres¹⁰¹. Ces miliciens des mers perçoivent une allocation de l'État, ils sont entraînés et équipés. La nature des sources dont nous disposons (propagande vietnamienne contre propagande chinoise) ne nous permet toutefois pas de dresser un inventaire objectif de cet armement. À en croire la loi, il ne s'agit pas d'une force armée permanente, mais bien de pêcheurs mobilisables en cas de conflit¹⁰². Cependant, l'incident HD-981 survenu en 2014 et impliquant une plateforme pétrolière chinoise violant les eaux territoriales vietnamiennes

⁹⁷ NOGET, Benoît. « La Modernisation de l'Armée Populaire du Vietnam : mécanismes et conséquences sur la défense vietnamienne ». *Observatoire de l'Asie du Sud-Est* [en ligne], janvier 2018 [consulté le 16/01/2022]. Librement disponible sur : <https://centreasia.eu/wp-content/uploads/2018/12/6-Noget-Vietnam-Janv2018.pdf>.

⁹⁸ DE TREGLODE, Benoît. *Op. cit.*

⁹⁹ *Ibid.*

¹⁰⁰ Direction générale du trésor. « L'aquaculture et la pêche, secteur clé de l'économie agricole du Vietnam ». *Ministère de l'économie, des finances et de la relance* [en ligne], 2021 [consulté le 16/01/2022]. Librement disponible sur : https://www.tresor.economie.gouv.fr/Articles/2021/07/02/l-aquaculture-et-la-peche-secteur-cle-de-l-economie-agricole-du-vietnam#_ftn1.

¹⁰¹ NGUYEN, The Phuong. « Vietnam's Maritime Militia Is Not a Black Hole in the South China Sea ». *Asia Maritime Transparency Initiative* [en ligne], 2020 [consulté le 08/01/2022]. Librement disponible (en anglais) sur : <https://amti.csis.org/vietnams-maritime-militia-is-not-a-black-hole-in-the-south-china-sea/>.

¹⁰² *Law on militia and self-defense forces*. 2009, [consulté le 08/01/2022]. Librement disponible (en anglais) sur : <https://sites.google.com/a/ecolaw.vn/luat-tieng-anh/1-bo-luat-luat-law-on-militia-and-self-defense-forces>.

semble témoigner d'un autre usage de cette force¹⁰³. Des dizaines de bateaux bleus sont intervenus pour prêter main forte aux garde-côtes alors dépassés par les événements. En agissant comme supplétifs des garde-côtes, les pêcheurs transcendent alors le cadre de leur intervention tel que prévu dans la loi de 2009. D'autant plus qu'aucun ordre de mobilisation n'avait officiellement émané de l'État. Nous pouvons également évoquer les témoignages de pêcheurs chinois décrivant des actes de piraterie conduits à leur rencontre par des embarcations très semblables à celles des milices vietnamiennes dans les îles Spratleys ou dans le golfe du Tonkin¹⁰⁴. Ces témoignages restent sujets à caution : on ne peut exclure l'hypothèse d'une instrumentalisation chinoise visant à justifier sa propre montée en puissance dans la région. Loin d'apaiser les tensions, le PCV (parti communiste vietnamien) réaffirme en 2018 sa prétention à devenir une puissance maritime forte d'ici 2030¹⁰⁵. Cette nouvelle proclamation s'accompagne d'une mise à jour de la « loi sur les forces d'autodéfense de la milice »¹⁰⁶, laquelle donne une place toujours plus importante aux milices maritimes par la fondation d'un nouveau type de milice maritime permanente appelée *Tự vệ biển*¹⁰⁷. Elle serait mieux entraînée et mieux équipée que les *Dân quân biển*¹⁰⁸, et accompagneraient les pêcheurs. Pour l'heure seules deux provinces en sont pourvues, mais le PCV aspire à en généraliser l'utilisation à quatorze autres¹⁰⁹. Ces milices ont également des rôles mieux définis et sont divisées en plusieurs armes (artillerie, génie, reconnaissance et renseignement), à la manière d'une véritable armée conventionnelle¹¹⁰.

¹⁰³ PRIIT, Ojamaa. « Fisheries in Vietnam ». *Comité PECH du parlement de l'Union Européenne* [en ligne], 2018 [consulté le 16/01/2022]. Librement disponible (en anglais) sur : [https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2018/629175/IPOL_STU\(2018\)629175_EN.pdf](https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2018/629175/IPOL_STU(2018)629175_EN.pdf).

¹⁰⁴ ZHANG, Hongzhou. « Fishing Militia, the Securitization of Fishery and the South China Sea Dispute ». *Contemporary South-East Asia* [en ligne], 2017 [consulté le 15/01/2022]. Librement disponible (en anglais) sur : https://www.researchgate.net/publication/319122963_Fishing_Militia_the_Securitization_of_Fishery_and_the_South_China_Sea_Dispute.

¹⁰⁵ THUY, Ngoc. « Vietnam sets sight on becoming strong maritime nation by 2030 », *Hanoi Times* [en ligne], 2018 [consulté le 16/01/2022]. Librement disponible (en anglais) sur : <http://hanoitimes.vn/vietnam-sets-sight-on-becoming-strong-maritime-nation-by-2030-3071.htm>.

¹⁰⁶ *Luật Dân quân tự vệ 2019 số 48/2019/QH14*. 2019 [consulté le 08/01/2022]. Librement disponible (en vietnamien) sur : <https://thuvienphapluat.vn/van-ban/bo-may-hanh-chinh/Luat-Dan-quan-tu-ve-2019-366794.aspx>.

¹⁰⁷ *Ibid.*

¹⁰⁸ NGUYEN, The Phuong. *Op. cit.*

¹⁰⁹ PHAM, Linh. « Vietnam to build maritime militias in 14 coastal provinces ». *Hanoi Times* [en ligne], 3 janvier 2020 [consulté le 16/01/22]. Librement disponible (en anglais) sur : <http://hanoitimes.vn/vietnam-to-build-maritime-militias-in-14-provinces-chief-of-general-staff-300686.html>.

¹¹⁰ *Luật Dân quân tự vệ 2019 số 48/2019/QH14*. *Op. cit.*

À la fin de l'année 2019, les milices comprenaient dans leurs rangs 1,4 % de la population totale, soit à peu près 1,5 millions de personnes¹¹¹. Doit-on pour autant s'attendre à voir une armée de pêcheurs entonnant *Tiến Quân Ca*¹¹² déferler sur les côtes des archipels contestés ? La réponse est certainement négative. Les analyses conjuguées de spécialistes tels que ZHANG Hongzhou¹¹³ et NGUYEN The Phuong¹¹⁴ nuancent l'importance du contrôle que les États (chinois et vietnamien) exerceraient sur ces damnés de la mer. ZHANG Hongzhou insiste sur le fait que ces miliciens restent des acteurs individuels, avec leurs motivations propres, lesquelles ne rejoignent pas toujours l'intérêt de l'État. Cette clé de lecture semble corroborée par le cap plus méridional que prennent les bateaux bleus, en dépit des efforts déployés par le PCV pour les envoyer dans les zones contestées. La pêche y est moins risquée et plus rentable que dans les zones chaudes. En outre, la modernisation des bateaux bleus ne dote pas encore tous les pêcheurs de la capacité technique de rivaliser avec les embarcations chinoises, sans compter que le PCV n'accorderait aucune aide aux pêcheurs pour réparer leur embarcation lorsque celle-ci a été victime d'un accrochage¹¹⁵. Il convient donc de nuancer la vitrine faite de modernisation et de dévouement patriotique que nous offre la propagande vietnamienne sur ces questions.

Conclusion

Pour conclure, le futur de l'arsenalisation de la mer de Chine ne sera peut-être pas fait de frégates et de portes avions rutilants. Cependant, ces flottes de corso-pirates des temps modernes traînent dans leur sillon le risque inhérent associé à la militarisation de civils. Le glissement vers le Sud des bateaux bleus contribue à alimenter l'insécurité dans les eaux

¹¹¹ Auteur anonyme. *Dân quân tự vệ có vai trò nòng cốt trong nền Quốc phòng toàn dân, kinhtedothi*. Kinhtedothi [en ligne], 2019 [consulté le 23/01/2022]. Librement disponible (en vietnamien) sur : <https://kinhtedothi.vn/dan-quan-tu-ve-co-vai-tro-nong-cot-trong-nen-quoc-phong-toan-dan.html>.

¹¹² *Les troupes avancent*, qui est l'hymne national vietnamien.

¹¹³ ZHANG, Hongzhou. « Maritime militia and fishing conflicts in the South China Sea », dans *Navies, coast guards, the maritime community and international stability*. S.Rajaratnam School of international studies, 2017, 84p.

¹¹⁴ SHASHANK, Bengali & VO KIEU Bao Quyen. « Sunken boats. Stolen gear. Fishermen are prey as China conquers a strategic sea ». *Los Angeles Times* [en ligne], 12 novembre 2020 [consulté le 14/01/2022]. Librement disponible (en anglais) sur : <https://www.latimes.com/world-nation/story/2020-11-12/china-attacks-fishing-boats-in-conquest-of-south-china-sea>.

¹¹⁵ MANANYOGI, Abdul, et al. « Une pêche très disputée en mer de Chine méridionale ». *Courrier international* [en ligne], 19 octobre 2021 [consulté le 16/01/2022]. Librement accessible sur : <https://www.courrierinternational.com/article/asia-une-peche-tres-disputee-en-mer-de-chine-meridionale>.

territoriales indonésiennes et malaisiennes¹¹⁶, ce qui participe au cercle vicieux de l'arsenalisation de la mer de Chine méridionale¹¹⁷. Il est à craindre que la diminution des stocks associée à la surpêche ne viennent à tendre de plus en plus une situation d'ores et déjà explosive en mettant à mal des économies qui dépendent de ces ressources. Cette situation amènerait inévitablement une multiplication des incidents, voulus ou non par les États, ainsi qu'à une extension des zones de pêche. Il n'est d'ailleurs pas exclu que ce problème puisse transcender la mer de Chine méridionale : l'affaire des bateaux bleus braconnant en Nouvelle-Calédonie nous rappelle que les ZEE françaises leurs sont accessibles.

¹¹⁶ SEIDEL, Jamie. « Fisherman shot amid increased competition for fishing rights ». *Nzherald* [en ligne], 22 août 2020 [consulté le 15/01/2022]. Librement accessible (en anglais) sur : <https://www.nzherald.co.nz/world/south-china-sea-fisherman-shot-amid-increased-competition-for-fishing-rights/UP4ZZ425HEPSRBM7KRRTBJPMIM/>.

¹¹⁷ ZHANG, Hongzhou. *Op. cit.*

Nouvelle d'anticipation : un balcon sur l'Arctique

Rémy BARAIZE

Membre du Comité Asie-Océanie

Nous sommes en 2122, dans la ville de Yen Bai, nord-ouest de l'actuel Vietnam. Le réchauffement climatique a conduit à une restructuration des équilibres géopolitiques. La montée des eaux a d'abord créé le chaos sur les marchés financiers, une grande partie des appareils de production et de la population mondiale se trouvant sur les côtes. Ensuite, la fonte des glaces a permis l'ouverture des routes commerciales gravitant autour du pôle Nord ainsi que l'exploitation des ressources minières considérables qui s'y trouvent.

Sous la pression de ces deux phénomènes, l'ordre mondial multipolaire qui s'était dessiné au début du XXI^e siècle s'est affirmé : la Chine, les États-Unis et la Russie se partagent la domination mondiale.

La Chine a structuré son voisinage *via* les nouvelles routes de la soie et le collier de perles dans l'océan Indien. Avec les chamboulements économiques et la réduction de la marge de manœuvre américaine dans le Pacifique, Pékin a réussi à sanctuariser « la langue de bœuf »¹¹⁸ de la mer de Chine. Malgré la relative désindustrialisation du pays après le départ des unités de production occidentales et le pénible krach boursier de la fin du XXI^e siècle, le pays jouit encore d'atouts économiques, notamment sur le plan des infrastructures (gazoduc, oléoduc, réseau d'irrigation), permettant de justifier la présence d'organisations paramilitaires chinoises et donc de faire pression sur d'éventuels gouvernements dissidents.

¹¹⁸ La « langue de bœuf » ou « ligne à neuf trait » désigne l'espace marin revendiqué par Pékin en mer de Chine au lendemain de la révolution maoïste. Ces revendications sont aujourd'hui contraires au découpage découlant de la Convention de Montego Bay sur le droit de la mer et génèrent des tensions avec l'ensemble des nations bordant la mer. Voir BYKOVA, Alina. « The Two Arctics: Soviet Environmental Experiences and Socialist Realism in the Far North (Part I) ». *The Arctic Institute* [en ligne], 14 décembre 2021 [consulté le 09/01/2022]. Librement disponible sur : <https://www.thearcticinstitute.org/two-arctics-soviet-environmental-experiences-socialist-realism-far-north-part-i/>.

Les États-Unis ont entamé une réorganisation militaire profonde suite à la crise financière du siècle précédent, qui a rendu insoutenable le maintien de l'armée dans son envergure humaine et géographique passée. Les efforts de réindustrialisation et le maintien de monopoles sur plusieurs technologies militaires ou civiles de pointe permettent néanmoins au pays de bénéficier d'une dynamique favorable. Sur le plan stratégique, Washington a su maintenir son axe atlantiste au prix d'une autonomie grandissante des partenaires européens notamment sur la question russe. La situation est moins brillante dans le Pacifique où l'*US Navy* s'en tient à des missions de présence et de patrouille autour des îles sous souveraineté américaine, mais largement sous influence commerciale et culturelle chinoise.

La Russie, suite à l'escalade progressive de la crise ukrainienne du début du XXI^e siècle, s'était retrouvée sous le feu de diverses sanctions économiques la poussant à augmenter son autonomie économique, et donc à réindustrialiser¹¹⁹. De ce fait, les crises financières et économiques successives eurent un effet limité sur les entreprises nationales. La Russie est également devenue un géant agricole en exploitant les nouvelles terres arables libérées par le réchauffement climatique. Cela lui permit de pallier la disparition mondiale de terres cultivables suite à la montée des eaux, et donc d'augmenter son influence diplomatique¹²⁰.

Ces trois puissances s'affrontent régulièrement en tous domaines à la périphérie de leurs zones d'influence *via* des factions interposées, personne ne pouvant tirer profit d'un conflit ouvert à l'échelle mondiale. L'Asie centrale, l'Asie du Sud-Est, l'Amérique latine et l'Afrique sont ainsi régulièrement le théâtre de joutes d'influence. Seuls le sous-continent Indien et le

¹¹⁹ Avant l'invasion de l'Ukraine en février 2022 accompagnée d'un nouveau train de sanctions de toute nature, plusieurs voix s'étaient déjà élevées dans le camp occidental pour déplorer le manque d'efficacité des mesures prises contre Moscou. Voir KUSA, Iliya. « Sanctions Against Russia: Rethinking the West's Approach ». *Wilson Center* [en ligne], 13 août 2020 [consulté le 22/02/2022]. Librement disponible (en anglais) sur : <https://www.wilsoncenter.org/blog-post/sanctions-against-russia-rethinking-west-s-approach> ; voir également « Western sanctions on Russia: Lots of noise and little impact ». *DW* [en ligne], 5 avril 2018 [consulté le 22/02/2022]. Librement disponible (en anglais) sur : <https://www.dw.com/en/western-sanctions-on-russia-lots-of-noise-and-little-impact/a-43271200> ; voir aussi MILLER, Chris. « How Russia survived sanctions ». *Foreign Policy Research Institute* [en ligne], 14 mai 2018 [consulté le 22/02/2022]. Librement disponible (en anglais) sur : <https://www.fpri.org/article/2018/05/how-russia-survived-sanctions/>.

¹²⁰ Moscou a récemment publié un plan visant à tirer avantage du réchauffement climatique notamment sur le plan minier, énergétique et agricole. Voir LOMBRANA, Laura Millan. « Where climate scientists see danger, Russia sees an opportunity ». *Bloomberg* [en ligne], 15 mars 2021 [consulté le 11/02/2022]. Librement disponible (en anglais) sur : <https://www.bloomberg.com/news/articles/2021-03-15/>.

Moyen-Orient jouissent d'une certaine quiétude, le premier du fait de sa neutralité à vocation isolationniste et le second en raison de l'influence sans partage de Moscou sur la zone, suite au départ définitif des Américains et à l'effondrement des monarchies pétrolières du Golfe n'ayant pu résister aux crises financières.

Mais c'est bien l'espace Arctique qui est au centre des convoitises des grandes puissances en raison de ses ressources naturelles et de son potentiel commercial. Il est dominé, aussi bien en termes de surface que sur le plan militaire, par Moscou. En effet, ayant entretenu la vision soviétique¹²¹ et anticipé la fonte polaire, la Russie a très tôt investi dans la zone afin d'y légitimer sa présence : mission scientifique à propos des ours polaires, laboratoire de recherche sur la géologie marine... Cette politique de la présence russe comme « fait accompli » est garantie par une force sous-marine sans égale¹²² mais aussi par une flotte de super brise-glaces à propulsion nucléaire. La « course à l'Arctique » lancée à l'initiative de Moscou en 2007¹²³ fit des émules dans le camp occidental, entraînant même une mutation de l'échelle de défense atlantiste (l'OTAN) en dispositif à échelle « boréale ». La Chine, jalouse de ne pas avoir d'accès directs à cet espace — malgré les tentatives de s'implanter durablement au Groenland *via* plusieurs projets énergétique ou minier¹²⁴ —, mit en place

¹²¹ BYKOVA, Alina. « The Two Arctics: Soviet Environmental Experiences and Socialist Realism in the Far North (Part I) ». *The Arctic Institute* [en ligne], 14 décembre 2021 [consulté le 09/01/2022]. Librement disponible (en anglais) sur :

<https://www.thearcticinstitute.org/two-arctics-soviet-environmental-experiences-socialist-realism-far-north-part-i/>.

¹²² Malgré une flotte de sous-marins vieillissante, Moscou a conséquemment investi dans la modernisation de ses moyens dans ce domaine. Voir BAEV, Pavel K. « Chapter 4: Russia and the Arctic: High Ambitions, Modernized Capabilities, and Risky Setbacks ». *Marshall Center*, 2021 [consulté le 09/01/2022]. Librement disponible (en anglaise) sur : <https://www.marshallcenter.org/en/publications/marshall-center-books/russias-global-reach-security-and-statecraft-assessment/chapter-4-russia-and-arctic-high-ambitions-modernized>.

¹²³ Le 2 août 2007, la Fédération de Russie a réalisé un coup d'éclat en déposant un drapeau sur le fond marin à l'endroit exact où se trouve le pôle nord géographique, lançant ainsi ce que beaucoup d'observateurs appellent « La course à l'arctique ». Voir BERNIER, Jean-Phillipe. « Ruée vers le pôle Nord : La Russie se positionne ». *Perspective Monde* [en ligne], 30 novembre 2009 [consulté le 14/01/2022]. Librement disponible sur : <https://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMAnalyse?codeAnalyse=1083>.

¹²⁴ Malgré l'obtention d'une licence d'exploitation de fer de la part du Groenland, les entreprises chinoises empilent les refus et revers dans la zone. Voir GRONHOLT-PEDERSEN, Jacob. « Greenland strips Chinese mining firm of licence to iron ore deposit ». *Revue* [en ligne], 22 novembre 2021 [consulté le 11 février 2022]. Librement disponible (en anglais) sur : <https://www.reuters.com/markets/commodities/greenland-strips-chinese-mining-firm-licence-iron-ore-deposit-2021-11-22/> ; voir également TAKEUCHI, Yasuo. « Greenland says no to China-backed rare-earth mine in election ». *Nikkei Asia* [en ligne], 8 avril 2021 [consulté le 25 janvier 2022]. Librement disponible sur : <https://asia.nikkei.com/Business/Markets/Commodities/Greenland-says-no-to-China-backed-rare-earth-mine-in-election>.

une vaste campagne médiatique visant à regrouper les « nations arctiques¹²⁵ privées de leurs droits d'accès et d'exploitations des zones boréales en un groupe de pression international. Les menées chinoises visaient également à fragiliser les espaces arctiques canadiens, américains et russes en jouant sur la corde de la « fraternité raciale » des premiers peuples occupant ces territoires, présentant des caractéristiques raciales proches des Han, surfant sur l'antiracisme institutionnel qui avait alors cours en Amérique du nord.

Devant cette menace et malgré leur concurrence effective, Moscou et Washington, avec tous leurs alliés, formèrent une coalition d'intérêts afin de maintenir Pékin en dehors de la zone. Cette alliance n'est cependant pas parvenue à stopper l'expansion de l'influence chinoise dans le Pacifique, orchestrée depuis le sanctuaire de la « langue de bœuf ».

Pour autant, une opposition frontale n'est pas envisageable : le parapluie dissuasif est toujours d'actualité, et des armes nouvelle génération viennent renforcer ce cadre. C'est le cas des missiles hypersoniques, contre lesquels il n'existe aucune contre-mesure¹²⁶, ou des torpilles balistiques sous-marines à propulsion nucléaire qui, une fois lâchées dans les océans, sont indétectables au sonar et parfaitement autonomes pour une très longue période. Elles permettent ainsi de frapper n'importe quel point du globe ou de créer de gigantesque raz de marée sur les côtes¹²⁷.

Par ailleurs, cette guerre d'influence est également une guerre de l'information. L'emploi de la force à une échelle étendue, synonyme de transfert de risque aux populations civiles, s'accompagne de la diffusion d'informations sur les canaux de communication. Celles-ci peuvent être génératrices d'une défiance à l'égard de l'agresseur chez les indécis et chez ses alliés, et sont à même de rendre illégitime aux yeux de l'opinion publique internationale son

¹²⁵ De nombreuses nations, bien que ne bordant pas directement l'arctique, revendiquent leur statut de nations arctiques en raison de l'importance géopolitique de la zone concernant leurs intérêts. Voir CARLET, Fabien. « Les "asiatiques" en Arctique: la ruée vers le Nord ». *Anaj-Ihedn* [en ligne], avril 2016 [consulté le 22 janvier 2022]. Librement disponible sur : <https://www.jeunes-ihedn.org/2016/les-asiatiques-en-arctique-la-ruée-vers-le-nord/>.

¹²⁶ MASHIE, Abraham. « How hypersonic weapons maneuver and what to do about it, Air Force Magazine ». *Air Force Magazine* [en ligne], 19 janvier 2022 [consulté le 02/02/2022]. Librement disponible (en anglais) sur : <https://www.airforcemag.com/article/hypersonics-defense/>.

¹²⁷ Ce type d'arme se base sur le projet de torpille russe 2M39 Poséidon, Voir NEVEU, Louis. « Ce projet de torpille nucléaire est capable de générer un tsunami radioactif ! », *Futura Tech* [en ligne], 25 avril 2021 [consulté le 24 janvier 2022]. Librement disponible sur : <https://www.futura-sciences.com/tech/actualites/guerre-futur-ce-projet-torpille-nucleaire-capable-generer-tsunami-radioactif-86946/>.

emploi de la force. À noter qu'avec les avancées en matière de coûts de fabrication dans l'aérospatial et l'exploitation des minerais arctiques, cette guerre de l'information a pris une tournure bien matérielle en ce que des manœuvres militaires en surface sont souvent précédées d'attaques de satellites de renseignement ou de communication. Ajoutons à cela le fait que, depuis la fin du XX^e siècle, la plupart des combats se déroule en milieu urbain, ce qui implique à la fois la présence de populations civiles mais aussi un pouvoir égalisateur de technologie qui, au final, ne garantit pas la victoire au belligérant alignant le plus grand nombre de soldats ou bénéficiant d'une technologie plus avancée¹²⁸. En bref, un trop brusque et violent mouvement martial pouvait faire basculer les réseaux d'alliance en place et plonger le monde dans un déséquilibre de force dont personne ne voulait.

Reste alors la ruse pour troubler l'activité chinoise et un pays s'est rapidement imposé comme plaque tournante des activités clandestines communes : le Vietnam. Ce dernier, déjà arrimé à son grand voisin du nord lors des deux siècles derniers par la « fraternité » des régimes communistes et les circuits économiques, était devenu un État-client de la Chine lors de la montée progressive des eaux dans les plaines du delta du Mékong et du fleuve Rouge. En effet, le déplacement des populations Kinh des plaines vers les zones d'habitations montagneuses réactiva l'ancestrale antagonisme avec les ethnies minoritaires nomades¹²⁹ et la situation, d'abord tranquille, dégénéra en conflit armé. Confrontée à des problèmes similaires et désirant siniser sa frontière méridionale, la Chine épaula les forces vietnamiennes, mettant à disposition conseillers militaires et ressources. Hanoï, durement frappé par les crises financières successives du fait de son ancien modèle économique tourné vers les exportations, ne put décliner l'offre. Pour autant, les atavismes historiques reprirent rapidement le dessus¹³⁰ et une résistance éparse mais tenace naquit contre la présence chinoise. Disposant de moyens humains conséquents du fait de leur diaspora vietnamienne respectivement, Moscou et Washington entreprirent rapidement d'organiser la

¹²⁸ SANTONI, Pierre. « Zones urbaines et confinées : un probable champ de bataille ». *Revue Défense Nationale* [en ligne], février 2015 [consulté le 22/01/2022]. Librement disponible sur : <https://www.cairn.info/revue-defense-nationale-2015-2-page-108.htm>.

¹²⁹ A ce sujet, lire : MARRANGE, Céline. *Le communisme vietnamien*. Presse de Science Po, 2012. Nombre de pages.

¹³⁰ En 2500 ans d'histoire vietnamienne, 14 des 19 invasions ou tentatives d'invasions étrangères viennent de Chine, fabriquant de ce fait un panthéon de héros nationaux passés à la postérité pour leur résistance contre le voisin du Nord (TRAN Hung Dao, HAI Ba Trung, BA Trieu pour ne citer que les plus connus).

rébellion et de se livrer à des opérations clandestines contre les intérêts chinois. Le Front de Libération Dong Son¹³¹ était né.

Tung jeta nonchalamment le journal qu'il lisait sur le petit tabouret placé à sa droite, lassé des éternelles rengaines de la presse officielle. En comparaison avec les exemplaires, anciens et désormais interdits, qu'il avait pu trouver chez son grand-père, il lui semblait même que le style allait en s'appauvrissant. Les sujets donnaient pourtant matière à des développements qui auraient pu s'avérer intéressants, ou qui du moins intéressaient : mission scientifique chinoise pour l'étude des ours polaires en Arctique, avancées dans la mise au point de variété de plans de riz cultivable dans les eaux désormais saumâtres du delta du Mékong, résultats de la rencontre au sommet des champions chinois et américains de *Chess-Boxing*¹³². Mais rien n'y faisait, la syntaxe insipide, atone et morne parvenait à transformer l'épique en apathique. Le champion américain avait tout de même terrassé son adversaire en lui infligeant coup sur coup un échec-et-mat au 9^e tour et un K.O cinglant à la fin de la troisième reprise !

Évidemment, rien sur les spasmes qui agitaient la région depuis la fin de la saison des pluies, sur les postes de gardes pris et incendiés, sur les déplacements de population pour faire le vide devant les guérilleros, désignés officiellement sous le terme de « pirates ». Il faut dire que les autorités et leurs tuteurs chinois devaient être aux abois. Aucun combat classique. Seulement des embuscades, des coups de main, des guet-apens, un coup de fusil fusant d'une haie, une sentinelle égorgée sans cri dans sa guérite. Soldats et officiers s'agaçaient de cette lutte contre un ennemi évanescant, frappant fort et disparaissant aussitôt dans la forêt ou, encore plus horripilant, parmi la populace généralement favorable aux rebelles, sous la contrainte ou par idéologie. De source sûre, Tung savait même que plusieurs villages avaient été vidés de leurs habitants afin de n'offrir aucun refuge aux « pirates ». Les stratèges

¹³¹ La civilisation Dong Son, première occupante historique de ce qui est aujourd'hui le Vietnam, est utilisée comme fer de lance de l'historiographie vietnamienne moderne consistant à nier le fait que le pays est une création intégrale de la Chine.

¹³² Le Chess-Boxing est un sport mêlant la boxe anglaise et les échecs inventé par le dessinateur de BD Enki Bilal dans *Froid Équateur*. C'est aujourd'hui un sport officiel. Voir RICHARDOT, Robin. « Thomas Cazeneuve, le roi français du chessboxing, un sport qui mêle échecs et boxe ». *Le Monde* [en ligne], 8 décembre 2019 [consulté le 22 janvier 2022]. Librement disponible sur : https://www.lemonde.fr/m-le-mag/article/2019/12/08/thomas-cazeneuve-le-roi-francais-du-chessboxing-un-sport-qui-mele-echecs-et-boxe_6022132_4500055.html.

ennemis avaient anticipé la montée en puissance des maquis ainsi que la limite de leurs capacités en matière d'armement. Des unités pourvues des toutes nouvelles armures origamiques¹³³ avaient été déployées autour des principaux maquis afin de circonscire les zones insoumises puis de les étouffer. Si les attaques surprises pouvaient encore permettre d'espérer quelques menus succès, les affrontements, même brefs, seraient franchement en défaveur des insurgés. Puisque les munitions classiques — autres que le calibre 12 — ne pourraient bientôt plus pénétrer les dispositifs protecteurs ennemis, ceux-ci avaient entrepris diverses expériences afin d'augmenter significativement l'énergie cinétique produite par leurs balles : augmentation du poids des projectiles, amélioration et augmentation de la quantité de poudre, modification des calibres... Alors qu'il était chargé de distribuer dans les maquis les brochures publiées par le comité à ce sujet, Tung avait pu juger de la qualité certaine des détails fournis aux combattants. Il s'agissait de neutraliser les soldats ennemis en broyant os et organes vitaux et non plus en provoquant des hémorragies externes¹³⁴. Les essais et retours d'expérience avaient offert des résultats disparates tout en conduisant à une hétérogénéité singulière de l'armement des rebelles, un véritable cauchemar pour les logisticiens. Cela ne pouvait continuer ainsi, il fallait alourdir la force de frappe sous peine de voir la cause piétiner et se faire refouler, il fallait que Tung réussisse sa mission...

Il soupira longuement et laissa son regard parcourir les alentours. Ses yeux tombèrent sur une banderole à fond rouge arborant en lettres jaunes un slogan tout aussi creux que les

¹³³ L'art de l'origami est aujourd'hui étudié en balistique afin de créer un équipement à la fois léger et protecteur pour divers équipements pouvant servir aux missions militaires ou de maintien de l'ordre. Voir WANG, Zongqian, et al. « Multi-objective optimization design of a multi-layer honeycomb sandwich structure under blast loading ». *Proceedings of the Institution of Mechanical Engineers, Part D: Journal of Automobile Engineering* [en ligne], 4 novembre 2016 [consulté le 22/01/2022]. Librement disponible (en anglais) sur : <https://journals.sagepub.com/doi/full/10.1177/0954407016672606?af=R&ai=1gvoi&mi=3ricys>. Un bouclier ballistique a notamment été mis au point en 2017 aux États-Unis. Voir SCHWAB, Katharine. « The Secret Behind This New Bulletproof Shield? Origami ». *Fast Company* [en ligne], 27 février 2017 [consulté le 22 janvier 2022]. Librement disponible (en anglais) sur : <https://www.fastcompany.com/3068493/the-secret-behind-a-new-bulletproof-shield-origami>. Dans le monde de cette nouvelle, les recherches ont abouti à des armures légères pouvant arrêter tout type de calibre d'infanterie.

¹³⁴ Dans ce futur, le perfectionnement des protections balistiques et des problématiques tenant à la gestion des pertes auprès de l'opinion publique conduisent à une modification de la létalité du feu. Alors qu'aujourd'hui la pénétration produit les pertes, dans notre histoire, l'énergie cinétique déagée par les balles est ce qui blesse et tue.

nouvelles officielles : « Paix et prospérité sous la bannière des camarades Hô et Mao ». Tung ne put réprimer un sourire lorsqu'il pensa à son grand père qui lui avait glissé un jour que « l'Oncle Hô », ayant besoin du retour des Français pour chasser les seigneurs de guerre chinois qui occupaient le nord du pays après la reddition japonaise, avait confié qu'il préférerait « manger la crotte des Français pendant dix ans que flairer celle des Chinois pour les mille prochaines années »¹³⁵. Il se ressaisit néanmoins aussitôt, ce n'était vraiment pas le moment de se faire débusquer par un informateur ou une caméra qui auraient pu interpréter ce sourire comme une moquerie à l'égard de la banderole. Un crédit social amoindri pourrait lui faire perdre son passeport interne, voire le faire surveiller de manière particulièrement serrée.

« Je ne gagne décidément pas à être oisif », songea-t-il en reprenant le journal et en tentant de s'intéresser à un article expliquant que l'*Ao Dai*¹³⁶ était de conception chinoise. Nouvel effort pour se contenir de la part de Tung. Son contact finit par arriver, en retard... C'était un homme entre deux âges, grand et maigre, avec des yeux étincelant d'intelligence qui, couplés avec un rictus dont il ne se départait jamais, faisait émaner de lui une aura inquiétante et sinistre. « Désolé, vous savez ce que sont les affaires », s'excusa ce dernier. Non, il ne savait pas et ne voulait pas savoir. Son interlocuteur n'était autre que le plus gros maquereau de la région. Tung trouvait étrange que ses chefs fassent confiance à ce type d'individu, qui n'avait rien à gagner à l'heure de leur victoire finale. « Sa loyauté n'est plus à prouver », lui avait-on rétorqué, « en plus de sa situation ethnique, c'est un rescapé du coup de force chinois sur Lao Cai¹³⁷. Son activité, ses réseaux et sa proximité avec les notables du coin nous ont permis

¹³⁵ LACOUTURE, Jean. *Ho Chi Minh*. Seuil, 1967. Nombre de pages.

¹³⁶ Robe traditionnelle vietnamienne régulièrement sujet de tension entre Hanoï et Pékin, les autorités culturelles vietnamiennes accusant leurs homologues chinoises de vouloir saper leur « *soft power* » en suggérant que plusieurs éléments culturels typiquement vietnamiens sont de parentés chinoises. Lire par exemple : LE, Jasmin. « Miss Earth 2020 : Chinese candidate wears outfit resembling Vietnamese "ao dai" in talent competition ». *Vietnam Times* [en ligne], 16 octobre 2020 [consulté le 22 janvier 2022]. Librement disponible (en anglais) sur : <https://vietnamtimes.org.vn/miss-earth-2020-chinese-candidate-wears-outfit-resembling-vietnamese-ao-dai-in-talent-competition-25187.html>.

¹³⁷ Localité aux confins septentrionaux du Vietnam. Dans notre histoire, l'ingérence directe de la Chine dans les affaires de son voisin du Sud commence avec cet événement d'avril 2102, Pékin prétextant devoir intervenir en raison des dangers que font peser les troubles interethniques dans la ville sur sa frontière.

de recueillir des informations précieuses et de nous ravitailler facilement ». Soit, mais Tung n'avait aucune envie de connaître son emploi du temps.

Son voisin commanda une bière et alluma une cigarette. Ils babillèrent suffisamment longtemps pour donner le change auprès du dispositif de surveillance de l'établissement. Tung se surprit même à échanger avec passion à propos des résultats de *Chess-Boxing*. Les verres vides, il régla la note et suivit le maquereau jusqu'à l'un des nombreux bordels qu'il possédait dans la ville. Ils le traversèrent rapidement en zigzagant entre « les filles » et leurs clients, non sans échange de regards patibulaires, pour gagner une maison sise sur une butte surplombant le domaine. La décoration européenne d'époque « classique » de la maison frappa Tung à mesure qu'il se figurait la largesse dont devait bénéficier son hôte dans l'application de la politique de sinisation du pays. Celui-ci dût d'ailleurs s'en rendre compte car il lança, narquois : « Tous les objets jugés comme "altérant l'harmonie sereine du Suprême Grand Orient" ne finissent pas tous dans les incinérateurs du Ministère des Arts comme tu peux le constater. Je connais même un Colonel des services spéciaux qui a remonté pierre par pierre une maison normande saisie à Da La »¹³⁸. Son interlocuteur posa son index sur sa bouche en signe de silence, activa une bande sonore contenant une discussion cordiale entre deux amis et sortit son téléphone de sa poche, le posa sur la table basse du salon puis invita d'un geste Tung à l'imiter. Le maquereau activa un mécanisme qui fit basculer un pan de la bibliothèque et apparaître un escalier. À la surprise succéda l'amusement dans l'esprit de Tung : ce dispositif était d'un cliché...

Après trente minutes à évoluer dans un dédale de couloirs et d'escaliers, ils arrivèrent dans une pièce souterraine aménagée en une sorte de stand de tir. « Nous y sommes », songea Tung, « enfin ». Le maquereau s'approcha d'un raque contenant une foule d'armes de tout calibre. Il sortit d'une malle militaire un engin consistant en un gant sur lequel était sanglé un parallépipède rectangle terminé par un empilement de petites paraboles concentriques. « Souffleur sonique »¹³⁹, commenta simplement le maître de maison. Il enfila ensuite le gant,

¹³⁸ Ville fondée par les Français durant la présence coloniale. Située sur les hauts plateaux du Centre, celle-ci servait de stations balnéaires pour les coloniaux désireux de fuir la dureté du climat tropical vietnamien durant la saison des pluies. On peut ainsi y retrouver des maisons typiques de certaines régions françaises.

¹³⁹ Les armes soniques, tout comme les dispositifs permettant de s'en prémunir, existent déjà aujourd'hui. Elles consistent en la concentration et l'émission de son à basse fréquence afin de faire vibrer les tissus organiques et

s'installa derrière la ligne de tir, régla l'appareil puis mit l'arme en joue. Il s'éclaircit la gorge puis d'un éclat de voix rauque activa l'arme. La voix avait brièvement résonné puis une déflagration se fit entendre. Le temps d'une demi-seconde, Tung vit une sorte de tube invisible déformer son champ de vision, comme si une force dilatait soudain l'espace de façon symétrique selon un axe horizontal. Une brusque collision fit vibrer la plaque d'acier du stand de tir et une énième marque de balle de tennis fit son apparition. Le tireur finit par ôter le gant pour le lui tendre. « L'énergie produite par ta voix sera démultipliée par le souffleur, mais il faut trouver une fréquence spécifique pour l'activer », expliqua-t-il. Tung acquiesça, ajusta l'arme sur son avant-bras puis entreprit d'activer l'arme. Après plusieurs tentatives infructueuses, une décharge d'énergie alla finalement heurter le mur du fond du stand. Son hôte le laissa tirer plusieurs fois, avant de fixer les détails de la livraison des armes : Tung trouverait une caisse enterrée aux coordonnées que le maquereau allait lui faire apprendre par cœur, un endroit reculé en pays Hmong, à quelques trente kilomètres de là. Pour alimenter la confusion ennemie, la vingtaine d'armes livrées était d'origines différentes, y compris chinoise. Des plans étaient également fournis pour mettre sur pied des ateliers de fabrication clandestins et généraliser la dotation dans les rangs Dong Son, ce qui n'irait pas sans difficulté d'approvisionnement en ressources... Mais cela raviverait la flamme de l'espoir. Les derniers détails réglés, ils revinrent sur leurs pas, Tung rempocha son téléphone, puis arrivé sur le pas de la porte et feignant la convivialité, il quitta son hôte, qui avait abandonné son rictus.

Cela faisait plusieurs heures que Tung marchait dans l'épaisseur de la jungle tropicale. Il avait sorti sa carte et sa boussole mais s'était tout de même perdu. Il était parti juste après avoir quitté son contact et pris toutes les mesures nécessaires pour ne pas être localisé par les

de créer des lésions internes. Dans le monde qui nous intéresse, une étape supplémentaire a été franchie puisque les décibels sont convertis en énergie cinétique après que plusieurs parades très efficaces ont été trouvées sur le plan militaire. Le « souffleur sonique » présente l'intérêt d'être léger, maniable et de ne pas nécessiter de soutien logistique, ses munitions étant infinies tant que l'arme est alimentée en énergie. Voir : ENGLISH, Lawrence. « What's an LRAD? Explaining the 'sonic weapons' police use for crowd control and communication ». *The Conversation* [en ligne], 20 février 2022 [consulté le 24 février 2022]. Librement disponible (en anglais) sur : <https://theconversation.com/whats-an-lrad-explaining-the-sonic-weapons-police-use-for-crowd-control-and-communication-177442>.

satellites espions ou les divers détecteurs dont la zone fourmillait. Où pouvait donc se trouver cette fichue caisse ? Après quelques pas, il distingua l'arbre que lui avait indiqué le maquereau. Tendus, ils s'approchèrent lentement en balayant la zone du regard et stoppèrent net quand ils s'aperçurent que deux chaînes cinglaient un arbre mitoyen à celui qu'il avait repéré. Cela ne ressemblait en rien aux précautions ayant cours dans la rébellion... Quelque chose clochait. Tung pressa le pas et découvrit le corps de son contact affreusement mutilé, un écriteau maculé de lettres écrites avec son sang autour du cou : « Boum ». L'ennemi avait trouvé une faille de renseignement. Il était perdu. Il fallait s'y attendre... L'accès à ce nouveau type d'arme, pour le moment l'apanage des Grandes Puissances, ne passerait pas inaperçu. Tung avait failli à sa mission et la rébellion allait en pâtir, mais les chefs trouveront la faille et recommenceront l'opération, conduisant le pays vers l'indépendance...

Les mers du Sud : militarisation des espaces maritimes océaniques

Anaïs-Maria TOUATI

Responsable du pôle d'intérêt régional consacré à l'Asie du Nord-Est au sein du Comité Asie-Océanie

Le terme « mers du Sud » englobe la mer de Corail, la mer de Tasman, la mer des Salomon et la mer de Bismarck. Les pays les entourant sont l'Australie, la Nouvelle-Zélande, les îles Salomon, les Tuvalu, les Fidji, les Tonga, les Samoa et la Papouasie-Nouvelle-Guinée ; ainsi que trois territoires français : la Polynésie française, la Nouvelle-Calédonie et Wallis-et-Futuna. La principale puissance de la région, l'Australie, a fait de la protection de son environnement proche sa priorité depuis les années 1990. La surveillance des mers de la région dépend principalement de cette dernière : la marine militaire et la police australienne forment à titre gracieux les forces armées des pays de la région. La France est par ailleurs la seule puissance européenne à avoir une zone de souveraineté nationale dans ces mers.

Longtemps délaissés par Paris, les Pays et Territoires d'Outre-mer (PTOM) sont de nouveau sur le devant de la scène depuis la visite du Président Emmanuel MACRON en 2018 à Sydney. Avec une politique de « puissance d'équilibre », la France souhaite la stabilité de la région et la protection de ses ZEE¹⁴⁰. L'armée française a des bases permanentes en Océanie à travers les Forces armées en Polynésie française (FAPf) et les Forces armées en Nouvelle-Calédonie (FANC). Mais cette présence permanente n'est pas sans problème. À la suite des réductions budgétaires de l'armée, les missions permanentes assurent une présence continue mais leurs effectifs effectuent des roulements de courte durée. Cela entraîne une moins bonne connaissance des futurs théâtres d'opérations et des populations locales. La France a signé un partenariat de coopération militaire avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande en 1992, nommé FRANZ, afin d'assurer la libre circulation des mers et la stabilité de la région. Les mers du Sud sont plus faciles à exploiter que d'autres espaces maritimes car la présence militaire

¹⁴⁰ *La stratégie de la France dans l'Indopacifique*. Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, juillet 2021. 67p.

y est moindre et peu de pays environnants sont équipés pour effectuer une surveillance efficace de leur ZEE. Il n'y a donc aucun danger immédiat pour quiconque tenterait d'y piller des ressources maritimes¹⁴¹. Les conflits grandissants de la région, comme démontrés par les exercices *QUAD*¹⁴² et les conflits australo-chinois¹⁴³, prouvent que la stabilité et l'isolement de l'Océanie sont en train de prendre fin. La doctrine d'Indopacifique¹⁴⁴ entraîne une militarisation importante des pays d'Asie du Sud et d'Asie de l'Est, proches des mers du Sud. Cette militarisation est un danger pour les petits États insulaires du Pacifique dont la majorité possède les plus petites armées du monde. Sur seize États souverains, seuls cinq ont leur propre armée pour protéger plus de 155 millions de km² de la surface maritime mondiale.

La Chine s'intéresse aux mers du Sud par le biais de l'initiative des nouvelles routes de la soie¹⁴⁵. De grands investissements chinois sont réalisés dans les États et territoires insulaires côtoyant les mers du Sud, notamment en Polynésie française, avec l'annonce de la construction d'élevage de poissons dans les eaux françaises¹⁴⁶ ; ou encore la construction de ports et l'apport de prêts financiers en Papouasie-Nouvelle-Guinée¹⁴⁷. Tous ces projets montrent l'intérêt du gouvernement chinois.

¹⁴¹ BENSON, Jay. « Maritime Security in the Asia-Pacific: Measuring Challenges and Progress ». *The Diplomat* [en ligne], 13 février 2020 [consulté le 01/06/2022]. Librement disponible (en anglais) sur : <https://thediplomat.com/2020/02/maritime-security-in-the-asia-pacific-measuring-challenges-and-progress/>.

¹⁴² KOBARA, Junnosuke. « 'Quad' nations flaunt stronger ties with first drill in 13 years ». *Nikkei Asia* [en ligne], 7 novembre 2020 [consulté le 01/06/2022]. Librement disponible (en anglais) sur : <https://asia.nikkei.com/Politics/International-relations/Indo-Pacific/Quad-nations-flaunt-stronger-ties-with-first-drill-in-13-years>.

¹⁴³ Agence France Presse, « «Intimidation» en mer: la Chine rejette les accusations de l'Australie ». *Le Soleil* [en ligne], 21 février 2022 [consulté le 01/06/2022]. Librement disponible sur : <https://www.lesoleil.com/2022/02/21/intimidation-en-mer-la-chine-rejette-les-accusations-de-laustralie-946de1f3e6b6c62bfaf62d10431cf264>.

¹⁴⁴ DE VILLEPIN, Dominique. « L'Indo-Pacifique à la croisée des puissances ». *Revue Défense Nationale*, vol. 812, n° 7, 2018, pp 13-20.

¹⁴⁵ SZADZIEWSKI, Henryk. « A Search for Coherence : The Belt and Road Initiative in the Pacific Islands ». *Research Gate* [en ligne], mars 2021 [consulté le 01/06/2022]. Librement disponible (en anglais) sur : https://www.researchgate.net/publication/349781900_A_Search_for_Coherence_The_Belt_and_Road_Initiative_in_the_Pacific_Islands.

¹⁴⁶ « La Chine investit dans le Pacifique : une bonne nouvelle pour les territoires ultramarins français ? ». *Asie Pacifique* [en ligne], le 23 octobre 2017 [consulté le 01/06/2022]. Librement disponible sur : <https://asiapacifique.fr/chine-tianrui-investissement-aquaculture-tahiti/>.

¹⁴⁷ LLEWELLYN, David. « China proposes huge PNG port to stand over Australia », *MacroBusiness* [en ligne], 5 février 2021 [consulté le 01/06/2022]. Librement disponible (en anglais) sur : <https://www.macrobusiness.com.au/2021/02/china-proposes-huge-png-port-to-stand-over-australia/>.

Le contrôle des mers du Sud fournirait à la Chine des zones de pêche ainsi que des zones d'exploitation en ressources hydrocarbures et maritimes multiples, zones qui représentent l'un des enjeux de demain. Sa présence dans les mers du Sud lui permettrait de contrebalancer les présences militaires françaises et américaines en Océanie, si elle venait à s'imposer comme un partenaire privilégié pour des petits États insulaires¹⁴⁸. L'accès aux mers du Sud permettrait également à la Chine d'avoir une solution de repli en cas de blocus américain sur le détroit de Malacca, route maritime très largement empruntée par les pétroliers chinois. Sans oublier que les mers du Sud ouvrent le passage vers l'Antarctique.

Les ressources y sont également de plus en plus convoitées¹⁴⁹. Le continent est protégé par une convention internationale jusqu'en 2050. La Chine ne cesse d'y multiplier l'installation de bases scientifiques¹⁵⁰, tout comme les États-Unis. La France y est implantée scientifiquement depuis un certain temps. Elle est le seul de ces trois pays à revendiquer un territoire en Antarctique : la Terre Adélie.

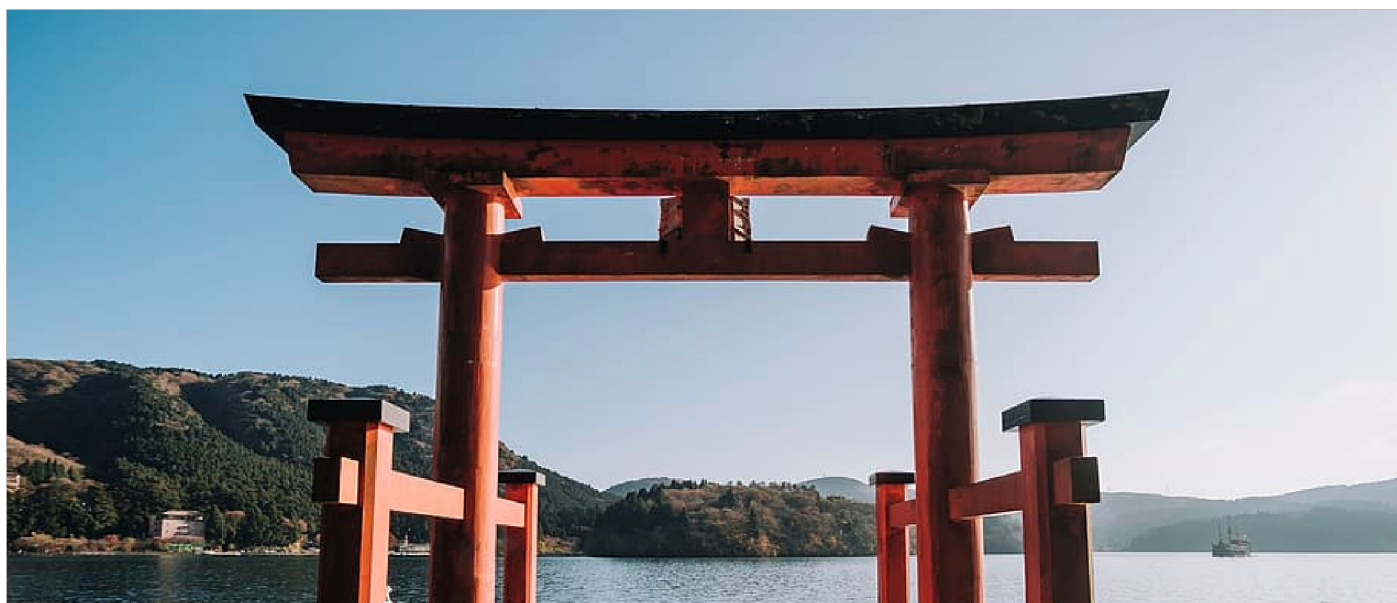
Avec une présence affirmée dans l'Océanie et dans les mers du Sud, la France se positionne comme puissance d'équilibre en tissant des liens avec les nouvelles puissances de la région, telle que l'Indonésie et tout en se rapprochant de la Chine et ses eaux territoriales si un conflit venait à éclater. Une politique d'encerclement serait envisageable et un blocus maritime pourrait être mis en place, la Chine dépendant énormément des importations¹⁵¹.

¹⁴⁸ ERICKSON, Jack. « China's expanding influence in the Pacific ». *Asia Times* [en ligne], 21 janvier 2022 [consulté le 01/06/2022]. Librement disponible (en anglais) sur : <https://asiatimes.com/2022/01/chinas-expanding-influence-in-the-pacific/>.

¹⁴⁹ CARPIO, Marie-Amélie. « L'Antarctique, objet de toutes les convoitises ». *National Geographic* [en ligne], 26 novembre 2021 [consulté le 01/06/2022]. Librement disponible sur : <https://www.nationalgeographic.fr/environnement/antarctique-objet-de-toutes-les-convoitises>.

¹⁵⁰ ERNOULT, Marine. « La Chine s'impose en Antarctique ». *Libération* [en ligne], 15 février 2018 [consulté le 01/06/2022]. Librement disponible sur : <https://www.liberation.fr/planete/2018/02/15/la-chine-s-impose-en-antarctique-1629486/>.

¹⁵¹ DEQINGQUZHEN, Irène. « La dépendance énergétique de la Chine ». *BSI Economics* [en ligne]. Librement disponible sur : <http://www.bsi-economics.org/images/dependchinenergie.pdf>.



Les contributeurs

Alexandre LAURENT

Alexandre LAURENT est diplômé d'un master en Histoire militaire contemporaine. Il a notamment soutenu dans le cadre de son master 2 un travail de recherche sur le Corps expéditionnaire français lors de la Guerre d'Indochine.

Rémy BARAIZE

Rémy BARAIZE est diplômé d'un master en droit de la coopération et des affaires internationales, et a vécu et travaillé pendant plusieurs années au Vietnam.

Anaïs-Maria TOUATI

Diplômée d'un master de géopolitique à l'Institut Français de Géopolitique, Anaïs-Maria TOUATI est également responsable du pôle d'intérêt régional du Comité Asie-Océanie consacré à l'Asie du Nord-Est.

Quatrième thème

ARSENALISER L'AÉROSPATIAL



Préface

Plus vaste et plus riche des continents en PIB, l'Asie concentre aussi près des deux tiers de la population mondiale. Mais cette région du monde, dont l'importance apparaît ainsi clairement, est traversée par de nombreuses tensions géopolitiques. En mer de Chine, dans le détroit de Taïwan, à la frontière sino-indienne dans l'Himalaya, au Cachemire indo-pakistanaïse ou dans la péninsule coréenne se cristallisent notamment des antagonismes stratégiques qui connaissent périodiquement des épisodes de violence pour l'instant contenus.

Sur le plan militaire, l'Asie est dominée par le géant chinois qui dispose d'une armée nombreuse et de plus en plus tournée vers la haute technologie. Cette dynamique ne semble pas devoir cesser, comme l'indique la récente annonce par Pékin d'augmenter son budget de la défense de 7 % cette année, en dépit d'une perspective de croissance ralentie par rapport à ses prévisions. Le deuxième budget militaire au monde est celui de la Chine et le troisième - trois fois plus faible environ - est celui de l'Inde, ce qui souligne bien la place éminente accordée aux affaires militaires dans ces deux grands pays asiatiques.

Mais l'Asie est aussi remarquable par son activité spatiale. La Chine, l'Inde et le Japon sont de grandes puissances spatiales, qui maîtrisent l'ensemble des techniques leur permettant dans ce domaine une autonomie stratégique, tandis que la Corée du Sud s'achemine vers ce



Par

Philippe BAPTISTE

Président du Centre national des études spatiales (CNES)

statut. La montée en puissance chinoise dans le domaine spatial impressionne tout particulièrement. En cinq ans, la Chine a ainsi plus que triplé le nombre annuel de ses lancements et a doublé sur les trois dernières années le nombre de ses satellites en orbite. Elle dispose aussi, depuis l'année dernière, de sa propre station orbitale habitée en orbite basse autour de la Terre et opère un Rover sur Mars.

Ce dynamisme spatial chinois a aussi sa part d'ombre, qui suscite des interrogations quand ce ne sont pas des inquiétudes. On se souvient de la destruction par Pékin d'un de ses satellites en 2007, au moyen d'un missile intercepteur ; une démonstration de force qui a durablement pollué les orbites basses avec des milliers de débris. Plus récemment, on a pu observer des activités spatiales chinoises militaires ou duales qui confirment que l'espace est devenu un milieu opérationnel militaire à part entière. Ainsi en 2021, Pékin a, selon toute vraisemblance, testé un planeur orbital hypersonique et réussi le premier vol d'un avion spatial, dont les missions peuvent évidemment être militaires. En janvier dernier, on a observé en orbite géostationnaire un satellite chinois en agripper un autre avant de le déplacer sur une orbite plus haute. Si cette opération peut apparaître vertueuse, car permettant d'écarter le risque de fragmentation d'un satellite en panne, elle a aussi révélé la maîtrise par la Chine d'opérations spatiales au potentiel bien plus agressif. Car ce sont les mêmes technologies, procédures opérationnelles et équipements qui permettent de réparer ou ravitailler un satellite, comme de le désorbiter de manière offensive ou d'en détériorer certaines parties. On ne saurait bien entendu ignorer, dans ce panorama, la succession impressionnante de tests de missiles balistiques conduits par la Corée du Nord depuis le début de l'année, ainsi que le tir antisatellite indien de 2019.

Voici ainsi livrés quelques éléments de réflexion qui incitent à s'intéresser au rôle qu'est appelée à jouer l'Asie dans le domaine aérospatial militaire.



Comparatif spatial : Inde/Japon

Théodora NOGARET

Membre du Comité Asie-Océanie

La géopolitique de l'Espace désigne l'affirmation des jeux de puissances entre les États au travers d'un nouveau territoire (au-delà des espaces maritime, terrestre, aérien mais aussi cyber). Les nouveaux acteurs asiatiques du spatial, arrivés dans la course dans les années 1970, ont réussi à se hisser à la hauteur des piliers historiques de la conquête spatiale que sont les États-Unis, la Russie et l'Europe. Deux pays aux positions géopolitiques différentes se distinguent en particulier : d'un côté le Japon, ancien pays de la Triade et pionnier de l'intérêt accordé au secteur spatial en Asie, et de l'autre l'Inde, pays émergent s'étant plus récemment impliqué dans ce domaine¹⁵². Les objectifs et les moyens comparativement utilisés à l'heure actuelle par ces acteurs permettent ainsi d'en déduire une ligne stratégique sur le long terme.

¹⁵² VERSCHUUREN, Pim. « Géopolitique spatiale : vers une course à l'espace multipolaire ? ». *Revue internationale et stratégique* [en ligne], 2011 [consulté le 06/03/2022], vol. 4, n° 84, p. 40-49. Librement disponible sur : <https://www.cairn.info/revue-internationale-et-strategique-2011-4-page-40.htm>.

Comparaison des causes nationales engendrant le développement des puissances spatiales japonaises et indiennes

	Japon ¹⁵³	Inde ¹⁵⁴
Agence spatiale nationale	Japan Aerospace Exploration Agency (JAXA)	Indian Space Research Organisation (ISRO)
Objectifs de développement du secteur spatial	Développement scientifique, haute performance technologique, observation de la Terre	Technologie spatiale au service du développement du pays
Militarisation du domaine spatial	Conflits régionaux ayant entraîné des désirs de protection des territoires (conflit indo-pakistanaï et militarisation défensive japonaise)	
Développement de l'industrie spatiale	Partenariats public-privé renforcés depuis les années 2010, collaboration avec des universités nippones	Industrie spatiale indienne naissance car l'ISRO commence seulement à déléguer certaines tâches pour pouvoir diversifier ses objectifs et gagner en productivité
Capacités de lancement	2 bases de lancements : Tanegashima Space Center et Uchinoura Space Center + 2 systèmes de lanceurs : Epsilon 4 et H-II	2 bases de lancement : Satish-Dhawan et Vikram Sarabhai + 2 systèmes de lanceurs opérationnels : le Polar Satellite Launch Vehicle (PSLV) et le Geosynchronous Satellite Launch Vehicle (GSLV)

¹⁵³FATTON, Lionel. « Le programme spatial du Japon. S'éloigner des objectifs non-offensifs ? ». *IFRI* [en ligne], n° 115, juillet 2020 [consulté le 06/03/2022]. Librement disponible sur : <https://www.ifri.org/fr/publications/notes-de-lifri/asie-visions/programme-spatial-japon-seloigner-objectifs-non-offensifs>.

¹⁵⁴NAGAPPA, Rajaram. « Space Policy and Law of India ». *Secure World Foundation* [en ligne], 2011 [consulté le 28/02/2022]. Librement disponible (en anglais) sur : <https://swfound.org/media/41406/6.%20pres%20swf-cas%20space%20laws%20and%20policies%20workshop%20-%20rajaram%20nagappa%20-%20space%20policy%20and%20law%20of%20india.pdf>.

Rayonnement de ces puissances spatiales et conséquences géopolitiques

	Japon ¹⁵⁵	Inde ¹⁵⁶
Stratégies d'alliances/de coopération	CNES ¹⁵⁷ + ESA ¹⁵⁸ : partenariats scientifiques et commerciaux, diversification des lieux de lancement	Nombreuses coopérations afin de gagner en compétences, lancements assurés par des pays partenaires (France ou Kazakhstan entre autres)
Objectifs d'exploration spatiale	Exploration du système solaire, Hayabusa 2 (exploration d'astéroïdes), Mars, Lune (mission LUPEX ¹⁵⁹ avec l'Inde), observatoires divers (solaire, rayons X, UV, infrarouges), radio-télescopes	Mars, Lune (mission LUPEX avec le Japon), AstroSat (observatoire d'ondes rayons X, optique et UV ¹⁶⁰)
Technologie spatiale à destination du grand public	QZSS : système de positionnement par satellite régional (complément du système GPS ¹⁶¹), surveillance des phénomènes météorologiques et de l'écosystème terrestre	Observation de la Terre dans le but de récolter des données pour une meilleure allocation des ressources (agriculture, gestion de l'eau)
Stratégie de défense spatiale	Objectifs uniquement pacifistes : renseignement et surveillance	Perfectionnement du matériel civil au service de la Défense, volet militaire depuis les années 1990 et démonstration de capacités anti-satellites via missile en mars 2019

¹⁵⁵ FATTON, Lionel. *Op. cit.*

¹⁵⁶ GUILLARD, Olivier. « L'Inde à la conquête de l'espace ». *IRIS* [en ligne], 10 avril 2019 [consulté le 06/03/2022]. Librement disponible sur : <https://www.iris-france.org/135620-linde-a-la-conquete-de-lespace/>.

¹⁵⁷ Centre National d'Études Spatiales, désignant l'agence spatiale française.

¹⁵⁸ *European Space Agency* (Agence Spatiale Européenne).

¹⁵⁹ LUPEX (*Lunar Polar Exploration*) : étude de gisements d'eau lunaire. Les deux pays planifient, entre autres, de déposer un astromobile dans les régions polaires de la Lune. Voir « Progress Of Lunar Polar Exploration Mission ». *71st International Astronautical Congress 2020* [en ligne], octobre 2020 [consulté le 28/01/2022]. Librement disponible (en anglais) sur : <https://iafastro.directory/iac/paper/id/55917/abstract-pdf/IAC-20,A3,2B,9,x55917.brief.pdf>.

¹⁶⁰ « Missions ». *Indian Space Research Organisation* [en ligne], [consulté le 28/01/2022]. Librement disponible (en anglais) sur : <https://www.isro.gov.in/missions>.

¹⁶¹ « What is the Quasi-Zenith Satellite System (QZSS)? ». *Secrétariat national de la politique spatiale du Japon*, 2021 [consulté le 28/01/2022]. Librement disponible (en anglais) sur : https://qzss.go.jp/en/overview/services/sv02_why.html.

<p>Visée géopolitique du statut de puissance spatiale</p>	<p>Assurer sa sécurité via le maintien de l'intégrité de son territoire + maintenir son statut de puissance géopolitique (militarisation de l'espace mais aussi conquête spatiale)</p>	<p>Gagner en crédibilité sur le plan international grâce à l'accès au statut de puissance spatiale + développement technologique du pays dans tous les domaines via la technologie acquise</p>
--	--	--

Conclusion

Même si ces deux acteurs ont des trajectoires qui peuvent sembler éloignées l'une de l'autre, l'objectif final reste de ne pas se laisser distancer dans la course au progrès technique, centrée sur des problématiques récurrentes : le maintien d'une indépendance stratégique, l'acquisition de nouvelles sources d'énergie, ou encore la compétition autour de la conquête de nouveaux territoires.

La Chine et l'arsenalisation de l'espace

Constantin LAGRAULET

Membre du Comité Aéronautique & Espace

Introduction

Dans *La guerre hors-limite*¹⁶², deux généraux de l'armée de l'Air chinoise analysent la guerre du Golfe de 1991 — « la dernière des guerres classiques et la première des guerres nouvelles »¹⁶³ —, et identifient les lacunes technologiques de l'Armée populaire de libération (APL). Parmi elles, se trouvent les technologies spatiales ayant alors pour la première fois joué un rôle crucial dans le déroulement des opérations militaires, que certains qualifient dès lors de « spatio-dépendantes »¹⁶⁴. Aujourd'hui, près de 40 % des engins spatiaux en orbite sont des satellites militaires en activité¹⁶⁵. Les technologies spatiales sont désormais indispensables au niveau tactique (numérisation du champ de bataille, cartographie, connectivité et combat cloud, ciblage...) comme au niveau opératif (*multi-domain command and control*, communications, surveillance et reconnaissance...).

Éléments de chronologie

Née sous les auspices guerriers de la guerre froide, l'odyssée spatiale concerne aussi la jeune République populaire de Chine (RPC), qui fait cavalier seul depuis la rupture avec l'URSS et le rejet progressif des États-Unis¹⁶⁶. Au-delà de cette autonomie, le programme spatial chinois a la particularité d'être sous l'égide de l'Armée populaire de libération depuis la Révolution culturelle. Ce secteur stratégique, soigneusement gardé hors de toute dynamique de

¹⁶² QIAO, Liang, & WANG, Xiangsui. *La guerre hors-limite* ("超限战"). Trad. Payot & Rivages, 2003.

¹⁶³ PESME. « Qiao Liang et Wang Xiangsui. *La guerre hors limites* ». *Politique étrangère*, 2003, n°3-4, p. 869-870.

¹⁶⁴ FERRARA, Jean-Jacques. *Avis N° 4601 (Tome VI) sur le projet de loi de finances pour 2022 (n°4482)*. Assemblée nationale, 2020.

¹⁶⁵ MOON, Madeleine. *Domaine spatial et défense alliée*. Assemblée parlementaire de l'OTAN, 2017.

¹⁶⁶ En 2011, la législation des États-Unis se durcit en faveur d'une interdiction pour la NASA de coopérer avec la Chine ou des compagnies chinoises ; voir Office of Legal Counsel, « Memorandum Opinion for the General Counsel, Office of Science and Technology Policy ». *Office of Legal Counsel Volume 35* [en ligne], 19 septembre 2011 [consulté le 13/03/2022]. Librement disponible sur : <https://www.justice.gov/file/18346/download>.

libéralisation, reste opaque, notamment en matière de technologies militaires¹⁶⁷. Ces spécificités n'ont pas freiné la conquête spatiale chinoise, au contraire ; la Chine est aujourd'hui une puissance spatiale prééminente. Le rattrapage effectué est conséquent : la stratégie en trois étapes (三步走"的发展战略)¹⁶⁸ de son programme spatial habité est en passe d'être achevée, et elle peut compter sur une industrie dynamique accompagnant le développement national, notamment au niveau de la couverture internet et des systèmes de navigation (*Beidou*). Le domaine spatial est par ailleurs un élément majeur de cohésion nationale, le pays se voulant « grande puissance technologique » (科技强国) et unifié par le « rêve chinois » (中国梦).

De la trajectoire au territoire

De « milieu-soutien » dans les opérations militaires à théâtre d'opérations à part entière, l'espace a acquis une logique propre. Plusieurs phénomènes sont à l'œuvre : enchevêtrement progressif des enjeux économique et stratégique, démocratisation des activités spatiales, prolifération des acteurs et objets spatiaux et abolition grandissante de la distinction entre capacités civiles et militaires...¹⁶⁹

Les enjeux qui y sont associés ont également évolué, en particulier autour de deux types de risques : les risques environnementaux (débris, manque de régulation...) et les risques intentionnels. Cette dernière désigne le déploiement et l'utilisation d'armes dans, depuis et vers l'espace, et est à distinguer de la militarisation de l'espace, c'est-à-dire le placement en orbite de systèmes de soutien aux activités militaires.

Anatomie de la guerre des étoiles

Trois caractéristiques propres au milieu spatial apparaissent : d'abord, tout objet placé en orbite peut *de facto* servir d'arme par destination en raison des propriétés physiques du

¹⁶⁷ JULIENNE, Marc. *China's ambitions in space. The Sky's the Limit*. IFRI, 2021. 44 p.

¹⁶⁸ Construire un astronef, des capacités d'amarrage et de sortie extravéhiculaire, et une station spatiale. Pour plus d'information, voir le site internet du Centre pour l'utilisation de l'espace de l'Académie chinoise des Sciences, librement disponible sur : <http://www.csu.cas.cn/gcdt/zrhtgc/zrhtjj/>.

¹⁶⁹ ANCELIN, Julien. [*Cours de droit spatial international, Bordeaux Defence and Space Summer School*]. 2021.

milieu ; ensuite, les technologies spatiales présentent souvent un usage dual, c'est-à-dire potentiellement civil et militaire ; enfin, il est difficile de clairement caractériser et attribuer les actions menées en orbite. Ces modalités font de l'espace un terrain de conflictualité particulièrement difficile à saisir et maîtriser, mais permettant de mener des actions de manière discrète.

On distingue plusieurs catégories d'armes spatiales ou de capacités contre-spatiales :

La capacité de rendez-vous co-orbitaux (RPO¹⁷⁰) désigne des armes placées en orbite et capables de manœuvrer pour s'approcher d'un autre engin spatial dans le but de l'endommager ou de le détruire. La Chine n'a jamais officiellement testé ce genre de méthode avec ou en tant qu'arme ; en revanche, elle a déjà conduit plusieurs tests d'approche et de rendez-vous orbitaux, en LEO, MEO et même GEO, témoignant d'un savoir-faire de pointe¹⁷¹. Entre 2010 et 2019, ces tests, visant au nettoyage de débris à l'aide de bras robotiques, étaient au nombre de cinq.

Les armes antisatellites à ascension directe (ASAT¹⁷²) sont des missiles tirés depuis la Terre dans le but d'entrer en collision avec la cible en orbite. En septembre 2021, la Russie a détruit l'un de ses propres satellites ; la Chine, les États-Unis et l'Inde ont également démontré leurs capacités ASAT par le passé.

Les armes à énergie dirigée englobent les rayonnements (laser, micro-onde,...) pouvant interférer ou détruire des systèmes orbitaux, notamment en « éblouissant » les systèmes d'observation adverses. Ces systèmes d'armes peuvent être placés en orbite ou au sol. La Chine a depuis longtemps engagé des recherches sur les systèmes lasers, réfléchissant à des applications militaires dans le cadre du projet antibalistique 640¹⁷³.

¹⁷⁰ *Rendez-vous and proximity operations.*

¹⁷¹ WEEDEN, Brian. *Current and Future Trends in Chinese Counterspace Capabilities*. IFRI, 2020. 42 p.

¹⁷² *Direct-ascent antisatellite systems.*

¹⁷³ Richard, FISHER. *China's Progress with Directed Energy Weapons* [Témoignage en audience devant la Commission pour les relations sino-américaines pour les questions économiques et de sécurité]. Washington D.C., 2017. Librement disponible (en anglais) sur : https://www.uscc.gov/sites/default/files/Fisher_Combined.pdf ; voir aussi GAO Ming-hui, ZHENG Yu-quan & WANG Zhi-hong. « Development of space-based laser weapon systems ». *Chinese Journal of Optics and Applied Optics*, janvier 2013, p. 810-817.



La guerre électronique désigne les armes utilisant des radiofréquences pour interférer ou brouiller les communications adverses, de manière montante (Terre vers satellite) ou descendante (brouillage vers une zone délimitée au sol). À ce jour, « tous les incidents publiquement connus d'interférence chinoise avec les systèmes de [navigation satellite] ont visé des fréquences GPS civiles¹⁷⁴ » tel que les systèmes GPS¹⁷⁵ et Galileo.

Cette catégorie est à distinguer des armes de type cyber, qui « utilisent des techniques de logiciels et de réseaux pour compromettre des systèmes informatiques liés à l'exploitation de satellites »¹⁷⁶. Ces méthodes sont également plus abordables, plus accessibles, et surtout plus discrètes : très peu de cyberattaques contre des systèmes satellitaires ont été reconnues publiquement, et encore moins attribuées à la Chine.

Enfin, le *Space Situational Awareness* (SSA), qui n'est pas une arme en soi, vise à caractériser les objets en orbite et leur trajectoire. La Chine a disséminé ses radars sur l'ensemble de son territoire et étendu ses antennes à l'étranger, notamment via l'APSCO (*Asia-Pacific Space Cooperation*), un mécanisme de coopération régionale dont le siège se trouve à Pékin¹⁷⁷.

Réforme institutionnelle

Ces différents capteurs sont opérés par la Force de soutien stratégique de l'Armée populaire de libération, qui joue un rôle de « parapluie informationnel » (《信息雨伞》)¹⁷⁸ pour les armées chinoises. Cette force a été pensée comme un commandement unifié, fusionnant les unités de guerre spatiale, cyber et électronique, et répondant directement à la Commission militaire centrale, avec l'ambition de pouvoir mener une guerre « hors-limites » grâce à une plus grande dextérité dans le commandement.

¹⁷⁴ WEEDEN, Brian. *Op. cit.*

¹⁷⁵ HARRIS, Mark. « Ghost ships, crop circles, and soft gold: A GPS mystery in Shanghai ». *Technology Review*, 2014. Dans WEEDEN, Brian. *Ibid.*

¹⁷⁶ RAJAGOPALAN, Rajeswari. *Electronic and Cyber Warfare in Outer Space*. UNIDIR, 2019, 18p.

¹⁷⁷ ASPSCO, <http://www.apsco.int>, consulté le 06/03/2022.

¹⁷⁸ « 习近平视察的战略支援部队是一支怎样的力量 ? » [« Quel type de force est la force de soutien stratégique inspectée par Xi Jinping ? »]. *CCTV.com* [en ligne], 30 août 2016 [consulté le 04/03/2022]. Librement disponible sur : <http://news.cctv.com/>.

Parallèlement à cette réforme institutionnelle de l'APL, la Chine publiait son Livre blanc de la défense, *China's Military Strategy*, qui décrit le domaine spatial comme une « dimension impérieuse dans la compétition stratégique internationale¹⁷⁹ » : pour la première fois, l'espace extra-atmosphérique était considéré comme un domaine militaire où le développement d'armes spatiales protégerait les intérêts chinois.

La Chine, volonté de puissance normative

Pourtant, dans chacun des documents officiels sur sa doctrine spatiale, la Chine réitère son attachement à « l'utilisation pacifique de l'espace extra-atmosphérique, [...] s'opposant à l'arsenalisation ou à toute course à l'armement dans l'espace »¹⁸⁰.

Depuis son intégration à l'ONU en 1971, la Chine promeut une approche « par le droit » au sein des instances internationales. Se posant en puissance normative, elle s'est jointe à la Russie en 2008 pour soumettre à la Conférence du désarmement, le Traité sur la Prévention du placement d'armes dans l'espace et de la menace ou de l'usage de la force contre des objets dans l'espace (PPWT¹⁸¹), refusé à deux reprises par les États-Unis notamment. Au-delà de cet échec, Russie et Chine réussissent quasiment tous les ans à faire adopter des résolutions (juridiquement non-contraignantes) par l'Assemblée générale des Nations-unies, démontrant un consensus international pour une utilisation pacifique de l'espace extra-atmosphérique.

À titre d'exemple, la Chine et la Russie ont déposé en 2014 une résolution sur le « non-déploiement d'armes dans l'espace en premier » (NFP¹⁸²). De la même manière que la logique impliquant que les armes nucléaires poussent les puissances ne la détenant pas à vouloir les interdire, les puissances non-spatiales soutiennent très largement la résolution NFP. Toutefois, un certain nombre de problèmes est pointé du doigt par les détracteurs de la

¹⁷⁹ Bureau d'Information du Conseil des affaires de l'État de la République populaire de Chine. *China's Military Strategy* [en ligne], 27 mai 2015 [consulté le 04/03/2022]. Librement disponible (en anglais) sur : http://english.www.gov.cn/archive/white_paper/2015/05/27/content_281475115610833.htm.

¹⁸⁰ *China's Space Activities in 2011*. Bureau d'information et du conseil d'état de la République populaire de Chine, 29 décembre 2011.

¹⁸¹ *Treaty on the Prevention of the Placement of Weapons in Outer Space, the Threat or Use of Force against Outer Space Objects*.

¹⁸² *No First Placement (NFP) of weapons in outer space*.



proposition sino-russe : l'absence de définition des armes spatiales à interdire l'exclusion des armes basées au sol qui représentent une part importante des capacités, la durée de vie limitée du traité qui pourrait être révoqué de manière subjective, ainsi que l'absence inhabituelle de mécanisme de vérification par un mandat des Nations-Unies. Le droit spatial international est donc dans l'impasse.



La course coréenne aux étoiles

Anais-Maria TOUATI

Responsable du pôle d'intérêt régional consacré à l'Asie du Nord-Est au sein du Comité Asie-Océanie

Dans le futur, la Corée du Sud est l'un des rares pays sur Terre à continuer l'exploration lunaire à la recherche d'eau. Ce prélude à la série de science-fiction *The Silent Sea*, résume les ambitions coréennes sur les explorations spatiales¹⁸³. La course à l'espace est une conquête de pouvoir à travers la communication des prouesses technologiques d'un pays face au monde. La péninsule coréenne n'échappe pas à cette course. Le renforcement du budget sud-coréen sur la thématique spatiale le prouve¹⁸⁴, tout comme les ambitions nord-coréennes déclarées par les médias nationaux¹⁸⁵. Cette course se traduit en réalité par un renouvellement de la course à l'armement. En effet, le lancement de *Submarine Launched Ballistic Missile* (SLBM) en 2021 par les deux Corées¹⁸⁶, le développement de planeur hypersonique et le lancement de fusées nécessitent des connaissances techniques égales à celles pour la création d'arme nucléaire.

La République Populaire et Démocratique de Corée (RPDC) a débuté son programme expérimental de satellite dans les années 80, le programme *Kwangmyŏngsŏng*. La mise en orbite de satellite fut une priorité du gouvernement KIM Il Sung en 1992, après le succès sud-coréen de la mise en orbite de satellite type *Arirang*. Le programme est suspendu suite à la

¹⁸³ LEE, Jeong-ho et LEE, Jihye. « South Korea Seeks to Move Up Its Spot in Global Space Race ». *Bloomberg* [en ligne], 14 juillet 2021 [consulté le 01/06/2022]. Librement disponible (en anglais) sur : <https://www.bloomberg.com/news/articles/2021-07-14/south-korea-seeks-to-move-up-its-spot-in-global-space-race>.

¹⁸⁴ PARK, Si-Soo. « South Korea's double-digit space budget boost ». *Space News* [en ligne], 21 avril 2022 [consulté le 01/06/2022]. Librement disponible (en anglais) sur : <https://spacenews.com/south-koreas-double-digit-space-budget-boost/>.

¹⁸⁵ SMITH, Josh. « Why North Korea's satellite launches are so controversial ». *Reuters* [en ligne], 7 mars 2022 [consulté le 01/06/2022]. Librement disponible (en anglais) sur : <https://www.reuters.com/world/asia-pacific/why-north-koreas-satellite-launches-are-so-controversial-2022-03-07/>.

¹⁸⁶ KIM, Victoria. « An arms race is heating up on the Korean Peninsula. Is the window for diplomacy closing ? ». *LATimes* [en ligne], 17 septembre 2021 [consulté le 01/06/2022]. Librement disponible (en anglais) sur : <https://www.latimes.com/world-nation/story/2021-09-17/north-korea-south-korea-missiles-arms-race>.



famine qui ravagea le pays. En 2013, le programme spatial revient sur le devant de la scène dans le cadre de la consolidation du pouvoir par KIM Jong Un avec la création de l'agence spatiale nord-coréenne d'exploration (국가우주개발국)¹⁸⁷. On assiste alors à la création de programmes spécifiques pour les explorations lunaires et martiennes. L'exploration lunaire devrait voir le jour en 2025 avec la récolte de pierres et la pose du drapeau nord-coréen¹⁸⁸. La mise en orbite de satellite d'observation est réussie depuis février 2022. La diffusion de photographies prises en orbite de la péninsule démontre les compétences des autorités nord-coréennes sur le plan technique et la possibilité de pouvoir utiliser les satellites comme menace permanente¹⁸⁹ de lancement de têtes nucléaires dans le futur. Si la RPDC maintient que son programme est pacifique, de nombreux pays en doutent. La Corée du Sud s'inquiète particulièrement des possibilités de *hacking* de GPS¹⁹⁰ et de destruction des relais radiotéléphoniques depuis l'espace.

En République de Corée, le centre de recherche aérospatiale coréen (한국항공우주연구원) vit le jour en 1989. La fondation de ce centre de recherche avait un but de développement de l'économie nationale. La Corée du Sud réussit rapidement le lancement et la mise en orbite de satellite d'observation et compte passer à l'exploration lunaire en août 2022¹⁹¹. Séoul dispose déjà de satellites d'observation dédiés à la récolte de données géographique et de renseignements et doit mettre en place en 2035 son propre système de GPS nommé KPS¹⁹². La prise de position sud-coréenne sur un calendrier aussi strict à l'approche de l'élection

¹⁸⁷ FISHER, Max. « North Korea has a new name for North Koreans: 'space conquerors' ». *Washington Post* [en ligne], 13 janvier 2013 [consulté le 01/06/2022]. Librement disponible (en anglais) sur : <https://www.washingtonpost.com/news/worldviews/wp/2013/01/13/north-korea-has-a-new-name-for-north-koreans-space-conquerors/>.

¹⁸⁸ POWER, John. « North Korea's Kim Jong-un Aims for the Moon ». *The Diplomat* [en ligne], 5 août 2016 [consulté le 01/06/2022]. Librement disponible (en anglais) sur : <https://thediplomat.com/2016/08/north-koreas-kim-jong-un-aims-for-the-moon/>.

¹⁸⁹ SHIN, Mitch. « US Warns North Korea's Reconnaissance Satellite Tests Are Cover for ICBM Development ». *The Diplomat* [en ligne], 11 mars 2022 [consulté le 01/06/2022]. Librement disponible (en anglais) sur : <https://thediplomat.com/2022/03/us-warns-north-koreas-reconnaissance-satellite-tests-are-cover-for-icbm-development/>.

¹⁹⁰ GPS World Staff. « South Korea to launch its own satellite positioning system ». *GNSS Asia* [en ligne], 6 février 2018 [consulté le 01/06/2022]. Librement disponible (en anglais) sur : <https://gnss.asia/new/korea-to-launch-its-own-satellite-positioning-system/>.

¹⁹¹ « Korea's first step toward lunar exploration ». *Korean Aerospace Research Institute* [en ligne], 25 juin 2021 [consulté le 01/06/2022]. Librement disponible (en anglais) sur : https://www.kari.re.kr/eng/sub03_07_01.do.

¹⁹² GPS World Staff. « South Korea to launch its own satellite positioning system ». *GNSS Asia* [en ligne], 6 février 2018 [consulté le 01/06/2022]. Librement disponible (en anglais) sur : <https://gnss.asia/new/korea-to-launch-its-own-satellite-positioning-system/>.



présidentielle à l'issue incertaine démontre une volonté globale de démonstration de pouvoir à grande échelle. L'espace permet un contrôle accru de l'information et la visualisation en temps réel de l'ennemi supposé. Le contournement des programmes civils au profit d'une action militaire depuis l'espace est la principale préoccupation des nations entourant les deux Corées, tout comme les programmes chinois et japonais inquiètent ces dernières¹⁹³. Le contrôle de l'espace autorise les Corées à décupler leur puissance de feu et d'exercer une pression constante sur l'autre¹⁹⁴. Les programmes, tels que le KPS, sont une preuve des dérives totalitaires de contrôle et de diffusion des données souhaitées qui poussent les pays à être plus ermites¹⁹⁵.

Les tensions générées par le déploiement du système de défense anti-missile balistique américain en 2016 (THAAD) a rappelé à la Corée du Sud sa position précaire entre le contrôle militaire américain et le puissant voisin chinois¹⁹⁶. Cette position de « crevette parmi les baleines »¹⁹⁷ encourage la population et le gouvernement à rechercher une indépendance militaire pour assurer sa protection et la sauvegarde de son territoire dans le futur proche. Le rayonnement sud-coréen à travers le soft power attire de plus en plus de chercheurs qui participeront à la continuation d'innovation technologique.

La Corée du Sud, dont les sources sont plus nombreuses que la RPDC, compte sur le développement des interfaces technologiques et leur adaptabilité avec l'humain pour la création de super-guerrier capable de prévoir avec précision les frappes à venir ou le mouvement des troupes ennemis. La remilitarisation du Japon pèse fortement dans la

¹⁹³ FATTON, Lionel. *Japan's Space Program Shifting Away from "Non-Offensive" Purposes ?*. IFRI, 2020. 38p.

¹⁹⁴ RYALL, Julian. « South Korea space rocket test prompts fear of arms race with North ». *DW News* [en ligne], 21 octobre 2021 [consulté le 01/06/2022]. Librement disponible (en anglais) sur : <https://www.dw.com/en/south-korea-space-rocket-test-prompts-fear-of-arms-race-with-north/a-59572929>.

¹⁹⁵ SCHWILLE, Michael et SCOTT, Fisher. « Satellite Internet Services—Fostering the Dictator's Dilemma ». *RAND* [en ligne], 12 avril 2021 [consulté le 01/06/2022]. Librement disponible (en anglais) sur : <https://www.rand.org/blog/2021/04/satellite-internet-services-fostering-the-dictators.html>.

¹⁹⁶ BONDAZ, Antoine. « La réaction chinoise au déploiement du THAAD, illustration du dilemme sud-coréen ». *Fondation pour la Recherche Stratégique* [en ligne], 10 avril 2017 [consulté le 01/06/2022]. Librement disponible sur : <https://www.frstrategie.org/publications/notes/reaction-chinoise-deploiement-thaad-illustration-dilemme-sud-coreen-2017>.

¹⁹⁷ Proverbe coréen « Quand les baleines se battent, les crevettes ont les dos brisés. » Les baleines font référence aux puissances japonaise et chinoise.

refonte du système de défense sud-coréen¹⁹⁸, de même que les hésitations nombreuses de l'allié américain sous D. TRUMP. Le déploiement de la puissance sud-coréenne dans l'espace permettra à l'île métaphorique d'avoir enfin un contrôle sur ses environs.

Si les deux Corées poursuivent avec autant d'acharnement leur programme d'exploration spatiale, c'est également pour se préparer aux scénarii catastrophes de pénurie alimentaire, le sol de la péninsule étant peu propice à l'agriculture¹⁹⁹ du fait de massifs montagneux importants. De même, la reprise de la course à l'espace repose sur le système d'idéologie politique promu par les deux Corées : d'une part, l'idéalisation sud-coréenne de son passé de tigre asiatique puissance économique et d'autre part, le pouvoir quasi-sanctifié de la dynastie KIM comme sauveuse du peuple coréen.

La libération du clivage politique et diplomatique auxquelles Séoul et Pyongyang sont soumises sur Terre est un argument pour la poursuite de la conquête de l'espace. L'accélération de cette conquête spatiale en Asie²⁰⁰ est une démonstration de force sur les domaines technologiques, militaires et la possible colonisation de territoire vierges, un reversement de situation avec celles vécues au cours du XX^e siècle.

L'ambition nipponne de renforcer ses forces d'auto-défense et de remilitarisation à travers son programme spatial, tout en effectuant une communication sur la puissance japonaise défendant les valeurs dites occidentales en Asie, a mis fin aux doutes coréens.

L'espace a toujours été le terrain propice à la concurrence et exacerbe les rivalités depuis la guerre froide. Le tournant sécuritaire avec le déploiement d'armes de plus en plus sophistiquées en ce début de XXI^e siècle, étend le conflit terrestre sur un nouvel champ de bataille dont les frontières ne sont pas délimitées. L'exploration spatiale, la volonté de faire

198 BOTTO, Kathryn. « Overcoming Obstacles to Trilateral U.S.-ROK-Japan Interoperability ». *Carnegie Endowment for International Peace* [en ligne], 18 mars 2020 [consulté le 01/06/2022]. Librement disponible (en anglais) sur : <https://carnegieendowment.org/2020/03/18/overcoming-obstacles-to-trilateral-u.s.-rok-japan-interoperability-pub-81236>.

199 HUR, Seung-Oh et al. « Research on the Impact of Soil Erosion on Agricultural Lands in Korea ». *Research Gate* [en ligne], mars 2003 [consulté le 01/06/2022]. Librement disponible (en anglais) sur : https://www.researchgate.net/publication/271646584_Research_on_the_Impact_of_Soil_Erosion_on_Agricultural_Lands_in_Korea.

200 GARRETSON, Peter. « The Future of the Asian Order Will Be Decided in Space ». *The Diplomat* [en ligne], 3 juillet 2019 [consulté le 01/06/2022]. Librement disponible (en anglais) sur : <https://thediplomat.com/2019/07/the-future-of-the-asian-order-will-be-decided-in-space/>.



des vols habités et des explorations sur les planètes de notre système solaire, relèvent de la croyance que quiconque dominera l'espace deviendra le pays le plus puissant par la suite. Les ressources que l'espace contient sont une motivation supplémentaire pour obtenir l'autonomie et la dominance d'un futur commerce non dépendant de la Terre. La militarisation de l'espace, recherchée par les deux Corées, se base sur le même but : acquérir l'autonomie de défense du territoire national en disposant d'une capacité militaire complète.

Les « super-armes » de Vladimir POUTINE : l'innovation au cœur de la stratégie militaire russe

Nefissa BELKHODJA

Membre du Comité Asie-Océanie

Introduction

Lors de son discours 1^{er} mars 2018, Vladimir POUTINE a profité de l'Adresse annuelle à l'Assemblée fédérale de Russie²⁰¹ pour présenter le nouvel arsenal nucléaire dont se dotent les forces armées du pays. L'expression « super armes » est empruntée à Richard CONNOLLY²⁰² pour désigner les programmes d'armes stratégiques de types hypersoniques et nucléaires présentés lors l'allocution du 1^{er} mars 2018. Le contexte de ce discours s'inscrit dans la période de réélection du président (18 mars 2018). Ainsi, il était primordial au regard de la politique interne russe de démontrer une avancée technologique effective justifiant l'augmentation du budget de la défense²⁰³. Il est envisageable de comprendre que cet argumentaire présenté par Vladimir POUTINE a pour objectif d'atteindre deux cibles d'auditeurs distincts : les citoyens russes au niveau national et le reste de la communauté internationale²⁰⁴.

Le Président de la Fédération de Russie a alors affirmé que l'effort d'innovation était nécessaire. Cette ambition illustre la stratégie compétitive internationale russe. L'objectif

²⁰¹ « Президент России. Послание Президента Федеральному Собранию ». Présidence de la Russie [en ligne], 1^{er} mars 2018 [consulté le 28/01/2022]. Librement disponible (en russe) sur : <http://kremlin.ru/events/president/news/56957>.

²⁰² Dr. CONNOLLY, Richard. « 03 Putin's 'super weapons' ». *Chatham House – International Affairs Think Tank* [en ligne], 23 septembre 2021 [consulté le 28/01/2022]. Librement disponible (en anglais) sur : <https://www.chathamhouse.org/2021/09/advanced-military-technology-russia/03-putins-super-weapons>. p. 23-33.

²⁰³ FACON, Isabelle. « Le « discours du 1er mars » de Vladimir POUTINE : quels messages ? ». *Fondation pour la recherche stratégique* [en ligne], 12 mars 2018 [consulté le 24/03/2022]. Librement disponible sur : <https://www.frstrategie.org/publications/notes/discours-1er-mars-vladimir-POUTINE-quels-messages-2018>.

²⁰⁴ *Ibid.*

affiché est de contrer les menaces occidentales²⁰⁵ et, en particulier, le « déploiement de systèmes antimissiles américains »²⁰⁶, ainsi que l'expansion de l'OTAN vers l'est de l'Europe, dénoncée comme une menace existentielle pour la Russie²⁰⁷.

Ainsi lors du discours de mars 2018, Vladimir POUTINE présente, avec l'appui d'une animation numérique, les « super armes ». L'objectif principal de ces armes est défini comme étant la défense du territoire russe et la sécurité de sa population, ce qui s'inscrit dans la logique de la dissuasion nucléaire. La doctrine relative à la dissuasion de l'usage de l'arme nucléaire est propre à chaque nation, la Russie étant néanmoins partie au Traité de non-prolifération de l'arme nucléaire (TNP, 1968)²⁰⁸.

Se pose cependant la question du développement et la création de ces armes : font-elles partie de la politique de propagande sur l'avancée futuriste de l'arsenal russe ou bien certaines d'entre elles ont été concrétisées et mises en service ? Dans quelle mesure les "super-armes" apportent-elles une valeur-ajoutée à Vladimir POUTINE compte tenu de l'arsenal et de la stratégie de défense du Kremlin ? Il est, en outre, intéressant d'étudier la mise en perspective du développement de ces armes (I) au regard des principes relatifs à la dissuasion nucléaire (II).

La question de la mise en œuvre des « super armes » présentées lors du discours de 2018

La production des « supers armes » sert la logique stratégique russe de mise en lumière de leur capacité financière et de développement technologique par ses ingénieurs. En effet, certaines de ces armes peuvent contourner les systèmes de défense balistique, ne pas apparaître sur les radars ennemis et être envoyées à une vitesse hypersonique²⁰⁹. Certaines

²⁰⁵ FACON, Isabelle. « Dix ans après la Géorgie : Vers une stabilisation de l'effort de défense russe ». *Diplomatie*, 2018, numéro 94, p. 52-53.

²⁰⁶ *Ibid.*

²⁰⁷ Voir la théorie du Glacis entre l'OTAN et la Russie, dans : DUCLOS, Michel. « Géopolitique - 2022 sera-t-elle l'année de Vladimir Poutine ? », 4 janvier 2022 [consulté le 24/03/2022]. Librement disponible sur : <https://www.institutmontaigne.org/blog/geopolitique-2022-sera-t-elle-lannee-de-vladimir-POUTINE>.

²⁰⁸ La Russie, poursuivant l'engagement pris par l'URSS en 1968, a ratifié le TNP le 30 janvier 1992. Voir la notification de ratification adressée au Bureau du désarmement de l'ONU sur leur site officiel : <https://treaties.unoda.org/a/npt/russianfederation/RAT/washington>.

²⁰⁹ « Les missiles hypersoniques sont capables d'atteindre une vitesse au moins cinq fois supérieure à la vitesse du son (Mach 5), soit plus de 6.100 km/h ». *France Inter* [en ligne], 19 mars 2022 [consulté le 22/03/2022].

innovations répondent également la nécessité de renouvellement de l'arsenal russe datant de la période soviétique.

Le *Sarmat RS-28*, un missile balistique intercontinental, est la mise à jour du *RS-36M Voevoda* (ou Satan). Il a fait l'objet de tests de lancement fructueux en 2020 et en 2021, pouvant aller jusqu'à 18 000 kilomètres²¹⁰. Par conséquent il devrait entrer en service en 2022 au sein de la 62^e division de missiles (région de Krasnoïarsk)²¹¹.

Le *Sarmat* irait de pair avec *l'Avangard*. Ce système de missiles intercontinentaux a pour objectif d'être la vitrine technologique de l'innovation russe avec une vitesse de Mach 27 (c'est-à-dire 27 fois la vitesse du son qui est de 33 000 km/h)²¹². Or, la prouesse technologique affichée ne réside pas tant dans la vitesse de *l'Avangard* mais plutôt dans sa capacité à échapper aux radars de défense antimissiles étrangers, le rendant impossible à intercepter. En terme stratégique *l'Avangard* donne une image quasi invincible à l'arsenal russe.

Par ailleurs, les nouveaux missiles hypersoniques, les *Kinzhal* et *Tsirkon*, sont équipés d'ogives conventionnelles et d'ogives nucléaires. Cependant, ces missiles sont difficiles à intercepter par leur capacité à changer de trajectoire et leur vélocité. À titre de comparaison concernant l'avancement de la technologie russe, la Chine et les États-Unis travaillent sur la vitesse hypersonique mais n'ont pas atteint le niveau russe. Ces deux technologies représentent un atout stratégique pour la Fédération de Russie. L'hypothèse selon laquelle le pays se retrouverait sur le devant de la scène internationale en se dotant de l'arsenal le plus avant-gardiste du monde est soumise à la mise en œuvre effective de l'ensemble de ces technologies. Cependant, il faut noter que le *Kinzhal* est un missile air-sol qui est lancé à partir d'un avion avec pour ligne de mire des cibles terrestres. Il est ainsi différent du *Tsirkon* qui est propulsé à partir de sous-marins ou de bâtiments de la flotte militaire russe et visant des cibles maritimes.

Librement disponible sur : <https://www.franceinter.fr/monde/guerre-en-ukraine-ce-que-l-on-sait-des-missiles-hypersoniques-utilises-pour-la-premiere-fois-par-la-russie>.

²¹⁰Dr. CONNOLLY, Richard. *Op. cit.*

²¹¹*Ibid.*

²¹²*Ibid.*

Dans le secteur naval, la Russie aurait développé un sous-marin nucléaire baptisé Poséidon²¹³. Celui-ci pourrait être immergé en complète autonomie, sans équipage. En termes d'arsenal, il peut transporter des ogives conventionnelles capables de viser diverses cibles sous l'eau, sur la mer et sur les infrastructures côtières²¹⁴.

La dernière pièce de ce nouvel arsenal présenté en 2018 est le *Burevestnik* avec une portée illimitée. Ce missile vole à très basse altitude et proche du sol ce qui lui permet de ne pas être repéré par les radars de défense aérienne étrangers. Ce missile de croisière à propulsion nucléaire ferait de la Russie une nation avant-gardiste dans le domaine²¹⁵.

La prudence reste de mise concernant la conception, les tests et la mise en service réelle de ces dispositifs. Certaines informations sont probablement gardées secrètes par la Fédération de Russie, une démarche justifiée par une stratégie militaire de non-repérage de certains éléments de leur arsenal. Cette manœuvre permettrait de provoquer un effet de surprise et, par voie de conséquence, de prendre de court la cible et empêcher de potentiels freins de la communauté internationale. Récemment, cette hypothèse a été plus ou moins confirmée par l'utilisation du *Kinzhal* lors d'une frappe à l'encontre d'une réserve de carburant et de lubrifiants de l'armée ukrainienne vers Konstantinovka (région de Mykolayiv) mentionnée dans le rapport quotidien du ministère de la Défense russe²¹⁶.

Enfin, l'efficacité de ces armes peut être questionnée. En effet, tant que la preuve de l'existence de certaines de ces armes n'a pas été apportée, on peut se demander si certains missiles peuvent se déplacer aussi rapidement durant la totalité de leur trajectoire. Pour se montrer dissuasif, il faut prouver l'existence de cet arsenal. Or, il n'est pas souhaitable que ces armes soient utilisées en temps de conflits armés car leurs dégâts pourraient être considérables. Ainsi, des solutions idoines existent afin de prouver l'existence de ces armes,

²¹³ *Ibid.*

²¹⁴ « Президент России. Послание Президента Федеральному Собранию ». *Op. cit.*

²¹⁵ Dr. CONNOLLY, Richard. *Op. cit.*

²¹⁶ « Briefing du Ministère russe de la Défense ». *Ministère De La Défense De La Fédération De Russie*, 22 mars 2022 [consulté le 24/03/2022]. Librement disponible sur : https://fr.mil.ru/fr/news_page/country/more.htm?id=12413967@egNews.

notamment en diffusant les essais militaires effectués par les États. Ces procédés s'inscrivent dans la logique de la dissuasion nucléaire.

L'innovation dans l'arsenal russe et le principe de dissuasion nucléaire

*Igitur qui desiderat pacem, praeparet bellum*²¹⁷ : « ainsi, celui qui désire la paix devrait préparer la guerre ». Ce célèbre adage renvoie à la stratégie qui veut que pour se défendre, il faille se montrer menaçant. Le principe de la dissuasion est au centre de la stratégie d'armement nucléaire. La dissuasion nucléaire peut s'entendre comme l'action de convaincre son adversaire de refréner ses possibles ambitions offensives²¹⁸. Cela renvoie à la *mutual assured destruction*²¹⁹ et provoque la peur chez l'adversaire des représailles qu'implique l'utilisation de son arme nucléaire. Les conséquences définitives sur l'humanité et la planète atteignent des seuils de gravité extrêmes.

Au regard des instruments internationaux relatifs à l'arme nucléaire, la Fédération de Russie est partie au Traité de non-prolifération de 1968²²⁰. Cependant, la Russie n'est pas partie au Traité sur l'interdiction de l'arme nucléaire de 2017 tout comme les États-Unis, la France, la Chine et le Royaume-Uni²²¹. En outre, le traité New Start de 2010 signé entre la Fédération de Russie et les États-Unis, entré en vigueur en 2011, les engage à réduire chacun à 1 550 ogives déployées²²².

²¹⁷ VEGECE. *Epitoma Rei Militaris*, IV^e siècle de notre ère.

²¹⁸ TERTRAIS, Bruno. « Le concept de dissuasion nucléaire ». *Cairn* [en ligne], 2008 [consulté le 09/03/2022]. Disponible sur : <https://www.cairn.info/l-arme-nucleaire--9782130564973-page-29.htm>.

²¹⁹ Concept politique de sécurité et de défense développé par les États-Unis dans le contexte de la course aux armements contre l'Union soviétique durant la seconde partie du XX^e siècle. L'expression *mutual assured destruction* renvoi au scénario de riposte d'un État attaqué par une frappe nucléaire déclenchée par un autre État. Ce dernier serait alors réciproquement détruit. Voir : DE CASTELLA, Tom. « How did we forget about mutually assured destruction? ». *BBC News Magazine* [en ligne], 15 février 2012 [consulté le 09/03/2022]. Librement disponible (en anglais) sur : <https://www.bbc.com/news/magazine-17026538>.

²²⁰ *Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires*, 1 juillet 1968.

²²¹ Voir la liste des États ayant ratifié ce traité [en ligne] : https://treaties.un.org/pages/ViewDetails.aspx?src=TREATY&mtdsg_no=XXVI-9&chapter=26&clang=fr.

²²² DELANOË, Igor. « La Russie formule sa « Doctrine nucléaire » : éléments d'explication ». *Observatoire franco-russe* [en ligne], 8 janvier 2020 [consulté le 29/04/2022]. Librement disponible sur : <https://fr.obsfr.ru/analytics/blogs/12048/>.

Il a été évoqué ci-dessus que la doctrine de dissuasion nucléaire était propre aux États. En effet, en France, il s'agit d'une doctrine défensive qui implique une réaction de légitime défense en cas de « circonstances extrêmes »²²³. La doctrine nucléaire de la Fédération de Russie adoptée suite à la publication de l'oukase n°355 du 2 juin 2020²²⁴ opte pour une logique similaire : l'arme nucléaire doit être utilisée « exclusivement comme un moyen de dissuasion, dont l'emploi est une mesure extrême et forcée »²²⁵. Ainsi, malgré un engagement contre le développement de ces armes²²⁶, la Russie a continué à faire évoluer son arsenal. L'objectif affiché semble reposer de nouveau sur la stratégie de la peur, plus ils seront armés et dotés de technologies performantes, moins ils seront menacés.

Conclusion

Dans le discours du 1^{er} mars 2018 du Président de la Fédération de Russie, la frontière terminologique distinguant l'innovation de l'invention met en exergue une double volonté : d'une part de justifier les budgets alloués à ses ambitions militaires auprès de la population russe et d'autre part de positionner la Russie en tête de la course à l'armement du XXI^e siècle.

La question de l'arme nucléaire a été largement étudiée et encadrée par les États. Or, dans le cas des armes hypersoniques, c'est une nouvelle ère qui commence. Cette technologie, qui s'inscrivait dans le cadre de la fiction, est actuellement en développement, voire opérationnelle. Aujourd'hui il est estimé que l'arme hypersonique se situe entre les armes conventionnelles et l'arme nucléaire.

Enfin les interrogations relatives au potentiel et à la capacité de production demeurent différentes selon les programmes d'armement. La menace nucléaire est à observer avec beaucoup de recul, notamment aux vues de l'actualité et des déclarations du Président

²²³ « Armée, dissuasion nucléaire, Europe de la défense... L'essentiel en 10 questions-réponses ». *Vie publique* [en ligne], 9 mars 2022 [consulté le 29/04/2022]. Librement disponible sur : <https://www.vie-publique.fr/questions-reponses/284126-armee-dissuasion-nucleaire-europe-de-la-defense-en-10-questions>.

²²⁴ Oukase n°355 sur les « Fondements de la politique d'État de la Fédération de Russie dans le domaine de la dissuasion nucléaire », 2 juin 2020.

²²⁵ FACON, Isabelle. « Une doctrine nucléaire pour la Russie ». *Observatoire de la dissuasion. Fondation pour la Recherche Stratégique*, juin 2020, bulletin mensuel n°77, p. 5.

²²⁶ *Ibid.*



Vladimir POUTINE. Certaines armes précitées semblent, en effet, avoir été utilisées. Cependant le jeu stratégique de la dissuasion, destiné à éviter l'affrontement nucléaire, permet de conserver jusqu'alors un *statu quo*. En effet, le rapport de forces entre les puissances nucléaires joue le rôle de garde-fous par la menaçante capacité de détruire l'autre et la volonté des États de se préserver. *A contrario*, les accords établis par la communauté internationale ont vraisemblablement un impact moindre en comparaison avec la logique géostratégique de l'innovation des arsenaux.



Les contributeurs

Théodora NOGARET

Théodora NOGARET, 24 ans, a d'abord été diplômée d'une licence en Langues Étrangères Appliquées Anglais-Chinois Spécialité Affaires Économiques Internationales, pour ensuite se spécialiser dans la Géopolitique et la Prospective au travers de son Master d'Analyste en Stratégie Internationale au sein de l'école de l'Institut des Relations Internationales et Stratégiques (IRIS). Ses thématiques de prédilection sont la géopolitique de l'Espace et la zone Asie-Pacifique.

Constantin LAGRAULET

Constantin LAGRAULET est étudiant en Mastère I Relations internationales à l'Institut national des Langues et Civilisation orientales (INALCO). Sinisant, les problématiques liées à la place de la puissance chinoise sur la scène internationale sont à la confluence de ses orientations académique et personnelle. Il est membre du Comité Aéronautique & Espace des Jeunes de l'IHEDN et participe à la Task Force Espace.



Anaïs-Maria TOUATI

Diplômée d'un master de géopolitique à l'Institut Français de Géopolitique, Anaïs-Maria TOUATI est également responsable du pôle d'intérêt régional du Comité Asie-Océanie consacré à l'Asie du Nord-Est.

Nefissa BELKHODJA

Nefissa BELKHODJA est étudiante en droit international à l'Université Paris cité (Paris V Descartes). Passionnée de géopolitique, en particulier sur la zone Russie et l'espace post-soviétique, elle apprend la langue russe à l'INALCO en parallèle de ses études de droit. Elle a rejoint les jeunes IHEDN dans le pôle Russie-Asie centrale afin de développer ses connaissances et ses capacités d'analyse géopolitique dans le domaine de la sécurité et la défense.



LES JEUNES
IHEDN